

***A propos des « 25 thèses du  
camarade E. Mandel sur "La révolution  
mondiale" »***

**Contribution à la discussion par  
Stéphane Just**

*1° publication : « La correspondance Internationale », décembre 1976*

## Table des matières

Ouvrir la discussion.....	3
A propos de quatre mots.....	3
Un "long déclin" ou un mouvement vivant.....	5
La « conscience des masses » et les défaites entre 1923 et 1936.....	6
Le prestige de la révolution au service de la contre-révolution.....	10
Baisse de la conscience de classe du prolétariat ou force contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin ?.....	12
1943 a préparé 1953.....	13
Le capitalisme en général ou "l'impérialisme, stade suprême du capitalisme" ?.....	14
À nouveau sur les forces productives.....	15
L'action du prolétariat arrache réformes et concessions.....	17
La lutte de classes au début des années 1960.....	17
Les soviets, les conseils ouvriers.....	19
Parlementarisme, soviets, indépendance de classe du prolétariat.....	19
Prise du pouvoir, centralisme ou "autogestion".....	21
Pouvoir politique, pouvoir économique du prolétariat.....	22
L'Europe : une unité organique contradictoire.....	23
Les impérialismes décadents d'Europe.....	24
Au bord du précipice.....	25
Nécessité objective, nécessité politique.....	26
Révolution européenne ou limitée aux pays latins?.....	26
De regrettables absences.....	28
Croissance des forces productives en U.R.S.S., en Europe de l'Est et croissance des contradictions économiques.....	29
Révolution sociale et révolution politique : même base objective.....	31
La révolution prolétarienne et l'unité de la nation, du peuple, du prolétariat allemands.....	31
Actualité de la révolution politique.....	32
Faut-il opposer le tout à la partie ?.....	33
Confirmation d'une hypothèse théorique.....	34
La bureaucratie chinoise, celle du Kremlin, la révolution mondiale.....	35
Dialectique de la révolution, de la contre-révolution, de la IV <sup>e</sup> Internationale.....	37

## Ouvrir la discussion

Le camarade Ernest Mandel a écrit 25 Thèses, qu'il a intitulées *La Révolution mondiale*. Elles ont été publiées dans le numéro de juillet 1976. Projet ambitieux, difficile, mais que le développement de la lutte des classes à l'échelle mondiale justifie. Une nouvelle période de la révolution mondiale s'est ouverte en 1968. C'est au moins l'opinion de l'OCI. Quant au camarade Ernest Mandel, il estime que se développe pleinement dans la péninsule ibérique la nouvelle montée du prolétariat qui mûrissait depuis 1968, et qu'elle s'étendra au moins à l'Italie et à la France (début de la Thèse 9). Les marxistes - c'est-à-dire les trotskystes, ceux qui, en référence à la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938, combattent sur son programme pour construire dans chaque pays un parti révolutionnaire, et mondialement pour la IV<sup>e</sup> Internationale - savent que sans théorie il ne peut exister de partis révolutionnaires. Le marxisme est l'expression consciente du processus inconscient, disait Trotsky. Mais la théorie et le programme sont l'expression consciente du processus objectif, et non le produit de spéculations ou l'expression d'un quelconque volontarisme. La conscience, donc le programme, le parti agissant et combattant, ou l'organisation qui le construit deviennent à un certain point du processus historique de la lutte de classe du prolétariat, de la révolution prolétarienne, le facteur déterminant de ce processus.

C'est sans doute ce que veut signifier Ernest Mandel lorsqu'il écrit :

« La nature fondamentale de la révolution socialiste mondiale réside dans son caractère *prolétarien et conscient*, la première propriété étant la précondition objective de la seconde, la seconde étant l'expression subjective de la première, La révolution socialiste et la construction du socialisme constituent le premier stade de l'histoire mondiale qui ne peut être atteint par la seule action des forces objectives. » (*Début de la Thèse 1.*)

Il est non seulement légitime mais indispensable de procéder à une analyse rigoureuse de la période actuelle, des grandes lignes de son développement. de vérifier l'actualité du programme de fondation, *L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale*, qui définit la méthode, la stratégie et ses tâches fondamentales de la IV<sup>e</sup> Internationale. A partir de là seulement peuvent être élaborées une ligne politique d'ensemble et ses applications concrètes.

Pour sa part, l'OCI a élaboré des éléments de thèses, que son 17<sup>e</sup> Congrès a adoptées, sur la nouvelle période de la révolution mondiale qui s'est ouverte en 1968 la caractérisant comme celle de « *l'imminence de la révolution* ». A son 20<sup>e</sup> Congrès, elle a discuté et voté un texte qui analyse le moment du développement de la lutte des classes marquée par la défaite de l'impérialisme américain au Vietnam, l'échec de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire, la victoire de la révolution mondiale que constitue la dislocation des accords de Paris par l'effondrement du gouvernement et de l'État compradore de Thieu ; l'éclatement de la révolution portugaise ; les crises politiques des bourgeoisies européennes et des bureaucraties parasitaires où domine la bureaucratie du Kremlin ; la marche à la crise économique, à la dislocation du marché mondial. Evidemment, ces textes incluent les perspectives de l'OCI quant à la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, et les tâches qu'elle se fixe en vue de cette reconstruction.

Le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, auquel l'OCI participe, s'est adressé à plusieurs reprises au SU de la IV<sup>e</sup> Internationale : il lui a proposé d'engager une discussion portant sur tous les problèmes qui confrontent les organisations se réclamant de la IV<sup>e</sup> Internationale, de son programme, organisations dont l'origine remonte à la fondation en 1938 de la IV<sup>e</sup> Internationale. Les divergences qui font que, depuis 25 ans, une profonde scission divise ces organisations n'ont rien à voir avec des questions de personnes. Elles sont profondes et graves. Il ne s'agit pas de les taire, mais de les discuter.

Bien entendu, cette discussion ne saurait être « historique ». Il faut discuter de ces divergences en leurs formes actuelles, telles que la situation actuelle les concrétise. Les organisations qui se réclament de la IV<sup>e</sup> Internationale et de son programme, dont l'origine remonte à la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938, portent une lourde responsabilité : alors que se développe une nouvelle période de la révolution mondiale, alors que la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays et la transformation de la IV<sup>e</sup> Internationale en une organisation résolvant la question de la direction révolutionnaire sont les conditions de la victoire de la révolution prolétarienne, vont-elles, le Comité d'organisation et le SU notamment, tout mettre en œuvre pour aboutir à former une seule organisation internationale, unifiée, dont les origines remontent à 1938, et s'affirmer IV<sup>e</sup> Internationale ? C'est la démarche du Comité d'organisation et de l'OCI. Les premiers pas sur cette voie exigent évidemment de discuter sur le fond, loyalement et clairement, des problèmes en cause, de telle sorte que le révisionnisme ne puisse exercer ses effets destructeurs au sein d'une semblable organisation. C'est une des exigences du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, estiment le Comité d'organisation et l'OCI.

Une des premières contributions à la discussion sera ce texte qui se propose d'analyser et de discuter les 25 Thèses que le camarade Ernest Mandel a écrites sous le titre de *La Révolution mondiale*.

## A propos de quatre mots

Au point de départ, les Thèses du camarade Ernest Mandel traitent du rôle du conscient dans le processus de la révolution prolétarienne. Cette démarche est comparable à celle du programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale que Trotsky écrivit en 1938, dont la première phrase de l'introduction affirme :

« La situation mondiale dans son ensemble se caractérise par la crise historique de la direction du prolétariat. »

Introduction qui se conclut sur cette proposition :

« La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. »

Le camarade Ernest Mandel écrit :

« Le fait que les conditions objectives pour le développement du socialisme à l'échelle mondiale existent au moins depuis 1914, si ce n'est depuis 1905, n'implique pas une victoire automatique ou inévitable de socialisme mondial étant donné le rôle central joué par le facteur subjectif pour l'aboutissement de la révolution socialiste. » (*Thèse 2. phrase 1.*)

Si on se souvient de la première phrase de la première Thèse du camarade Mandel, citée plus haut, on voit donc que les méthodes utilisées au début du *Programme de transition* et au début des Thèses sur *La Révolution mondiale* sont comparables. Le camarade Ernest Mandel a-t-il de façon délibérée procédé de cette façon afin que l'exposé des thèses puisse être mis directement en relation avec la programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale ? On est en droit de l'espérer. car c'est une excellente manière d'en favoriser la discussion.

Elle permet de noter quelques différences. Mandel écrit que la révolution socialiste et la construction du socialisme « *exigent un effort conscient des masses laborieuses* » (fin de la 2<sup>e</sup> phrase, Thèse 1). Thèse 2, il poursuit : « *La crise de l'humanité est la crise de la direction révolutionnaire (et de la conscience de classe) du prolétariat* » 3<sup>e</sup> phrase, Thèse 2).

On vient de le voir, le Programme de transition dit seulement : « *La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.* »

Les quatre mots que Ernest Mandel ajoute doivent avoir pour lui une importance considérable, puisqu'il estime devoir les intégrer à la proposition principale du programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale. D'autant que ce « concept » court ainsi qu'un fil rouge tout au long de ses 25 Thèses. Ainsi :

« En dernière analyse, la restabilisation temporaire du capitalisme après 1923, la victoire du stalinisme en Russie, l'émergence du fascisme en Europe (et du semi-fascisme au Japon à la fin des années 30), le long déclin du niveau de conscience de la classe ouvrière et l'éclatement de la deuxième guerre mondiale accompagnée de toutes ses horreurs (d'Auschwitz à Hiroshima) sont les résultats d'une longue série de défaites pour la révolution internationale entre 1923 et 1943 (quoique cette série d'échecs fût évidemment interrompue par des montées partielles et géographiquement limitées). » (Dernière phrase de la Thèse 4.)

Sans doute est-il écrit ici que « *le long déclin du niveau de conscience du prolétariat* » est une conséquence des défaites que la révolution internationale a subies entre 1923 et 1943. Mais on peut dire la même chose à propos de la direction révolutionnaire; la crise de la direction révolutionnaire a résulté, dans une très grande mesure, des défaites que le prolétariat a subies. Elle n'en est pas moins déterminante. Elle est cause première de la crise de l'humanité, c'est-à-dire des nouvelles défaites du prolétariat, du retard de la victoire de la révolution prolétarienne mondiale. D'ailleurs, le camarade Ernest Mandel, en intégrant son concept à la proposition fondamentale de Trotsky, montre clairement qu'il attribue à ce concept même importance, même rôle qu'à la proposition de Trotsky. Le camarade Ernest Mandel montre à différentes reprises que c'est bien ainsi qu'il faut le comprendre. Sa Thèse 11 débute par cette phrase :

« La difficulté subjective fondamentale pour la réalisation d'une révolution socialiste victorieuse en Europe occidentale, découlant de tout le passé historique du mouvement ouvrier, réside dans les illusions réformistes ou semi-réformistes profondes des larges masses laborieuses, en d'autres termes, l'identification largement répandue de leurs propres libertés démocratiques avec les institutions de l'État bourgeois. »

Les illusions des masses ne sont pas niables. Mais que signifie cette phrase, « *le bas niveau de conscience des masses* » ? Peut-on mettre ce « *bas niveau* » sur le même plan que « *la crise de la direction révolutionnaire* » ? Ces questions valent d'être posées. S'il en était ainsi, il faudrait en conclure que les masses sont responsables « inconsciemment », bien sûr, en quelque sorte objectivement, des défaites de la révolution prolétarienne dans le monde.

Les illusions des masses ne sont pas chose nouvelle. Elles sont plus ou moins grandes, plus ou moins profondes et durables. Elles dépendent de facteurs divers et varient selon les pays et les moments, l'expérience historique, la force et l'enracinement des vieilles organisations, des vieux partis ouvriers. Mais elles existent à toutes les époques et dans tous les pays. Il faut en tenir compte. Elles ne peuvent être mises sur le même plan que la « *crise de la direction révolutionnaire à quoi se réduit la crise de l'humanité* ».

Voyons concrètement ce qu'il en est. Est-ce que les centaines de milliers de travailleurs qui processionnaient derrière le pape Gapone en ce dimanche sanglant de janvier 1905, et qui allaient porter une supplique au tsar, ne faisaient pas preuve de mortelles illusions tant par rapport au tsar que par rapport au pape Gapone, à ses méthodes, à sa politique ? N'était-ce pas, ainsi que l'écrivait le camarade Ernest Mandel, l'expression évidente « *d'un (très) bas niveau de conscience des masses* » ? A considérer d'une certaine façon, c'est l'évidence. Pourtant, ils écrivaient la première page de la révolution russe, dont 1905 fut le prologue. Ces mêmes hommes, ce même prolétariat ont constitué les premiers soviets, à l'initiative des militants social-démocrates (mencheviks et bolcheviks) et d'autres organisations révolutionnaires. Ils ont construit le premier soviet de Petrograd. Leur mouvement de classe les amenait, en dépit et au travers de leurs illusions, à mettre sur pied les organismes de leur unité de classe, leur « parlement » et leur exécutif révolutionnaires, les organes de leur futur pouvoir, de la dictature du prolétariat.

N'étaient-ils pas submergés d'illusions, ces soldats, ces ouvriers, ces paysans qui, en février 1917, après avoir renversé le tsar et constitué les soviets, élaient en énorme majorité des délégués mencheviks, socialistes-révolutionnaires ? C'est l'évidence. Pourtant la révolution russe a été victorieuse. A ce jour, elle a été la seule révolution ou la dictature du prolétariat, exercée au moyen des soviets, s'est réalisée. Comment ce fut-il possible ? Poser la question, c'est y répondre. En 1917, pour un temps et dans ce seul pays, la question de la direction révolutionnaire a été résolue. Le Parti bolchevique s'est formé comme direction révolutionnaire au travers du combat politique pour répondre aux aspirations, aux besoins des masses en dépit de leurs illusions. Elles ont été libérées de la gangue de leurs illusions au feu des événements de la révolution et sont parvenues au plus haut point de conscience de classe où, jusqu'à présent, un prolétariat soit parvenu dans son ensemble, par l'action politique du Parti bolchevique.

Bien plus, elles ont ouvert la voie au prolétariat mondial : notamment en donnant l'exemple de la forme la plus élaborée de la dictature du prolétariat, les soviets. Mais pas seulement: leur action a donné une impulsion puissante à la lutte des classes en Europe, à la crise révolutionnaire qui a résulté de la Première Guerre mondiale; la révolution russe a fourni au prolétariat mondial un enseignement révolutionnaire qui, 60 ans plus tard, reste irremplaçable.

C'est de cette victoire, de l'action du Parti bolchevique et des défaites ultérieures que Trotsky tira la leçon : « *La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.* » En 1923. il dégagait cet enseignement de la victoire de la révolution russe, de

la défaite de la révolution allemande, en une brochure célèbre, *Leçons d'Octobre*.

La défaite de la révolution allemande, tant en 1918 qu'en 1923, n'a rien à voir avec les illusions des masses, « *le bas niveau de la conscience de classe du prolétariat allemand* ». La cause en fut l'absence de direction révolutionnaire, que le Parti communiste allemand n'a pas su être. Bien entendu, ainsi que l'explique Trotsky, une juste politique du parti qui se situe sur le terrain de la révolution prolétarienne ne garantit pas à tout coup la victoire, mais l'existence du parti marxiste appliquant une juste politique, se formant comme direction révolutionnaire et libérant les masses de leurs illusions, au cours de la lutte des classes et de la révolution, est la condition indispensable de la victoire de la révolution.

Cette même leçon se dégage de la révolution hongroise de 1919, des crises révolutionnaires en Autriche, en Italie, ailleurs, avant 1923. Ce ne sont pas les « *illusions parlementaires, réformistes ou semi-réformistes* » qui ont amené la révolution ou les crises révolutionnaires à la défaite, mais l'action politique de la social-démocratie et l'immaturité politique du PC, qui n'ont pas été à la hauteur des tâches de construction de la direction révolutionnaire, ou de la réalisation de celles qui incombent à une direction révolutionnaire.

## **Un "long déclin" ou un mouvement vivant**

Le camarade Ernest Mandel précise : pour lui, « *le long déclin du niveau de conscience de la classe ouvrière* » commence en 1923 et s'accroît au fur et à mesure que s'accumulent les défaites du prolétariat. Cette affirmation laisse songeur. En quoi « *le niveau de conscience* » du prolétariat allemand était-il inférieur en 1933 à ce qu'il était en 1918 et 1923 ? A la vérité, c'est le haut niveau de conscience du prolétariat allemand, au cours des années qui ont précédé 1933, et ensuite pendant les mois qui ont suivi l'accès au pouvoir des nazis en janvier 1933, qui surprend.

Malgré l'immense machine de répression nazie, la classe ouvrière est restée derrière ses partis, la social-démocratie et le PCA, attendant des dirigeants de ces partis qu'ils la guident et organisent le combat contre le nazisme. Encore après la venue au pouvoir de Hitler, alors que se déchaînaient la terrible répression et les provocations, aux élections, ô combien falsifiées, de mars 1933, le prolétariat a voté massivement SD et PCA.

Et après 1933, faut-il rappeler l'héroïsme du prolétariat de Vienne en février 1934, se battant les armes à la main contre les troupes de Dörfuss, défendant pied à pied leurs quartiers des faubourgs de Vienne ? Seule une grande conscience de classe pouvait nourrir cet héroïsme. Enfin le prolétariat français, le prolétariat espagnol ont-ils fait preuve entre 1934 et 1938 « d'un bas niveau de conscience », ou au contraire d'un très haut niveau de conscience ? Sans tout rappeler, citons : la classe ouvrière française imposant le front unique ouvrier au PS et au PCF en février 1934, ainsi qu'à la CGT et à la CGT-U ; de l'insurrection des Asturies à la révolution espagnole en 1936-1938, le prolétariat d'Espagne a fait preuve d'une fantastique conscience de classe ; y compris en 1935, le prolétariat français a démontré combien était élevée sa conscience de classe, et « ses illusions réformistes ou semi-réformistes » fragiles et dépassables. Même aux élections de 1936, la classe ouvrière française n'a pas voté « Front populaire », mais pour ses partis : le Parti radical a subi une cuisante défaite au premier tour, et n'a été sauvé du désastre que par le désistement au second tour des candidats du PS et du PCF dans nombre de circonscriptions : le PS, et surtout le PCF ont, au contraire, augmenté massivement leurs voix et le nombre de leurs élus. Il n'y avait là aucun « *déclin du niveau de conscience* » de la classe ouvrière, ni aucune « *illusion parlementaire* » : en votant pour ses partis, le prolétariat a voté classe contre classe. Ce vote prolongeait 1934 et les luttes de l'année 1935. Il précédait la grève générale spontanée de juin 1936, dont Trotsky a dit qu'elle était « *le début classique des révolutions* ».

Entre 1923 et 1943, on ne peut parler d'un « *long déclin du niveau de conscience de la classe ouvrière* ». Situations révolutionnaires et conscience de classe de la classe ouvrière sont liées d'une certaine façon, si nous admettons avec Lénine que, parmi les conditions d'une situation révolutionnaire, il faut qu'en haut on ne puisse plus vivre comme avant, qu'en bas on ne veuille plus vivre comme avant ; crise politique de la bourgeoisie et volonté des masses de ne plus subir sont dialectiquement liées. Il n'y a pas de situation révolutionnaire possible autrement. Trotsky explique :

« 1) Pour analyser la situation d'un point de vue révolutionnaire, il est nécessaire de distinguer entre les préconditions économiques et sociales d'une situation révolutionnaire et la situation révolutionnaire elle-même.

« 2) Les pré-conditions économiques et sociales à une situation révolutionnaire ne s'affirment que lorsque les forces productives d'un pays sont sur le déclin, que le poids spécifique d'un pays capitaliste sur le marché mondial diminue systématiquement, que le chômage ne résulte pas seulement d'une fluctuation conjoncturelle mais soit une force sociale permanente dont la courbe est ascendante.

« La situation en Angleterre correspond parfaitement à cette caractérisation et nous pouvons dire que les conditions économiques et sociales existent et s'accroissent de jour en jour. Mais nous ne devons pas oublier qu'une situation révolutionnaire se définit d'un point de vue politique et non pas seulement sociologique, ce qui inclut le facteur subjectif. Et, par facteur subjectif, nous n'entendons pas seulement la question du parti du prolétariat. Il s'agit de la conscience de toutes les classes, et bien sûr avant tout de celle de son prolétariat et de son parti.

« 3) Une situation révolutionnaire donc ne s'ouvre que lorsque les conditions économiques et sociales préalables à la révolution provoquent une brusque modification de la conscience de la société et de ses différentes classes. Quelles sont ces modifications ?

« a) Dans notre analyse, il faut distinguer entre les trois classes sociales : les capitalistes, les classes moyennes, ou petite bourgeoisie, le prolétariat. Les changements de mentalité nécessaires sont très différents pour chacune de ces classes.

« b) Bien mieux que n'importe quel théoricien, le prolétariat britannique est parfaitement conscient de la gravité de la situation économique, Mais la situation révolutionnaire ne s'ouvre que lorsque le prolétariat commence à chercher une issue, non sur la base de l'ancienne société mais sur la voie de l'insurrection révolutionnaire contre l'ordre établi. Telle est la condition subjective déterminante pour la situation révolutionnaire. L'intensité des sentiments révolutionnaires des masses est l'un des indices les plus importants de la maturité de la situation révolutionnaire.

« c) Mais une situation révolutionnaire est une situation qui doit permettre au prolétariat de devenir à l'étape suivante la direction de la société, et ceci en dépend en partie, quoiqu'à une moindre échelle en Angleterre que dans d'autres pays, de l'état d'esprit et de la réflexion politique de la classe moyenne qui perd confiance dans tous les partis traditionalistes (y compris le Labour Party, parti réformiste c'est-à-dire conservateur) et met son espoir dans un changement radical, révolutionnaire de la société (et non dans un changement contre-révolutionnaire, c'est-à-dire fasciste).

« d) Les modifications dans l'état d'esprit tant du prolétariat que de la classe moyenne correspondent et se développent parallèlement à des changements dans l'état d'esprit de la classe dominante qui se voit incapable de sauver son système, perd sa confiance en soi, commence à se désintégrer, à se disloquer en faction et en cliques. »

Comment serait-il possible que, depuis 1923, il y ait eu « *un long déclin de la conscience de la classe ouvrière* », et que de nombreuses et importantes situations et crises révolutionnaires se soient produites ? Le camarade Ernest Mandel a le sens des nuances, aussi nuance-t-il son appréciation :

« (quoique cette série d'échecs fût, évidemment, interrompue par des montées partielles et géographiquement limitées) », écrit-il (*les parenthèses sont de lui*).

Le camarade Ernest Mandel veut, évidemment, dire que « *les montées partielles et géographiquement limitées* » .... « se sont terminées par des échecs ». Vue de façon très générale, la courbe de la révolution entre 1923 et 1943 est évidemment descendante. Les défaites du prolétariat allemand avant 1923, son écrasement après 1933 ont pesé très lourd dans la balance de la lutte des classes en Europe. Mais si la victoire de la révolution allemande aurait été la quasi-certitude de la victoire de la révolution en Europe, la défaite et finalement l'écrasement du prolétariat allemand n'ont pas été les derniers anneaux de la chaîne des révolutions européennes entre 1917 et 1938. La courbe de la révolution européenne a eu, après 1933, d'importants segments dirigés vers le haut : la révolution espagnole, la crise révolutionnaire en France. La victoire de la révolution en Espagne, et a fortiori en France, aurait inversé totalement la pente générale de la courbe, relancé le développement révolutionnaire en Europe, y compris dans les pays où le fascisme avait écrasé le prolétariat, y compris en URSS. La révolution en Espagne, la crise révolutionnaire en France, n'ont pas été, surtout pour ce qui concerne la révolution espagnole, « *des montées partielles et géographiquement limitées* ». En Espagne, la dictature du prolétariat était immédiatement à l'ordre du jour, toute la situation européenne et mondiale dépendait de l'issue de la révolution espagnole. Tout au moins, c'était l'avis de Trotsky, qui concluait son livre *La Révolution trahie* en ces termes :

« Plus que jamais, les destinées de la révolution d'Octobre sont aujourd'hui liées à celle de l'Europe et du monde. Les problèmes de l'URSS se résolvent dans la péninsule ibérique, en France et en Belgique. Au moment où ce livre paraît, la situation sera probablement beaucoup plus claire qu'en ces jours de guerre civile sous Madrid. Si la bureaucratie soviétique réussit avec sa perfide politique des « fronts populaires » à assurer la victoire de la réaction en France et en Espagne - et l'Internationale communiste fait tout ce qu'elle peut dans ce sens -, l'URSS se trouvera au bord de l'abîme et la contre-révolution bourgeoise s'y mettra à l'ordre du jour plutôt que le soulèvement des ouvriers contre la bureaucratie. Si au contraire, malgré le sabotage des réformistes et des chefs « communistes », le prolétariat d'Occident se fraie la route vers le pouvoir, un nouveau chapitre s'ouvrira dans l'histoire de l'URSS. La première victoire révolutionnaire en Europe fera aux masses soviétiques l'effet d'un choc électrique, les réveillera, relèvera leur esprit d'indépendance, ranimera les traditions de 1905 et 1917, affaiblira les positions de la bureaucratie. et n'aura pas moins d'importance pour la IV<sup>e</sup> Internationale que n'en eut pour la III<sup>e</sup> Internationale la victoire de la révolution d'Octobre. Le premier État ouvrier n'a de salut pour la victoire du socialisme que dans cette voie. »

La vue linéaire qu'implique la formulation « *déclin de la conscience ouvrière* » entre 1923 et 1943 est en contradiction avec l'histoire. La conscience de classe du prolétariat n'a pas un développement continu en un sens ou un autre, en plus ou en moins, avec tout au plus de légères oscillations. Elle est nourrie de l'expérience passée, des rapports entre le prolétariat et ses organisations, la nature de ses organisations et leur politique influent sur la conscience de classe du prolétariat. Mais à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, la conscience de la classe ouvrière est elle aussi mouvante, sujette à des tourments rapides et brutaux. Supposer « *un déclin de la conscience de la classe ouvrière* » quasi linéaire entre 1923 et 1943 revient à supprimer d'un trait de plume 15 années au moins d'un développement tumultueux de la lutte de classe du prolétariat et la continuité de cette lutte de classe. A quelque chose près, cela revient à dire que, dès 1923, la révolution en Europe ne pouvait plus vaincre. Non : la période révolutionnaire ouverte avec la révolution russe n'a été close qu'en 1938 au moment de la défaite irrémédiable de la révolution espagnole.

## **La « conscience des masses » et les défaites entre 1923 et 1936**

Que faut-il entendre par « *conscience de classe du prolétariat* » ? Que la classe ouvrière en arrive, et de façon homogène, spontanément, à une claire conscience des tâches et nécessités de la révolution prolétarienne ? Non, c'est essentiellement sa disposition à engager jusqu'au bout le combat de classe, jusqu'au renversement de l'ancienne société et l'instauration d'un nouveau pouvoir. La disposition et la capacité du prolétariat à le faire change et s'affirme au fur et à mesure du processus révolutionnaire. Si la classe ouvrière parvenait à élaborer d'elle-même spontanément le programme de la révolution, à réaliser ses tâches, la nécessité d'un parti révolutionnaire n'existerait pas.

Ce serait d'ailleurs la première classe dans l'histoire capable d'un tel exploit : toutes les classes ont besoin d'organisations, de partis, qui expriment plus ou moins clairement leurs intérêts et leurs aspirations, qui sont leurs organes politiques spécifiques. Une telle conception est spontanéiste et attentiste. La classe ouvrière, plus que toute autre classe dans le passé, étant donné la place qu'elle occupe au sein de la société bourgeoise, la situation qui lui est faite, a besoin d'un parti révolutionnaire qui exprime consciemment le processus dans lequel elle s'engage inconsciemment, semi-consciemment, avec tout au plus une conscience intuitive et expérimentale, l'intervention, l'engagement de ce parti modifie le processus révolutionnaire et est indispensable pour que les masses le mènent à son terme.

Le mouvement - pour ainsi dire naturel, fondé sur ses intérêts et ses besoins, nourri de son expérience - du prolétariat, à l'époque

de l'impérialisme, le pousse vers la révolution. La tâche de l'avant-garde des organisations qui se réclament de la IV<sup>e</sup> Internationale, de son programme est clairement tracée.

« La tâche stratégique de la prochaine période - période prérévolutionnaire, d'agitation, de propagande et d'organisation - consiste à surmonter les contradictions entre la maturité des conditions objectives de la révolution, et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (découragement des vieilles générations, manque d'expérience de la jeunesse). Il faut aider les masses, dans le processus de leur lutte quotidienne, à trouver le pont entre les revendications actuelles et le programme de la révolution sociale. Ce pont doit consister en un système de *revendications transitoires* partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. » (*Programme de Transition*, premier paragraphe de la partie « Programme minimum et programme de transition »)

Ces lignes furent écrites en septembre 1938, au moment où l'ensemble du prolétariat européen était défait, écrasé, où la seconde guerre impérialiste devenait inévitable. Le prolétariat est une classe vivante : en 1938, les défaites ont épuisé pour un temps son influx révolutionnaire. Trotsky en tient compte. Mais même en ces circonstances, il ne parle pas du « *long déclin de la conscience de la classe ouvrière* », mais seulement de la « *non-maturité du prolétariat et de son avant-garde* », dont il donne les causes qui ne sont pas internes au prolétariat. Il s'agit, partant des conditions matérielles de la classe ouvrière, d'où découlent ses revendications, et de sa conscience actuelle, de l'amener à « *une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir* ». Au paragraphe précédent, Trotsky a expliqué :

« L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant, d'autre part, par la trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est bien entendu le premier : les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques. »

La IV<sup>e</sup> Internationale fonde son action sur cette appréciation, et elle exprime consciemment ce mouvement des masses. La « *non-maturation* » du prolétariat, la démoralisation qu'il subit et que subit son avant-garde ne sont pas naturelles. Si profondes qu'elles soient à un moment donné, elles ne sont que passagères. Elles ne sont pas le produit de l'on ne sait quelle conscience prise en soi ; elles résultent de la politique contre-révolutionnaire des partis ouvriers et de leurs directions qui défendent l'ordre et l'État bourgeois.

Comment un camarade comme Ernest Mandel, si fin connaisseur des classiques du marxisme, de Trotsky en particulier, n'a-t-il pas intégré à ses Thèses ce qui pour Trotsky est l'essentiel :

« Dans tous les pays, le prolétariat est saisi d'une profonde angoisse. Des masses de millions d'hommes viennent toujours à nouveau au mouvement révolutionnaire. Mais, chaque fois, elles se heurtent dans cette voie à leurs propres appareils bureaucratiques conservateurs. »

Trotsky cite, en ce même passage du *Programme de transition*, les exemples de l'Espagne, de la France, et même des USA. Et il ajoute :

« Le passage définitif de l'Internationale communiste du côté de l'ordre bourgeois, son rôle cyniquement contre-révolutionnaire dans le monde entier, particulièrement en Espagne, en France, aux États-Unis et dans d'autres pays « démocratiques », a créé d'extraordinaires difficultés au prolétariat mondial. Sous le signe de la révolution d'Octobre, la politique conciliatrice des « fronts populaires » voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme. »

« *Le bas niveau de conscience* » ou « *le déclin du niveau de conscience de la classe ouvrière* », ou encore « *les illusions réformistes ou semi-réformistes des masses* », ne sont pas responsables des défaites du prolétariat d'avant la Deuxième Guerre mondiale. Au contraire, le prolétariat a fait preuve d'un acharnement, d'une capacité, d'une volonté révolutionnaire incroyables. Les directions réformistes en un premier temps et ensuite ces directions et les directions stalinienne, ensemble, ont dévoyé les combats du prolétariat, émoussé leur pointe révolutionnaire. Ce sont ces directions qui ont opposé aux tendances révolutionnaires du prolétariat les illusions réformistes et semi-réformistes, qui les ont répandues, diffusées. Un bilan n'est pas nécessaire - du crétinisme parlementaire de la SD à l'ultra-gauchisme du PC, pour aboutir aux « Fronts populaires », il est bien connu : la « non-maturité » des masses dont parle Trotsky en 1938 provenait de là et non pas d'ailleurs.

Ne pas situer les causes et les responsabilités des défaites, mettre ainsi sur le même plan la crise de la direction révolutionnaire et « *la conscience des masses* » qui, considérée de cette façon, n'est qu'une abstraction sans vie, ouvre la porte à de dangereuses conclusions :

les masses sont spontanément réformistes, voire stalinienne ;

les masses ont les directions qu'elles méritent ;

les masses portent donc la responsabilité de leurs défaites ;

Il faut les « révolutionner » idéologiquement ou par des « actions exemplaires », à moins que les deux moyens doivent être utilisés conjointement.

Ces conclusions découlent les unes des autres. Si les masses ont des illusions réformistes, alors il résulte que les partis réformistes et les partis stalinien (que d'aucuns appellent réformistes) sont des partis qui leur conviennent. Elles ont les directions qu'elles méritent, et portent en conséquence la responsabilité de leurs défaites dont la cause première est leurs illusions.

Le programme de la révolution prolétarienne s'insère dans le processus de la lutte des classes, exprimant les tendances du mouvement des masses. Il en est l'expression consciente. Obligatoirement, il échoue si les masses sont spontanément « *réformistes ou semi-réformistes* ». Il est en contradiction avec la spontanéité, les tendances profondes du mouvement des masses, qui sont censées devoir faire la révolution. il reste alors ou à abandonner toutes perspectives révolutionnaires, ou à tenter de modifier la conscience des masses, en utilisant des moyens idéologiques et par des « actions exemplaires » à moins que l'on charge d'autres couches sociales plus « conscientes » de réaliser ce que l'absence de conscience du prolétariat ne lui permettait pas de réaliser : la révolution, le socialisme.

Comment ne pas, à ce point, citer de très larges extraits de l'article de L. Trotsky, répondant à une brochure qui prétendait expliquer les causes de la défaite en Espagne :

« Analysons une à une les allusions et les demi-pensées de notre auteur. Une politique fausse des masses ne peut s'expliquer selon lui que comme la « manifestation d'un certain état des forces sociales », c'est-à-dire « la non-maturité de la classe ouvrière » et la « carence de la paysannerie ». Si l'on est friand de tautologies, il serait difficile d'en trouver de plus plates. Une « politique fausse des masses » s'explique par leur « non-maturité » ? Mais qu'est-ce que la « non-maturité » des masses ? De toute évidence, c'est leur prédisposition à suivre une politique fausse. En quoi consistait cette politique fausse ? Qui en étaient les initiateurs ? Les masses ou les dirigeants ? Notre auteur ne souffle mot là-dessus. Et, par cette tautologie, il transfère la responsabilité sur les masses. Ce truc classique, utilisé par tous les traîtres, les déserteurs et leurs avocats, est particulièrement révoltant quand il s'agit du prolétariat espagnol.

### ***La sophistication des traîtres***

« En 1936 - pour ne pas remonter plus loin -, les ouvriers espagnols ont repoussé l'attaque des officiers qui avaient mis au point leur conspiration sous l'aile protectrice du Front populaire. Les masses ont improvisé des milices et bâti des comités ouvriers, citadelles de leur propre dictature. Pour leur part, les organisations dirigeantes du prolétariat ont aidé la bourgeoisie à dissoudre ces comités, à mettre fin aux assauts des ouvriers contre la propriété privée, et à subordonner les milices ouvrières au commandement de la bourgeoisie, avec, par-dessus le marché, le POUM qui participait au gouvernement, prenant ainsi directement sa responsabilité dans le travail de la contre-révolution. Que signifie dans un tel cas la « non-maturité » du prolétariat ? De toute évidence, cela signifie simplement que, bien que les masses aient adopté une ligne juste, elles n'ont pas été capables de briser la coalition des socialistes, des stalinien, des anarchistes et du POUM avec la bourgeoisie. Ce modèle de sophisme procède du concept d'une sorte de maturité absolue, c'est-à-dire d'une condition de perfection des masses dans laquelle elles n'ont aucun besoin d'une direction, et, mieux encore, sont capables de vaincre contre leur propre direction. Or une telle maturité n'existe pas et ne peut pas exister.

« Mais pourquoi des ouvriers, qui montrent un instinct révolutionnaire si sûr, et des aptitudes à ce point supérieures au combat, iraient-ils se soumettre à une direction traître ? », objectent nos sages. Nous répondrons qu'il n'y a pas eu la moindre trace d'une telle soumission. La ligne de combat suivie par les ouvriers coupait à tout moment sous un certain angle celle de la direction, et, dans les moments les plus critiques, cet angle était de 180 degrés. La direction, alors, directement ou indirectement, aidait à soumettre les ouvriers par la force des armes.

« En mai 1937, les ouvriers de Catalogne se soulevèrent non seulement malgré leur propre direction, mais contre elle. Les dirigeants anarchistes - bourgeois pathétiques et méprisables, se déguisant à peu de frais en révolutionnaires - ont répété depuis dans leur presse des centaines de fois que si la CNT avait voulu prendre le pouvoir, en mai, elle l'aurait fait sans difficulté. Et cette fois, c'est la pure vérité que disent les anarchistes. La direction du POUM se pendit littéralement aux basques de la CNT et se contenta de couvrir sa politique d'une phraséologie différente. C'est seulement pour cela que la bourgeoisie réussit à écraser le soulèvement de mai de ce prolétariat qui « manquait de maturité ». Il faut n'avoir rien compris de tout ce qui touche aux rapports entre la classe et le parti, entre les masses et leurs dirigeants, pour répéter la phrase creuse selon laquelle les masses espagnoles n'ont fait que suivre leur direction. Tout ce que l'on peut dire là-dessus, c'est que les masses, qui ont sans cesse tenté de se frayer un chemin vers la voie juste, ont découvert que la construction, dans le feu même du combat, d'une nouvelle direction, répondant aux nécessités de la révolution, était une entreprise qui dépassait leurs forces. Nous sommes en présence d'un processus dynamique dans lequel les différentes étapes de la révolution se succèdent rapidement, au cours duquel la direction, voire différents secteurs de la direction, désertent et passent d'un seul coup du côté de l'ennemi de classe, et la direction qu'engagent nos sages demeure purement statique : pourquoi la classe ouvrière dans son ensemble a-t-elle suivi une mauvaise direction ?

### ***La manière dialectique d'aborder ce problème***

« Il existe un vieil adage qui reflète la conception évolutionniste et libérale de l'histoire : un peuple a le gouvernement qu'il mérite. L'histoire nous montre cependant qu'un seul et même peuple peut avoir au cours d'une période relativement brève des gouvernements fort différents (Russie, Italie, Allemagne, Espagne, etc.), et en outre que l'ordre dans lequel ces derniers se succèdent n'est pas toujours dans le même sens, du despotisme vers la liberté, comme le croient les libéraux évolutionnistes. Le secret de cet état de fait réside en ce qu'un peuple est composé de classes hostiles, et que ces classes elles-mêmes sont formées de couches différentes, partiellement opposées les unes aux autres, ayant des directions différentes. Qui plus est, tout peuple subit l'influence d'autres peuples, composés eux-mêmes de classes. Les gouvernements ne sont pas l'expression de la « maturité » toujours grandissante d'un « peuple », mais le produit de la lutte entre les différentes classes et les différentes couches à l'intérieur d'une seule et même classe, et, enfin, de l'action de forces extérieures - alliances, conflits, guerres, etc. Il faut ajouter qu'un gouvernement, des fois qu'il est établi, peut durer beaucoup plus longtemps que le rapport de forces d'où il est issu. C'est précisément à partir de ces contradictions historiques que se produisent les révolutions, les coups d'État, les contre-révolutions.

« C'est la même méthode dialectique qu'il faut employer pour aborder la question de la direction d'une classe. Comme les libéraux, nos sages admettent tacitement l'axiome selon lequel chaque classe a la direction qu'elle mérite. En réalité, la direction n'est pas du tout le « simple reflet » d'une classe ou le produit de sa propre puissance créatrice. Une direction se constitue au travers des heurts entre les différentes classes ou des frictions entre les différentes couches au sein d'une classe donnée. Mais, aussitôt apparue, la direction s'élève inévitablement au-dessus de sa classe et risque de ce fait de subir la pression et l'influence d'autres classes. Le prolétariat peut « tolérer » pendant longtemps une direction qui a déjà subi une totale dégénérescence intérieure, mais qui n'a pas eu l'occasion de la manifester au cours de grands événements. Il faut un grand choc historique pour révéler de façon aiguë la contradiction qui existe entre la direction et la classe. Les chocs historiques les plus puissants sont les guerres et les révolutions. C'est précisément pour cette raison que la classe ouvrière se trouve souvent prise au dépourvu par la guerre et la révolution. Mais, même quand l'ancienne direction a révélé sa propre corruption interne, la classe ne peut pas improviser immédiatement une direction nouvelle, surtout si elle n'a pas hérité de la période précédente des cadres révolutionnaires solides capables de mettre à profit l'écroulement du vieux parti dirigeant. L'interprétation marxiste, c'est-à-dire dialectique, et non pas



scolastique, des rapports entre une classe et sa direction, ne laisse pas pierre sur pierre des sophismes légalistes de notre auteur.

### **Comment s'effectua la maturation des ouvriers russes**

« Celui-ci conçoit la maturité du prolétariat comme un phénomène purement statique. Pourtant, au cours d'une révolution, la conscience de classe est le processus le plus dynamique qui soit, celui qui détermine directement le cours de la révolution. Est-il possible, pour janvier 1917, ou même pour mars, après le renversement du tsarisme, de répondre à la question de savoir si le prolétariat russe avait suffisamment « mûri » pour conquérir le pouvoir en huit ou neuf mois ? La classe ouvrière était à ce moment extrêmement hétérogène, socialement et politiquement. Durant les années de guerre, elle avait été renouvelée à 30 ou 40 % à partir des rangs de la petite bourgeoisie, souvent réactionnaire, aux dépens des paysans arriérés, aux dépens des femmes et des jeunes. Le parti bolchevique n'était suivi en mars 1917 que d'une insignifiante minorité de la classe ouvrière, et, de plus, la discorde régnait en son sein. Une écrasante majorité des ouvriers soutenait les mencheviks et les « socialistes-révolutionnaires », c'est-à-dire des social-patriotes conservateurs. La situation était encore moins favorable pour l'armée et la paysannerie. Il faut encore mentionner le niveau culturel généralement bas du pays, le manque d'expérience politique dans les couches les plus larges du prolétariat, particulièrement dans les provinces, pour ne pas parler des paysans et des soldats.

« Quel était l'actif du bolchevisme ? Lénine seul possédait une conception révolutionnaire claire, élaborée dans les moindres détails, au début de la révolution. Les cadres russes du parti étaient éparpillés et passablement désorientés. Mais celui-ci avait de l'autorité sur les ouvriers avancés, Lénine avait une grande autorité sur les cadres du parti. Sa conception politique correspondait au développement réel de la révolution, et il l'ajustait à chaque événement nouveau. Ces éléments d'actif firent merveille dans une situation révolutionnaire, c'est-à-dire dans les conditions d'une lutte de classe acharnée. Le parti aligna rapidement sa politique jusqu'à la faire répondre à la conception de Lénine, c'est-à-dire au cours véritable de la révolution. Grâce à cela, Il trouva un ferme soutien chez des dizaines de milliers de travailleurs avancés. En quelques mois, en se fondant sur le développement de la révolution, le parti fut capable de convaincre la majorité des travailleurs de la justesse de ses mots d'ordre. Cette majorité, organisée dans les soviets, fut à son tour capable d'attirer les ouvriers et les paysans. Comment ce développement dynamique, dialectique, pourrait-il être épuisé par une formule de « maturité » ou « d'immaturité » du prolétariat ? Un facteur colossal de la maturité du prolétariat russe en février 1917 était Lénine. Il n'était pas tombé du ciel, il incarnait la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière. Car, pour que les mots d'ordre de Lénine puissent trouver le chemin des masses, il fallait qu'il existât des cadres, aussi faibles aient-ils été au début ; il fallait que ces cadres aient confiance dans leur direction, une confiance fondée sur l'expérience du passé. Rejeter ces éléments de ses calculs, c'est tout simplement ignorer la révolution vivante, lui substituer une abstraction « le rapport de forces », car le développement des forces ne cesse de se modifier rapidement sous l'impact des changements dans la conscience du prolétariat, du fait que les couches avancées attirent les plus arriérées, que la classe prend confiance en ses propres forces. L'élément principal, vital, de ce processus, c'est le parti, de même que l'élément principal et vital du parti, c'est sa direction. Le rôle et la responsabilité de la direction dans une époque révolutionnaire sont d'une importance colossale.

### **Relativité de la « maturité »**

« La victoire d'Octobre constitue un sérieux témoignage de la « maturité » du prolétariat. Mais elle est relative. Quelques années plus tard, c'est ce même prolétariat qui a permis que la révolution fût étranglée par une bureaucratie issue de ses propres rangs. La victoire n'est pas du tout le fruit mûr de la « maturité » du prolétariat. La victoire est une tâche stratégique. Il est nécessaire d'utiliser les conditions favorables d'une crise révolutionnaire afin de mobiliser les masses ; en prenant comme point de départ le niveau donné de leur « maturité », il est nécessaire de les pousser à aller de l'avant, de leur apprendre à se rendre compte que l'ennemi n'est absolument pas omnipotent, qu'il est déchiré de contradictions, que la panique règne derrière son imposante façade. Si le parti bolchevique n'avait pas réussi à mener à bien ce travail, on ne pourrait même pas parler de révolution prolétarienne. Les soviets auraient été écrasés par la contre-révolution, et les petits sages de tous les pays auraient écrit des articles des livres dont le leit-motiv aurait été que seuls des visionnaires impénitents pouvaient rêver en Russie de la dictature d'un prolétariat si faible numériquement et si peu mûr. ( ... )

### **Le rôle des personnalités**

« Notre auteur substitue un déterminisme mécanique au conditionnement dialectique du processus historique. De là, ces faciles railleries sur le rôle des individus, bons ou mauvais. L'histoire est un processus de lutte de classes. Mais les classes ne pèsent pas de tout leur poids automatiquement ni simultanément. Dans le processus de la lutte, les classes créent des organes différents qui jouant un rôle important et indépendant, et sont sujets à des déformations. C'est cela qui nous permet également de comprendre le rôle des personnalités dans l'histoire. Il existe naturellement de grandes causes objectives qui ont engendré le régime autocratique hitlérien, mais seuls de pédants et obtus professeurs de « déterminisme » pourraient nier aujourd'hui l'immense rôle historique qu'a joué Hitler lui-même. L'arrivée à Petrograd de Lénine, le 3 avril 1917, a fait prendre au parti bolchevique le tournant à temps, et lui a permis de mener la révolution à la victoire. Nos sages pourraient dire que, si Lénine était mort à l'étranger au début de 1917, la révolution d'Octobre aurait eu lieu « de la même façon ». Mais ce n'est pas vrai. Lénine constituait l'un des éléments vivants du processus historique. Il incarnait l'expérience et la perspicacité de la section la plus active du prolétariat. Son apparition au bon moment dans l'arène de la révolution était nécessaire afin de mobiliser l'avant-garde et de lui offrir la possibilité de conquérir la classe ouvrière et les masses paysannes. Dans les moments cruciaux de tournants historiques, la direction politique peut devenir un facteur aussi décisif que l'est celui du commandement en chef aux moments critiques de la guerre. L'histoire n'est pas un processus automatique. Autrement, pourquoi des dirigeants ? Pourquoi des partis ? Pourquoi des programmes ? Pourquoi des luttes théoriques ?

### **Le stalinisme en Espagne**

« Mais pourquoi diable », avons-nous déjà entendu demander notre auteur, « les masses révolutionnaires, qui ont lâché leurs

anciens dirigeants, se sont-elles rangées sous les drapeaux du PC ? » La question est mal posée. Il est faux de dire que les masses avaient lâché tous leurs anciens dirigeants. Les ouvriers qui étaient auparavant liés à des organisations données ont continué à s'accrocher à elles, tout en observant et en contrôlant. D'une manière générale, les ouvriers ne rompent pas facilement avec le parti qui les a éveillés à la vie consciente. D'autant plus qu'ils ont été abusés par le système de protection mutuelle qui existait à l'intérieur du Front populaire : puisque tout le monde était d'accord, c'est que tout était bien. Les masses nouvelles, fraîchement éveillées, se tournaient naturellement vers le Comintern comme le parti qui avait réalisé la seule révolution prolétarienne victorieuse et qui, espérait-on, était capable de fournir des armes à l'Espagne. Qui plus est, le Comintern était le champion le plus zélé de l'idée du Front populaire, et cela inspirait confiance aux couches d'ouvriers inexpérimentés. Au sein du Front populaire, le Comintern était le champion le plus zélé du caractère bourgeois de la révolution : cela inspirait confiance à la petite et à une partie de la moyenne bourgeoisie. Voilà pourquoi les masses « se rangèrent sous les drapeaux du PC ».

« Notre auteur traite cette question comme si le prolétariat se trouvait dans un magasin bien approvisionné pour y choisir une paire de bottes neuves. Mais on sait bien que même une opération aussi simple ne se solde pas toujours par un succès. Quand il s'agit d'une nouvelle direction, le choix est très limité. Ce n'est que peu à peu, et seulement sur la base de leur propre expérience à travers les diverses étapes, que les couches les plus larges des masses finissent pas se convaincre que la nouvelle direction est plus ferme, plus sûre, plus loyale que l'ancienne. Il est certain que, dans le cours d'une révolution, c'est-à-dire quand les événements se succèdent sur un rythme accéléré, un parti faible peut rapidement devenir un parti puissant, à condition seulement qu'il comprenne lucidement le cours de la révolution et possède des cadres éprouvés qui ne se laissent pas griser de mots ni terroriser par la répression. Mais il faut qu'un tel parti existe bien avant la révolution, dans la mesure où le processus de formation des cadres exige des délais considérables et où la révolution n'en laisse pas le temps. »

« *Classes, parti et directions* », publié dans le recueil *La Révolution espagnole* de Pierre Broué.)

Une note de P. Broué indique : « *Cet article a été trouvé dans le bureau de Trotsky après son assassinat et publié dans New International en décembre 1940.* »

Le fait qu'il s'agisse d'un article publié après la mort de Trotsky, et sur lequel il travaillait au moment où il fut assassiné, est émouvant. L'important est néanmoins qu'il l'ait écrit au terme de toute la première période de la révolution prolétarienne, alors que les prolétariats d'Europe sont battus, écrasés, que l'ombre d'Hitler couvre l'Europe, et que bientôt les hordes hitlériennes vont se ruiner sur l'URSS (Trotsky moins que quiconque n'en doute) et tenter de détruire les rapports de production nés de la révolution d'Octobre, retranchement du prolétariat européen et mondial. Cet article est, en ce qui concerne les rapports entre le prolétariat et ses directions, le dernier mot, l'apport essentiel, de Trotsky et de tous les marxistes, Lénine compris.

Combien il contraste avec l'opinion selon laquelle il y aurait eu « *un long déclin de la conscience de la classe ouvrière* », selon laquelle les « *illusions réformistes ou semi-réformistes des masses* » seraient responsables, plus ou moins, des défaites du prolétariat avant la Deuxième Guerre mondiale, auraient fait obstacle à la victoire de la révolution prolétarienne.

Rétablir la formule du Programme de transition, sans rien ajouter ni retrancher, est une exigence théorique et pratique : « *La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.* »

Alors l'accord se réalisera entièrement sur la suite de la Thèse 2 :

« Si cette crise n'est pas résolue par la construction d'une Internationale révolutionnaire de masse, le déclin du capitalisme pourrait conduire, non pas à l'émergence du socialisme mondial, mais à la barbarie : une destruction massive des forces productives, des êtres humains et de la civilisation par la guerre nucléaire, des régimes de type fasciste, la destruction écologique, etc. »

Il est simplement nécessaire de préciser que l'internationale à construire est justement la IV<sup>e</sup> Internationale, dont le programme élaboré en 1938 est d'une brûlante actualité, son titre le synthétise : « *L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale* ».

## ***Le prestige de la révolution au service de la contre-révolution***

Malgré les terribles défaites que le prolétariat a subies avant 1943, la continuité de la révolution mondiale, l'unité dans le temps de la lutte des classes n'a pas été rompue.

« La victoire du stalinisme en Russie soviétique et la consolidation de la direction bureaucratique dans ce pays, au même titre que la profonde défaite de la deuxième révolution chinoise dans les villes, traduisent le grand mouvement de recul du prolétariat », *avait écrit le camarade Ernest Mandel.* » (Thèse 5, deuxième phrase.)

Qu'entend par cette phrase ? Cela signifie-t-il que « la victoire et la consolidation » de la bureaucratie stalinienne au cours des années 1924-1930 a scellé le sort de la révolution prolétarienne en Europe ? On serait tenté de le croire, étant donné que cette phrase englobe et met sur le même plan « *la défaite de la révolution chinoise dans les villes* » consommée en 1927-1928. (Et pourquoi cette réserve « dans les villes » ? La révolution chinoise se serait-elle poursuivie après 1928 « dans les campagnes » ?). Ou bien faut-il comprendre que la défaite de la révolution espagnole - qui n'était pas écrite d'avance en dépit du rôle des partis staliniens évoqué Thèse 6 : « *les partis staliniens étranglèrent et trahirent la révolution espagnole de 1936* » - a conclu une série de défaites qui ont consolidé la bureaucratie stalinienne ?

Par contre, il n'est pas douteux que la défaite « *n'était pas complète : le capitalisme ne fut pas restauré en Union soviétique et les masses laborieuses en Chine développèrent une résistance large et active face à l'agression de l'impérialisme japonais, spécialement dans les campagnes* ».

La guerre de défense contre l'impérialisme allemand, l'héroïsme fantastique des masses de l'URSS, contrastant avec l'incapacité de la bureaucratie du Kremlin, ont donné le sens concret de ce que Trotsky affirme dans *La Révolution trahie* :

« En tant que force politique consciente, la bureaucratie a trahi la révolution. Mais la révolution victorieuse, fort heureusement, n'est pas seulement un programme, un drapeau, un ensemble d'institutions politiques, c'est aussi un

système de rapports sociaux. Il ne suffit pas de la trahir, il faut encore la renverser. Ses dirigeants ont trahi la révolution d'Octobre, mais ils ne l'ont pas encore renversée. La révolution a une grande capacité de résistance qui coïncide avec les nouveaux rapports de propriété, avec la force vive du prolétariat, avec la conscience de ses meilleurs éléments, avec la situation sans issue du capitalisme mondial, avec l'inéluctabilité de la révolution mondiale. »

Le camarade Ernest Mandel poursuit :

« Cela créa un point d'appui objectif favorable pour la nouvelle vague d'ascension de la révolution mondiale qui fera suite à la résistance victorieuse de l'État et des masses soviétiques et de l'autre côté des masses chinoises. Ainsi sera fortement affaibli l'impérialisme en Europe continentale ainsi qu'en Asie, et s'ouvrira la voie du renversement du capitalisme en Europe de l'Est, en Corée du Nord et en Chine après 1945. L'asthénie générale du capitalisme résultant de la deuxième guerre impérialiste (malgré la puissance économique et militaire énorme de l'impérialisme US) et la montée dans de nombreux pays d'une vague révolutionnaire, ainsi qu'un mouvement de révolte massive contre les conditions de vie insupportables imposées par cette guerre, se combinèrent avec les résistances sus-mentionnées en Union soviétique et en Chine pour déboucher sur un nouvel essor de la révolution mondiale, dont le point de départ date de 1943, lorsque la dictature fasciste fut renversée en Italie. Cette nouvelle vague révolutionnaire se traduisit par une vague révolutionnaire limitée en Europe alors que sa durée et son ampleur dans les pays coloniaux et semi-coloniaux fut remarquable. »

L'attachement des masses aux rapports de production nés de la révolution d'Octobre s'est traduit sur les champs de bataille ; la supériorité de la planification des moyens de production à partir de la propriété collective des moyens de production s'est manifestée par la capacité de l'économie de l'URSS à répondre, malgré l'invasion et les immenses destructions, aux exigences d'armement d'une grande armée moderne. Les défaites subies dans ces conditions par l'armée allemande ont galvanisé l'énergie révolutionnaire des masses : 1943, c'est d'abord la victoire de l'URSS à Stalingrad. Mais la façon dont Trotsky envisage les perspectives est beaucoup plus large que la façon dont le camarade Ernest Mandel décrit le tournant de 1943 et ses suites. Trotsky lie « l'inéluctabilité de la révolution mondiale » à « la situation sans issue du capitalisme mondial ».

C'est ce rapport dialectique qu'il s'agit de mettre en évidence. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, la situation sans issue du capitalisme a pris la forme d'une guerre de l'impérialisme allemand contre l'URSS, mais aussi d'une guerre inter-impérialiste inexpiable : entre la coalition impérialiste franco-anglaise et l'impérialisme allemand d'abord, puis les impérialismes de moindre grandeur belge et hollandais étaient rapidement impliqués, et l'impérialisme italien s'engageait dans la guerre ; bientôt, la presque totalité des bourgeoisies européennes prenaient part d'une façon ou d'une autre à la guerre ; enfin, la coalition impérialiste anglo-américaine, alliée à l'URSS, affrontait la coalition germano-italo-japonaise, et l'Italie renversait ses alliances en 1943. Le rappel de ces données importait pour comprendre que la défaite de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon a été le résultat de la conjonction de la résistance des masses soviétiques, et des antagonismes inter-impérialistes. Elle a plus d'importance encore pour apprécier les bouleversements mondiaux dus à la guerre, la puissance et l'ampleur de la vague révolutionnaire que la guerre, tel un séisme mondial, a soulevée.

L'ancien ordre mondial a été bouleversé. Les victoires allemandes en Europe avaient disloqué, parfois broyé, détruit les États bourgeois de nombreux pays. Toutes les bourgeoisies ont été plus ou moins affaiblies, spoliées, jusqu'à être quelquefois expropriées, au bénéfice de l'impérialisme allemand. L'effondrement de la machine de guerre nazie, la destruction de « l'ordre » hitlérien en Europe ont ouvert d'énormes brèches dans le dispositif politique et social de l'ordre bourgeois en Europe. Les prolétariats, que les victoires des armées de l'URSS stimulaient, ont utilisé cette dislocation de l'ordre bourgeois européen. La vague révolutionnaire en Europe a été ample et puissante, et ses conséquences n'ont cessé de se faire sentir depuis 30 ans : la puissance sociale et politique des prolétariats d'Europe s'est considérablement accrue, en même temps que le capital a été exproprié en Europe de l'Est ; c'est un des résultats de la vague révolutionnaire qui s'est élevée en 1943.

« *L'asthénie générale du capitalisme et de l'impérialisme résultant de la Deuxième Guerre mondiale* », voilà une formule bien modérée et peu appropriée. Le mode de production capitaliste, le système impérialiste ne sont pas des abstractions. Leur histoire les a modelés, a fait reposer leur équilibre d'une certaine façon, sur certaines bases. Rien ne peut effacer cette donnée : le berceau du capitalisme, de l'impérialisme, c'est l'Europe. La Deuxième Guerre mondiale a complété ce que la Première Guerre mondiale n'avait fait que commencer : faire des puissances impérialistes d'Europe des puissances chancelantes, fragiles, sénescences, dépendantes de l'impérialisme US ; affaiblies à l'intérieur par rapport à leur prolétariat, qui lui s'est renforcé ; obligées de renoncer à l'Est de l'Europe ; devant abandonner le contrôle de leurs empires coloniaux. Ce n'est pas un élément secondaire qu'au début de la guerre l'impérialisme allemand ait battu les vieilles puissances coloniales française, belge, hollandaise, anglaise ; qu'ensuite, en Asie, l'impérialisme japonais les ait balayées de leurs possessions coloniales d'Asie, sauf les Indes, et qu'enfin le Japon se soit à son tour effondré sous les coups de l'impérialisme US et ait dû abandonner la Chine et ses récentes conquêtes. Ne sont-ce pas là de gigantesques bouleversements ? Jamais le système impérialiste mondial n'a pu s'en remettre. Jamais l'impérialisme américain n'a été en mesure, malgré toute sa puissance, de prendre pleinement la relève des vieilles puissances impérialistes dans le monde, ni de leur redonner leur ancienne jeunesse. Questions importantes, décisives, indispensables à traiter en des thèses dont l'objet n'est rien moins que « la révolution mondiale ».

C'est un fait : à la fin, et aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, la révolution prolétarienne n'a pas été victorieuse en Europe ; aucun prolétariat, pas même celui de Yougoslavie, n'y a pris le pouvoir ; d'ailleurs, c'est également vrai en Chine, en Corée, et actuellement au Vietnam, là même où le capital a été exproprié. Peut-on écrire :

« Au cours des années 40 et 50, cette conscience (du prolétariat) fut profondément marquée par *les effets à longs termes des défaites antérieures*. Le niveau de conscience de classe (du prolétariat) après 1945 était qualitativement inférieur, comparé à celui de l'après-première guerre mondiale. Alors que le stalinisme et le réformisme représentaient les *formes* principales d'expression de ce bas niveau de conscience de classe, la *durée étendue* de l'emprise du stalinisme sur le prolétariat dans des pays clés est de même le résultat de ce bas niveau de conscience. » (Thèse 7.)

Étonnantes formules : « *le réformisme et le stalinisme représentaient les formes principales du bas niveau de conscience du prolétariat* ».

Autant dire que le prolétariat serait spontanément réformiste ou stalinien. Ce ne serait plus l'action du stalinisme et du réformisme

qui ferait obstacle, combattrait la tendance du prolétariat à s'orienter vers les tâches et le programme de la révolution. Nous voilà revenus aux questions que L. Trotsky traitait dans son article « *Classe, partis et directions* ».

Une confusion dangereuse est ici développée. La dégénérescence de l'URSS, du Parti bolchevique, de la III<sup>e</sup> Internationale, la naissance, le renforcement de la bureaucratie du Kremlin, la transformation de l'IC et de ses partis en simples instruments de cette bureaucratie sont le produit de l'isolement du prolétariat russe, des défaites de la révolution mondiale. La social-démocratie porte la responsabilité de l'isolement de la révolution russe, les PC n'ont pas su, en un premier temps, vaincre les obstacles qu'elle dressait contre la construction de directions révolutionnaires. A son tour, la dégénérescence de la révolution russe, du Parti bolchevique, de l'IC a dressé de nouveaux obstacles devant le prolétariat, a rendu plus difficile la solution de la question de la direction révolutionnaire et conforté la social-démocratie. La bureaucratie du Kremlin incarne la réaction bourgeoise au sein de l'État ouvrier dégénéré. Les PC en tant qu'instruments de la bureaucratie du Kremlin défendent à l'échelle internationale, et chacun dans leur pays, l'ordre et l'État bourgeois.

Leur influence sur les masses ne vient pas de ce que ces partis sont stalinien, mais de ce qu'aux yeux de ces masses, la bureaucratie apparaît comme l'incarnation de l'État ouvrier, l'héritière d'Octobre 1917, et que les PC apparaissent comme les partis de la révolution prolétarienne. Mais le mouvement des masses, leurs aspirations, qui en fin de compte déterminent leur conscience, vont à l'encontre de la bureaucratie stalinienne, de son appareil international, de leur politique. Pour expliquer ce qui s'est passé à la fin de la guerre, et au cours des années d'après-guerre, il faut en revenir au développement concret des événements. La bureaucratie du Kremlin et son appareil international sont apparus aux masses comme ayant vaincu l'opresseur de l'Europe entière, en s'appuyant sur les conquêtes d'Octobre. L'héroïsme des peuples soviétiques l'auréolait, lui donnait un prestige incommensurable auprès des masses, tandis que le prolétariat soviétique était une fois de plus épuisé, saigné. En se tournant vers le Kremlin, vers les PC, les masses aspiraient à la révolution, à renverser la bourgeoisie et son État. Le prestige de la révolution a servi aux œuvres de la contre-révolution.

## **Baisse de la conscience de classe du prolétariat ou force contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin ?**

Le camarade Ernest Mandel dit quelques mots du rôle contre-révolutionnaire des partis staliniens et de la bureaucratie du Kremlin :

« Subjectivement, les effets de la victoire du stalinisme en URSS et dans l'Internationale communiste deviennent un obstacle majeur pour la victoire de la révolution mondiale, obstacle qui se maintient longtemps après que la retraite de la révolution mondiale a pris fin. »

Vraiment longtemps après, puisqu'ils s'exercent encore aujourd'hui. Pourtant, il est difficile de se satisfaire des quelques phrases suivantes :

« Les partis staliniens étranglèrent et trahirent la révolution espagnole de 1936, ainsi que les développements révolutionnaires en Grèce, en Italie et en France entre 1943 et 1948. De plus, les aspects répugnants de la dictature stalinienne en Union soviétique et dans l'Europe de l'Est deviennent un obstacle subjectif important au développement de la conscience de classe révolutionnaire dans les deux secteurs les plus forts numériquement du prolétariat mondial, les prolétariats américain et soviétique. »

Ou encore :

« On ne peut interpréter correctement l'histoire mondiale depuis 1945 qu'en *saisissant de façon adéquate la dialectique des facteurs objectifs et subjectifs*. ( ... ) Ajouter que cette reconstruction (des capitalismes de l'Europe de l'Ouest) fut rendue possible par la trahison de la montée révolutionnaire de 1943 à 1948 en Europe de l'Ouest, par les partis staliniens et sociaux-démocrates, ce qui empêcha une percée victorieuse de la révolution socialiste dans cette région. » (Thèse 6.)

Tout cela est juste, et paraît pourtant très insuffisant. Il faut dire concrètement comment la « *dialectique des facteurs objectifs et subjectifs* » a joué à la fin de la guerre et au début des années d'après-guerre. Si étonnant que cela soit, le camarade Ernest Mandel a oublié de rappeler et d'analyser les accords de Yalta et de Potsdam qui scellaient la première Sainte-Alliance contre-révolutionnaire contre la révolution en Europe et dans le monde. Cela nuit à ses Thèses sur la « *révolution mondiale* ».

A la fin de la guerre, la conjonction de l'effondrement du système impérialiste en Europe, la ruine des États bourgeois, la décomposition économique et la faiblesse politique extrême des bourgeoisies européennes détruisaient l'ancien ordre mondial. L'impérialisme anglais était lui aussi très affaibli et son empire en voie de dislocation. La faiblesse politique de l'impérialisme américain s'est mesurée au fait que, dès la capitulation de l'Allemagne et du Japon, devant la pression des « boys » et des masses américaines, il a dû procéder à une rapide démobilisation. La bureaucratie du Kremlin a sauvé de la révolution en Europe le capitalisme, et par voie de conséquence le système impérialiste mondial, le régime capitaliste. Les masses se tournaient vers Moscou, vers les PC, elles croyaient qu'ils représentaient Octobre, et ils étaient la contre-révolution incarnée. A Yalta et à Potsdam, l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin ont partagé l'Allemagne et l'Europe en deux, en vue de briser la possibilité de la révolution en Allemagne et la vague révolutionnaire européenne. A Yalta et à Potsdam, la bureaucratie du Kremlin s'est engagée à participer de toutes ses forces à la reconstruction des États bourgeois.

Les rapports entre les classes, et à l'intérieur du prolétariat, ont, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et au cours des années qui suivirent, créé l'illusion aux yeux des masses que la bureaucratie du Kremlin et son appareil international représentaient la révolution, ce qui joua en deux sens complémentaires : souder une partie du prolétariat autour des PC ; donner de la révolution une image repoussante, aux yeux d'une autre partie du prolétariat.

L'absence de « *percée victorieuse de la révolution socialiste* » en Europe doit être analysée et expliquée en termes de rapports politiques, de forces politiques, et non de « conscience du prolétariat ». Ce n'est pas une sorte de faiblesse malade du prolétariat qui, pour se situer au niveau de la tête, n'en serait pas moins une incapacité foncière, qui a empêché la victoire de la révolution en Europe ; ce sont les forces sociales et politiques précises, l'alliance de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, le Kremlin et

son appareil international jouant le rôle politique déterminant. Admettre la « *baisse qualitative de la conscience de classe du prolétariat* » amène soit à abandonner la lutte pour la révolution socialiste, soit à chercher des substituts au prolétariat, à chercher d'autres forces motrices : les bureaucraties, qui cessent d'être contre-révolutionnaires, et ne sont plus tellement parasites, ou d'autres forces...

## 1943 a préparé 1953

L'absence de « percée de la révolution socialiste » ne signifie pas que la vague révolutionnaire en Europe n'ait pas existé et n'ait pas eu d'importantes conséquences.

Sans aucun doute :

« Les lignes de force de la période faisant suite à la deuxième guerre mondiale sont fondamentalement différentes de celles qui marqueront l'après-première guerre mondiale. Il faut en saisir les aspects contradictoires. »

Et c'est peu dire que d'affirmer :

« D'une part, l'affaiblissement du capitalisme s'est accru, et en tant que système mondial, il se trouve à un stade de décadence supérieur à celui atteint en 1917. Ceci se reflète particulièrement dans le renversement du système capitaliste en Chine, en Europe de l'Est, en Corée du Nord, à Cuba, et au Vietnam. »

En réalité, c'est à un véritable pourrissement du système impérialiste auquel on a assisté. La plus grande puissance impérialiste a été obligée de prendre en charge l'ensemble des contradictions du système, qui se conjuguent aux siennes, et le pourrissent en profondeur. Il y a été contraint pour éviter l'effondrement du mode de production capitaliste en Europe. Mais quels que soient ses efforts, il n'est pas parvenu à rétablir un ordre impérialiste mondialement stable comme au temps où les vieux impérialismes européens se partageaient et dominaient le monde. Il a été incapable d'empêcher que le capital soit exproprié en Europe de l'Est, que se développent et soient victorieuses la révolution chinoise, la révolution cubaine, la guerre révolutionnaire au Vietnam. Son incapacité ne se situe pas au niveau purement économique et militaire. Le camarade Ernest Mandel estime que :

« S'il est correct d'affirmer que les rapports de forces globaux évoluèrent à l'avantage des forces anticapitalistes, cette évolution n'a pas entraîné du tout une débilité économique et militaire de l'impérialisme. Au contraire, en mai 1968, cette puissance était supérieure à ce qu'elle était en 1933 ou 1948, non seulement en termes absolus, mais même sous l'angle de la centralisation internationale. »

Ce qui démontrerait que « le capitalisme et l'impérialisme n'ont pas souffert d'asthénie » après la Deuxième Guerre mondiale.

Mais faut-il admettre que « *la montée révolutionnaire dans les pays impérialistes, au début des années 1940, fut rapidement brisée* », alors « *qu'entre 1949 et 1968, celle-ci généralement continua dans les pays coloniaux et semi-coloniaux* » ? Plus loin, le camarade Ernest Mandel précise sa pensée et parle, les mettant sur le même plan, des « *défaites de la révolution mondiale entre 1923 et 1943, et de celle de l'Europe de l'Ouest de 1943 à 1948, le reflux des luttes ouvrières après 1947 provoqué par la guerre froide et le maccarthysme, (qui, selon lui) créeront non seulement les conditions subjectives, mais aussi certaines des conditions objectives permettant un nouveau développement des forces productives dans le cadre du système capitaliste* ».

Non. Fondamentalement, la faiblesse de l'impérialisme vient de ce qu'il a été incapable de maîtriser, en Europe notamment, les rapports entre les classes, de ce que le prolétariat n'a subi aucune défaite comparable à celles qu'il subit entre 1923 et 1943. Certes, la vague révolutionnaire a été contenue en Europe, le prolétariat a subi des échecs et des défaites, mais elles ne sont pas comparables à ceux qu'il subit entre 1923 et 1943. La vague révolutionnaire en Europe a été contenue, elle n'a pas été vaine : elle a renforcé considérablement le prolétariat face à des bourgeoisies décadentes. Qui plus est, le contenu véritable de cette vague révolutionnaire a commencé à s'exprimer clairement à partir de 1953. Un des événements les plus importants de l'histoire et du développement de la révolution mondiale s'est alors produit : en juin 1953, en Allemagne de l'Est, le prolétariat se soulevait contre la bureaucratie du Kremlin et ses agents. Il écrivait la première page de la révolution politique, d'autres allaient être écrites en 1956 en Pologne et en Hongrie où le prolétariat constituait ses soviets pour combattre le Kremlin et ses agents. Dans le même temps, en France, éclatait en août 1953 la grève générale spontanée de 5 millions de travailleurs dépendants de l'État. C'était le commencement du processus qui unifie la révolution sociale et la révolution politique en Europe. 1943 et la vague révolutionnaire des années suivantes en Europe, loin de renforcer la bureaucratie du Kremlin, de démontrer « *la baisse qualitative de la conscience de classe du prolétariat* », préparait la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, une nouvelle période de la révolution prolétarienne où l'alignement des forces sociales et politiques de la contre-révolution, sous toutes ses formes, se réalisait ouvertement face à la révolution. Il est dommage de ne pas dire un mot de cela en des thèses consacrées à la « révolution mondiale ». La lutte des classes n'a jamais eu un développement linéaire. Elle présente toujours une ligne sinueuse, faite de brusques pointes et de dépressions. Après 1943, les prolétariats d'Europe ont subi des échecs et même des défaites. Mais l'orientation de la courbe n'est absolument pas celle des années 1923-1943. Au contraire, il est remarquable de constater que chaque grande lutte de classe du prolétariat a soulevé plus ou moins directement la question du gouvernement, du pouvoir, de l'État.

Nullement par hasard, l'année suivante (1954) a été celle de Dien Bien Phu, de la défaite de l'impérialisme français en Indochine, ainsi que du commencement de la guerre révolutionnaire contre ce même impérialisme en Algérie. C'est une illustration de la connexion, des rapports réciproques qui existent entre la lutte des classes dans les pays capitalistes avancés et la lutte des peuples contre l'impérialisme. Des thèses consacrées à la « révolution mondiale » devraient souligner, en partant de là, que la révolution dans les pays coloniaux et semi-coloniaux est partie composante de la révolution prolétarienne mondiale, ainsi que le montre la théorie de la « révolution permanente ».

1953, c'est également l'année de l'échec du maccarthysme aux USA. Les relations entre les classes et au sein des classes dans le monde et aux USA étaient en contradiction avec cette forme d'inquisition et de répression policières. L'institution d'une forme de fascisme adaptée aux USA exigerait de gigantesques affrontements entre les classes, des luttes politiques violentes à l'intérieur même de la classe dominante, et ne peut être réalisée à froid en partant des rapports actuels.

C'est inverser les données réelles que d'écrire :

« Ni les effets économiques et politiques de la révolution coloniale, ni les pressions externes des États ouvriers bureaucratiques n'ont été à même de déséquilibrer sérieusement cette stabilité qui ne peut être mise en question de manière décisive que de l'intérieur par les prolétariats des pays impérialistes eux-mêmes ( ... ). Les conceptions « tiers-mondistes » de Fanon comme de Lin Piao selon lesquelles une victoire généralisée de la révolution coloniale était une précondition probable et nécessaire à un nouveau soulèvement du prolétariat des pays impérialistes... »

La révolution dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, participe d'une lutte de classes qui a définitivement déséquilibré le système impérialiste mondial. Au cœur des vieilles métropoles impérialistes, se posent de façon récurrente les problèmes du pouvoir, de la révolution, l'impérialisme américain n'a pu réunir aux États-Unis même les conditions politiques qui sont nécessaires pour qu'il exerce pleinement, sans faille ni faiblesse, son rôle de gendarme contre-révolutionnaire. Bien plus, la bureaucratie du Kremlin, l'élément politique le plus fort de l'ordre contre-révolutionnaire mondial d'après-guerre, s'est avérée incapable d'éviter la révolution chinoise. Rapidement, elle a été aux prises avec la révolution politique.

Quant à la « pression externe », elle s'exerce venant de l'impérialisme sur « les États ouvriers bureaucratisés », et non l'inverse. Mais fort heureusement, la pression ne s'exerce pas seulement venant de l'impérialisme, elle s'exerce venant du prolétariat mondial contre les bureaucraties parasitaires, dont celle du Kremlin, et venant du prolétariat de l'URSS, des pays de l'Europe de l'Est, de Chine, en réponse à celle de l'impérialisme.

Le camarade Ernest Mandel ne fait pas référence à Yalta et à Potsdam, à l'irréversible crise du système impérialiste en ses vieux bastions d'origine, à la nouvelle disposition et les nouveaux rapports entre les classes à l'échelle mondiale. Il ne parle pas du tournant de la lutte des classes mondiale que constitue l'émergence de la révolution politique en 1953, alors que l'actualité de la révolution sociale en Europe se traduisait par la grève générale française d'août 1953, de l'unité entre la lutte des classes dans les métropoles impérialistes et la révolution dans les pays coloniaux, dont les années 1953-1954-1955 ont fourni un exemple évident. Il brise ainsi l'unité dans le temps et l'espace du développement de la révolution mondiale, et tout simplement de la lutte des classes mondiale. Souvenons-nous du passage de la Thèse 7 citée plus haut : « *le niveau de conscience de la classe ouvrière était qualitativement inférieur, etc.* »

## **Le capitalisme en général ou "l'impérialisme, stade suprême du capitalisme" ?**

Avant d'aller plus loin, revenir sur la Thèse 3, et là préciser, est indispensable :

« Matériellement, la plus grande réalisation du capitalisme fut la socialisation objective et la division internationale du travail sur le plan universel, quoique sur des bases forcément inégales. Cette internationalisation des forces productives crée la base matérielle de la globalisation de l'économie, de la politique, de la lutte des classes et de la guerre à l'époque de l'impérialisme. La révolution mondiale et le socialisme mondial reposent sur cette base matérielle, même si leur croissance reflète le développement inégal et combiné qui est la forme prise par le processus de globalisation sous le capitalisme. Dans sa totalité, la théorie de la révolution permanente, assise du trotskysme, n'est rien d'autre que l'expression consciente de ce processus. »

Le terme « globalisation » n'est pas très heureux, et peut être source de confusion. L'économie mondiale se présente ainsi qu'un ensemble organique et contradictoire. De même, la lutte des classes ne découle pas mécaniquement de sa base économique, elle a ses lois propres, ainsi que le démontre l'analyse faite plus haut. Ce sont de simples précisions qui ne peuvent faire l'objet de divergences.

Beaucoup plus importante est l'absence de références à l'époque actuelle en tant que celle de « *l'impérialisme, stade suprême du capitalisme* », et surtout d'analyse du contenu de cette caractérisation. Ce n'est pas d'aujourd'hui que le capitalisme a établi « *la socialisation objective et la division internationale du travail sur le plan universel, quoique sur des bases forcément inégales* ». Dès le *Manifeste communiste*, Marx et Engels donnaient cette caractérisation du mode de production capitaliste :

« En exploitant le marché mondial, la bourgeoisie a donné une forme cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand regret des réactionnaires, elle a dérobé le sol national sous les pieds de l'industrie. ( ... ) L'ancien isolement et l'autarcie locale et nationale font place à un trafic universel, aux interdépendances universelles des nations. Et ce qui est vrai des productions matérielles ne l'est pas moins des productions de l'esprit. »

La théorie de la révolution permanente est bien en effet « l'expression consciente » du processus de la révolution mondiale. Trotsky s'exprime ainsi : c'est « *la question du caractère, des liens internes et des méthodes de la révolution internationale en général* ». (Thèse 1 de la théorie de la révolution permanente.)

Encore faut-il expliquer pourquoi la révolution mondiale et le socialisme sont-ils à l'ordre du jour.

« *La socialisation objective et la division internationale du travail sur le plan universel, quoique sur des bases inégales* », ne fait que rendre possible la révolution mondiale et le socialisme. Mais qu'est-ce qui la rend nécessaire ? Ou'est-ce qui fait que sans la victoire de la révolution ce serait la chute dans la barbarie ? La réponse est simple :

« Les forces productives étouffent dans le cadre des rapports de la propriété privée des moyens de production et des frontières nationales. »

De là l'actualité, la brûlante nécessité de la révolution mondiale. Il est surprenant de lire : « *leur but (aux bolcheviks) était de déclencher la révolution mondiale* ». Un parfum d'idéalisme, voire de volontarisme, émane de cette phrase. Le but des bolcheviks n'était pas de « *déclencher la révolution mondiale* » ; la révolution mondiale résulte de l'impasse historique du mode de production capitaliste, et des rapports entre les classes au stade de l'impérialisme. Plus surprenante encore est la phrase suivante : « *Mais ils n'ont pas réussi à réaliser ce projet* » (3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> phrases de la Thèse 4). La révolution mondiale a commencé en 1917 en Russie. Elle s'est développée en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Italie avant 1923. Elle s'est étendue à la Chine. Elle a été à l'ordre du jour en Angleterre, et à nouveau en Allemagne jusqu'en 1933. Elle a embrasé l'Espagne de 1932 à 1938. Elle a frappé à la porte de la

France entre 1934 et 1938. Situations révolutionnaires, crises révolutionnaires, révolutions sont la forme vivante du développement de la révolution mondiale. Les bolcheviks n'ont pas réussi à construire l'Internationale communiste, à ce que se construisent dans quelques pays décisifs, Allemagne par exemple, d'authentiques partis communistes, à résoudre à l'échelle de l'Europe la question de la direction révolutionnaire. A nouveau, nous sommes renvoyés à ce problème. La révolution mondiale n'est pas « un projet », sa nécessité découle des données objectives. L'impasse du mode de production capitaliste nourrit les contradictions entre les classes, les tend, les pousse à leur point de rupture. De là naissent et renaissent sans cesse les conditions de la révolution mondiale. C'est en fonction de cela qu'en dernière analyse, la solution de la question de la direction révolutionnaire est possible. La formule du *Programme de transition* : « les lois de la lutte des classes sont plus fortes que les appareils bureaucratiques » exprime ce mouvement, cette relation.

Ce mouvement, ce rapport, cette relation, ne se dégagent pas de la Thèse 3 car elle est insuffisante pour fonder la nécessité de la révolution mondiale, ce qui est gênant pour des thèses dont le titre est « la révolution mondiale ». Le plus simple est sans doute de reprendre l'analyse de Lénine de « l'impérialisme stade suprême du capitalisme », du « capitalisme pourrissant », « réaction sur toute la ligne », de rappeler ce qui fonde objectivement le *Programme de transition* et donc la nécessité de la révolution prolétarienne :

« La prémisse économique de la révolution prolétarienne est arrivée au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. »

Certes, il s'agit de considérer les définitions et analyses de Lénine et de Trotsky d'une façon dialectique, comme eux-mêmes l'ont fait. Lénine écrivait :

« Au sujet du rapide développement économique de l'Allemagne, Riesser, auteur d'une étude sur les grandes banques allemandes, écrit : « La progression pas tellement lente de l'époque antérieure (1848-1870) est à la rapidité du développement de toute l'économie allemande. et notamment de ses banques. à cette époque (1870-1905), à peu près ce qu'est une chaise de poste du bon vieux temps à l'automobile moderne, dont la course devient parfois un danger, aussi bien pour le piéton insouciant que pour les occupants de la voiture. A son tour, ce capital financier qui a grandi extraordinairement vite ne demanderait pas mieux, précisément pour cette raison, que de pouvoir entrer plus « paisiblement » en possession des colonies dont il doit s'emparer, par des moyens qui ne sont pas exclusivement pacifiques, aux dépens de nations plus riches. Quant aux États-Unis, le développement économique y a été, en ces dernières dizaines d'années, encore plus rapide qu'en Allemagne. Et c'est justement grâce à cela que les traits parasitaires du capitalisme américain moderne sont apparus de façon particulièrement saillante. » (*Impérialisme, stade suprême du capitalisme.*)

Trotsky écrivait :

« Le capitalisme impérialiste n'est plus capable de développer les forces productives de l'humanité, et, pour cette raison, il ne peut accorder aux ouvriers ni concessions matérielles ni réformes sociales effectives. Toute cela est juste. Mais tout cela n'est juste qu'à l'échelle d'une époque entière. Il y a des branches de l'industrie qui se sont développées depuis la guerre avec une force prodigieuse (automobile, aviation, électricité, radio), malgré le fait que le niveau général de la production ne s'élevait pas ou s'élevait fort peu au-dessus du niveau de l'avant-guerre et de la guerre. Cette économie pourrissante comporte en outre ses flux et ses reflux. Les ouvriers n'en finissent presque jamais avec la lutte, qui est parfois victorieuse. Il est exact que le capitalisme reprend aux ouvriers de la main droite ce qu'il leur a donné de la main gauche. C'est ainsi que la hausse des prix annihile les grandes acquisitions de l'ère Léon Blum. Mais ce résultat, déterminé par l'intervention de différents facteurs, pousse à son tour les ouvriers dans la voie de la lutte. C'est précisément cette dialectique puissante de notre époque qui ouvre une perspective révolutionnaire.

« Un leader syndical qui se laisserait guider exclusivement par la tendance générale du capitalisme pourrissant pour renoncer à toute lutte économique et partielle serait en fait, malgré ses conceptions « révolutionnaires », un agent de la réaction. Un leader syndical marxiste doit non seulement envisager les tendances générales du capitalisme, mais analyser aussi les traits spécifiques de la situation, la conjoncture, les conditions locales, l'élément psychologique également, pour proposer une attitude de combat, d'expectative ou de recul.

« C'est seulement sur la base de cette activité pratique intimement liée à l'expérience de la grande masse que le leader syndical peut mettre à nu les tendances générales du capitalisme pourrissant et éduquer les ouvriers pour la révolution. »

Il s'agit donc de savoir si ce que le *Programme de transition*, « l'agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale », définissait est la tendance fondamentale du mode de production capitaliste à l'époque de la décadence de l'impérialisme. La relation dialectique entre cette analyse et une juste façon de poser la question de la direction révolutionnaire est évidente.

## **À nouveau sur les forces productives**

« Ce n'est que dans les années 60 que réapparut dans ces pays une nouvelle génération de révolutionnaires prolétariens qui constitue les moyens de la nouvelle avant-garde. L'envergure de cette avant-garde est le résultat combiné de processus sociaux fondamentaux dans les pays impérialistes (croissance des forces productives, impliquant un accroissement du nombre, du niveau culturel et des qualifications du prolétariat ; un approfondissement de la crise des rapports de production capitalistes ; une prise de conscience accrue de la part du prolétariat de cette crise, avec des tentatives instinctives ou semi-conscientes d'introduire la saisie des moyens de production dans le développement des luttes), des effets subjectifs consécutifs aux révolutions cubaine et vietnamienne et de l'intensification de la crise internationale du stalinisme. Agissant dans un contexte de combativité et de conscience de classe renforcées, cette nouvelle génération obtint enfin des succès grandissants dans la construction de nouvelles organisations léninistes, les

noyaux déterminants des partis révolutionnaires de masse de demain qui conduiront le prolétariat occidental à la conquête du pouvoir. » (Thèse 7.)

La pensée du camarade Ernest Mandel se dégage clairement. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, selon lui, au contraire des appréciations de Lénine et Trotsky, l'impérialisme aurait été capable de développer puissamment les forces productives, et cela aboutit à un prolétariat régénéré, plus cultivé, plus qualifié. Les ressorts de la croissance des forces productives auraient été selon lui :

« L'augmentation drastique du taux d'exploitation de la classe ouvrière (qui) déterminera une élévation du taux de profit moyen qui impulsa une accélération à long terme de l'accumulation du capital dans le cadre d'une révolution technologique elle-même stimulée par des dépenses massives d'armement et une inflation « rampante ». Cela permit à l'impérialisme de garantir certaines réformes et de faire des concessions à la fois à la classe ouvrière dans les pays impérialistes et à la bourgeoisie des pays coloniaux (qui assura la transition du statut colonial au statut néo-colonial), ce qui permit de stabiliser relativement le système durant deux décennies. »

Il faut écarter toute interprétation étroite de l'appréciation sur laquelle sont fondés le mouvement, la méthode, tout le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, « *l'agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale* ».

Les citations faites plus haut, extraites de *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* et de l'article de Trotsky, témoignent de la méthode qu'ils utilisaient pour analyser le développement du mode de production capitaliste, la souplesse dont ils l'estimaient encore capable. Soit dit en passant, leur méthode était à l'opposé, elle était fondamentalement différente de celle que les dirigeants de la IV<sup>e</sup> Internationale, le SI, ont utilisée en 1944-1948, méthode qui leur fit dénier toute possibilité d'une reconstruction du capitalisme en Europe. De 1943 à 1948, en de nombreux textes, les dirigeants du SI affirmaient alors que le système impérialiste était incapable de se restructurer, que la production dans les pays capitalistes d'Europe ne pourrait que plafonner au-dessous du niveau de 1938. En 1943-1948, ils considéraient même que la démocratie bourgeoise ne pouvait revivre longtemps en Europe ; à brève échéance, selon eux, le dilemme était révolution prolétarienne victorieuse ou fascisme. La méthode de Lénine et Trotsky était dialectique, celle du SI était mécanique. Il ne faudrait pas garder la méthode du SI en inversant simplement les termes des données, donc les résultats. Ainsi on aboutirait à la conclusion que le mode de production capitaliste a été capable au cours de ces trente dernières années de donner une nouvelle et fantastique impulsion à la croissance des forces productives, Si tel était le cas, il faudrait être rigoureux; la base objective du *Programme de transition* aurait disparu ; du même coup, le *Programme* et la IV<sup>e</sup> Internationale (le parti c'est le programme, LT) flotteraient dans les airs.

Lénine lui, s'exprime ainsi :

« Quant aux États-Unis, le développement économique y a été en ces dernières dizaines d'années encore plus rapide qu'en Allemagne. Et c'est seulement grâce (souligné par Lénine) à cela que les traits parasitaires du capitalisme américain sont apparus de façon particulièrement saillante. »

Lénine n'utilise pas les termes « *croissance des forces productives* », mais « *développement économique* », qui implique et exige, à l'époque du capitalisme, le parasitisme, le pourrissement de l'ensemble du système.

Trotsky, quant à lui, insiste :

« Le capitalisme impérialiste n'est plus capable de développer les forces productives de l'humanité. et, pour cette raison, il ne peut accorder aux ouvriers ni concessions matérielles ni réformes sociales effectives. Tout cela est juste. Mais tout cela n'est juste qu'à l'échelle d'une époque entière. »

Le camarade Ernest Mandel a raison sur le point suivant :

« L'augmentation drastique du taux d'exploitation de la classe ouvrière déterminera une élévation du taux de profit moyen. »

Pourtant, malgré l'exigence d'un renouvellement massif du capital fixe en Europe, au Japon, et aux USA à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, bientôt l'économie capitaliste s'est essouffée.

En 1948-1949, le spectre de la crise économique hantait à nouveau les USA et l'Europe. Le volant d'entraînement de l'économie capitaliste a été le réarmement US. L'injection continue, avec une accentuation aux moments difficiles de dépression, d'énormes dépenses militaires officielles ou masquées a été indispensable à l'entraînement de l'ensemble du système.

Bien d'autres formes de parasitisme ont été utilisées. Ce fut la condition de « la révolution technologique », d'un renouvellement massif du capital fixe, de la « croissance économique », comme dit Lénine, « d'une accélération à long terme de l'accumulation du capital ». Cette accumulation n'a pas été « stimulée », mais conditionnée par les dépenses massives d'armement et une inflation « rampante ». Tout en étant réelle en grande partie, elle est en une autre partie composée de capital fictif, ce dont témoigne « l'inflation rampante » Loin de « stabiliser relativement le système durant deux décennies », elle le pourrit, le décompose dans ses profondeurs, ronge, corrode le bastion du système impérialiste, jusqu'en ses fondations, et jusqu'au cœur. Ni les vieux capitalismes européens, ni même le capitalisme japonais n'ont retrouvé la santé ; ils sont tout aussi profondément décomposés et d'une fragilité de verre. C'est une confirmation sans appel de ce que Lénine et Trotsky écrivaient :

« Le développement économique aux USA (en Europe, au Japon), d'autant plus qu'il est rapide, souligne les traits parasitaires ( ... )

« A l'échelle d'une époque entière le capitalisme (n'a) plus (été) capable de développer les forces productives. »

A ce point, Il faudrait toute une étude montrant comment l'impérialisme décompose les acquis antérieurs de l'humanité, l'art, la culture, mais également déqualifie d'immenses masses de travailleurs, transforme techniciens et scientifiques en robots. Le capital ne s'intéresse aux sciences et aux techniques qu'en fonction du profit. A l'époque de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, celui-ci a besoin, pour que l'économie fonctionne, d'immenses dépenses militaires et parasitaires. Tous les rapports bourgeois sont imprégnés de ce pourrissement du mode de production capitaliste et, donc pourrissent. Cette exigence conditionne alors tout le reste. C'est un fait: la famine s'étend, un tiers de l'humanité en est menacé, des millions d'hommes meurent de faim chaque année.



Des millions d'hommes sont au seuil de la pauvreté dans les pays capitalistes avancés. Les métropoles impérialistes sont peuplées de millions de salariés importés des pays sous-développés. Surexploités, sans qualifications, leurs conditions de vie et de travail sont souvent effrayantes. La plupart du temps, ils ne savent ni lire ni écrire, et quelquefois ils sont incapables de parler la langue du pays. Le nombre de salariés augmente dans les pays capitalistes avancés, mais ceux des travailleurs productifs à plutôt tendance à régresser. Ce sont quelques manifestations chroniques du pourrissement du mode de production capitaliste, et cela en pleine période de « prospérité ».

La perspective, c'est la chute aux abîmes : la dislocation du marché mondial, de la division internationale du travail ; le château de cartes des constructions européennes s'effondrera du même coup. La crise de 1929 apparaîtra comme ayant été un simple jeu d'enfants, comparée à celle qui se prépare. A moins que la révolution prolétarienne ne soit victorieuse, l'avenir n'est qu'une suite de catastrophes sociales sans exemple. Voilà ce qui a germé et s'est développé depuis plusieurs décennies, dans le ventre de la bête immonde : l'impérialisme. Vraiment, Trotsky avait raison : « *A l'échelle d'une époque, le capitalisme n'est plus capable de développer les forces productives* ».

## ***L'action du prolétariat arrache réformes et concessions***

Mais l'impérialisme a-t-il :

« garanti certaines réformes, fait des concessions à la fois à la classe ouvrière dans les pays impérialistes et à la bourgeoisie des pays coloniaux (...) ce qui permet de stabiliser relativement le système durant deux décennies » ?

Cette proposition doit être inversée. La lutte de classe des prolétariats des pays capitalistes avancés, comme la lutte des peuples coloniaux et semi-coloniaux, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'instabilité des rapports sociaux et politiques, la menace récurrente de la révolution ont contraint l'impérialisme à céder au prolétariat d'importantes réformes sociales et concessions et à s'appuyer sur les bourgeoisies des pays coloniaux et semi-coloniaux. Bien entendu, encore fallait-il qu'il en ait les moyens. Les terribles défaites du prolétariat jusqu'en 1943 ont permis un avilissement de la valeur de la force de travail. Jusqu'aux environs du milieu des années 1950, cela a donné au capital les moyens de reculer sous l'action du prolétariat qui reconquerrait dans ce domaine le terrain perdu. La production et la réalisation de la plus-value dans les conditions évoquées plus haut, l'accroissement de la productivité du travail lui ont encore permis de nouvelles concessions. Mais c'était le produit d'une constante instabilité sociale et politique du système dans son ensemble, correspondant à l'instabilité économique fondamentale.

L'exemple européen est démonstratif. Le capital américain, l'État bourgeois américain, ont accordé jusqu'au milieu des années 1950 d'énormes prêts, crédits, souvent à fonds perdus aux différents pays capitalistes d'Europe. Ils étaient indispensables à la reconstruction, à la remise en route, à l'impulsion du capitalisme en ces pays. L'impérialisme US n'a pas, et ne pouvait pas, transformer les bourgeoisies européennes en bourgeoisies compradore. Il a tenté de leur redonner vigueur et santé, (non sans profits, bien sûr, pour le capital américain, et en dictant ses conditions politiques). Pourquoi ? Le camarade Ernest Mandel a raison d'écrire :

« Affirmer que la reconstruction du capitalisme en Europe de l'Ouest, après la Deuxième Guerre mondiale, fut imposée aux USA par la puissance de l'Union soviétique, relève au mieux d'une analyse incomplète, si ce n'est totalement incorrecte. »

Pourtant, affirmer :

« Il faut ajouter que cette reconstruction fut rendue possible par la trahison de la montée révolutionnaire de 1943 à 1948 en Europe de l'Ouest, par les partis stalinien et sociaux-démocrates. »

c'est juste, mais incomplet. C'est juste, car cette « *trahison empêcha une percée victorieuse de la révolution socialiste dans cette région* ». (et non le bas niveau de la conscience de classe du prolétariat). C'est incomplet car, pour pouvoir contenir le prolétariat, il a fallu l'action politique de la bureaucratie du Kremlin, des PC et des PS, des bureaucraties syndicales, et l'aide économique des USA. Par peur de la révolution prolétarienne en Europe, l'impérialisme américain a remis sur pied les bourgeoisies européennes, leur économie. La force du prolétariat, le menace récurrente de la révolution ont protégé la classe ouvrière, comme classe, d'une profonde dégradation. C'est le prolétariat, ses luttes de classe, qui ont arraché réformes sociales et concessions, lesquelles l'ont à leur tour renforcé socialement et politiquement.

Mais ces réformes sociales, ces concessions, arrachées au capital, lui deviennent de plus en plus insupportables au fur et à mesure que la crise chronique du système impérialiste tend à devenir une crise aiguë, menaçant de disloquer les rapports économiques et tous les rapports bourgeois. La France, depuis bientôt deux décennies, a été un lieu « privilégié » des tentatives de la bourgeoisie et de son État de réduire et de détruire les conquêtes antérieures de la classe ouvrière, des masses exploitées, de la jeunesse, et cela dans tous les domaines, santé, Sécurité sociale, enseignement, formation professionnelle, etc.

## ***La lutte de classes au début des années 1960***

Reprenons la partie qui conclut la Thèse 7 citée plus haut. Le début des années 1960 a plutôt été marqué par un certain reflux du prolétariat en Europe, consécutif à l'écrasement de la révolution hongroise des conseils et à la venue au pouvoir du général de Gaulle en France. De Gaulle a tenté de domestiquer le prolétariat français, d'intégrer les syndicats à l'État. Son objectif final était de constituer l'État corporatiste, donc de détruire les organisations ouvrières.

En Allemagne, en Angleterre, ailleurs en Europe, la réussite de cette politique était escomptée. Elle aurait permis à la bourgeoisie de ces pays d'Europe d'engager la même bataille contre le prolétariat de leur pays. Les projets n'ont pas manqué. L'impérialisme américain, au début des années 1960, a fomenté en Amérique latine, en Afrique, en Indonésie, maints coups d'État qui aboutirent parfois à de terribles purges sanglantes, comme en Indonésie. Accroissant sans cesse son intervention contre-révolutionnaire au Vietnam. Il y a déployé une partie de sa puissance militaire. Les 500 000 hommes qu'il a envoyés au Vietnam étaient l'avant-garde d'une éventuelle guerre contre-révolutionnaire contre la Chine, dont celle du Vietnam aurait été le prélude. L'encerclement

économique, politique, militaire de la Chine s'est poursuivi, et la bureaucratie du Kremlin a apporté son plein concours à l'impérialisme US : rupture de l'aide économique, dénonciation du « bellicisme » de la Chine, appui à l'Inde pendant la guerre entre elle et la Chine, cliquetis d'armes aux frontières chinoises. Pendant quelques années, le cours de la lutte des classes mondiale a semblé incertain. Pourtant, les rapports entre les classes n'allaient pas en un seul sens.

Le prolétariat, les masses opprimées, appuyés sur l'acquis, combattaient. En Amérique latine, la révolution cubaine portait les premiers coups puissants à l'impérialisme américain, sur le continent américain. En décembre 1960 et janvier 1961, c'était la grève générale belge. Elle posait la question du pouvoir. En mars-avril 1963, les mineurs français imposaient aux dirigeants une grève générale de cinq semaines, et infligeaient à de Gaulle une première et dure défaite politique en ne répondant pas à son ordre de réquisition; il avait voulu l'épreuve de force, pour porter un coup écrasant au prolétariat français, il la perdait. En 1964, de puissants mouvements grévistes se déroulaient en Allemagne de l'Ouest. En Grèce, une situation révolutionnaire se nouait. En Espagne, la classe ouvrière reprenait le combat. Bientôt la bourgeoisie devait avoir recours à la social-démocratie pour gouverner en Allemagne, et en Angleterre le Labour Party reprenait le pouvoir. Le peuple vietnamien résistait héroïquement - montrant une résolution et un esprit de sacrifice que seule peut donner une guerre révolutionnaire - à l'invasion et au déchaînement de la force militaire de l'impérialisme US. La classe ouvrière américaine n'acceptait pas de faire les frais d'une guerre qui lui était étrangère.

Il semblait qu'en URSS et en Europe de l'Est l'écrasement de la révolution hongroise avait rétabli sur des bases solides « l'ordre » bureaucratique. Ce n'était qu'une apparence. Les contradictions économiques croissantes, la chute de Krouchtchev témoignaient de la crise profonde et insoluble de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, dont l'origine est la résistance des masses, celle-ci fût-elle passive. En Chine, la bureaucratie se déchirait, l'aile de Mao en appelait à une mobilisation contrôlée, limitée, déformée, des masses. La révolution politique se profilait derrière la « révolution culturelle », risquait de la déborder et de submerger la bureaucratie chinoise, aile maoïste comprise.

Le dernier paragraphe de la Thèse 7 est un étrange mélange. On y lit : la « *croissance des forces productives, impliquant un accroissement du nombre, du niveau culturel et des qualifications du prolétariat* ». N'est-ce pas une vue empruntée aux « sociologues » petits-bourgeois et bourgeois ?

Le nombre de salariés s'est accru; cela ne coïncide pas nécessairement avec l'accroissement du nombre des travailleurs productifs, ni de leur qualification. L'énorme croissance du prolétariat en URSS, en Europe de l'Est, en Chine, le développement imposant du niveau culturel renforcent en nombre et en culture le prolétariat mondial. Quant aux prolétariats des pays capitalistes, ce sont les positions sociales et politiques qu'ils occupent qui accroissent leur poids. Le renforcement, la puissance inégalée jusqu'alors du prolétariat mondial ne doivent rien à une sorte de régénérescence qui découlerait d'une nouvelle jeunesse du capitalisme, laquelle lui aurait permis de développer à nouveau les forces productives.

Le camarade Ernest Mandel parle d'« *un approfondissement de la crise des rapports de production capitalistes* ». Si ce n'est pas une simple clause de style, il faut convenir que l'approfondissement de la crise des rapports de production capitalistes est la conséquence de son parasitisme, de son pourrissement, ce qui ne s'accorde pas avec la proposition de la « *croissance des forces productives* ».

D'autres formules comme celle-ci sont utilisées par le camarade Ernest Mandel : « *une prise de conscience accrue de la part du prolétariat de cette crise avec des tentatives instinctives ou semi-conscientes d'introduire la saisie des moyens de production dans le développement des luttes* ».

Bien, mais toute lutte de classe du prolétariat, dès lors qu'elle prend un caractère révolutionnaire, ne pose-t-elle pas la question du pouvoir politique, du gouvernement, de l'État, de leur nature sociale ?

Le *Programme de transition* n'exprime-t-il pas consciemment ce mouvement inconscient, intuitif, semi-conscient du prolétariat ? N'est-ce pas là l'expression la plus élevée de la nécessité de la « *saisie des moyens de production* » ? Encore une fois, l'expropriation du capital dépend de la saisie du pouvoir politique par le prolétariat. Le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, « *l'agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale* », spécifie que toutes les revendications et initiatives des masses convergent vers un même point : la prise du pouvoir politique. Le camarade Ernest Mandel omet de faire référence à ce point, à la question du pouvoir. A quelle aune mesure-t-il la « *conscience de classe du prolétariat* » ?

Ainsi, au cours des années 1960,

« réapparut ( ... ) une nouvelle génération de révolutionnaires prolétariens. ( ... ) L'émergence de cette avant-garde est le résultat combiné de processus sociaux fondamentaux dans les pays impérialistes... des efforts subjectifs consécutifs aux révolutions cubaine et vietnamienne et de l'intensification de la crise internationale du stalinisme. »

Nous savons que les nouvelles générations jouent toujours un rôle déterminant au moment où se prépare une période révolutionnaire. Le *Programme de transition* le dit expressément :

« Quand s'use un programme ou une organisation, s'use aussi la génération qui les a portés sur ses épaules. La rénovation du mouvement se fait par la généralisation de toute responsabilité pour le passé. La IV<sup>e</sup> Internationale prête une attention exceptionnelle à la jeune génération du prolétariat. Par toute sa politique, elle s'efforce d'inspirer à la jeunesse confiance dans ses propres forces et dans son avenir. Seuls, l'enthousiasme frais et l'esprit offensif de la jeunesse peuvent assurer les premiers succès de la lutte; seuls ces succès feront revenir sur la voie de la révolution les meilleurs éléments de la vieille génération. Il en fut toujours ainsi, il en sera toujours ainsi. »

Cette avant-garde ne se dégagerait-elle pas en raison de développements antérieurs de la lutte des classes qui, depuis 1953, a mis conjointement à l'ordre du jour les révolutions sociale et politique ? N'est-elle pas une réflexion sur le plan politique de la réponse que le prolétariat s'efforce de donner, plus ou moins inconsciemment, semi-inconsciemment, à la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin ? Ainsi, cette « avant-garde » prendrait sa place dans la lutte des classes et pourrait vraiment être une avant-garde jouant ce rôle, dans le processus de la révolution mondiale. Les formules évasives : « *processus sociaux fondamentaux dans les pays impérialistes* », « *crise internationale du stalinisme* », dont on ne définit pas les fondements, ni en quoi elle consiste ne permettent pas de conclure. Par contre, de celle qui fait référence à la « *croissance des forces productives, impliquant un accroissement du nombre, du niveau culturel et des qualifications du prolétariat* » des pays capitalistes,

par l'absence de référence à ce point, à la question du pouvoir politique, on pourrait induire qu'il s'agit d'autre chose.

## **Les soviets, les conseils ouvriers**

Après avoir répété au commencement de la Thèse 9 sensiblement la même chose, le camarade Ernest Mandel nous livre une de ses pensées profondes :

« La combinaison de ces facteurs, stimulés par le renforcement de l'avant-garde révolutionnaire, a conféré aux luttes ouvrières une impétuosité anti-bureaucratique et anti-capitaliste accrue, dont la source matérielle provient du *besoin objectif* et de la *capacité du prolétariat à centraliser démocratiquement (c'est-à-dire à planifier) l'autogestion de la société et de l'économie*. Pour cette raison fondamentale, la prochaine vague de la révolution socialiste se développera avec un niveau quantitativement supérieur de la force et de la conscience du prolétariat que lors de la vague de 1917-1923, sans parler de celle qui suivit la Deuxième Guerre mondiale. »

(dont Mandel a déjà dit qu'il était qualitativement inférieur à celui des années 1917-1918). Ce n'est pas rien. Mais que signifie « *centraliser démocratiquement (c'est-à-dire planifier) l'autogestion de la société et de l'économie* ». Jusqu'alors, les marxistes pensaient, écrivaient, disaient que le prolétariat, lorsqu'il prend le pouvoir et exproprie le capital, gère la société et l'économie. Est-ce simplement un superlatif mais qui, au fond, voudrait dire la même chose ? Certainement pas. C'est quelque chose de nouveau et de fondamentalement nouveau, puisque cela découle « *d'un besoin objectif* », et que « *Pour cette raison fondamentale, la prochaine vague de la révolution se développe à un niveau qualitativement supérieur de la force et de la conscience de classe du prolétariat que lors de la vague de 1917-1923.* » Cherchons de quoi il s'agit.

Le camarade Ernest Mandel consacre ses 10°, 11°, 12°, 13°, 14°, 15° Thèses : à affirmer la nécessité des soviets, des conseils ouvriers, d'abord en tant qu'embryons du pouvoir prolétarien, organismes du double pouvoir, l'exigence de leur fonctionnement démocratique avant, pendant, après la prise du pouvoir ; à la nécessité qu'ils incluent les organisations syndicales et politiques des masses, à celle de la pluralité des partis. Ces parties des thèses soulèvent abondamment la question de « l'État ouvrier », de la destruction de l'État bourgeois, de la dictature du prolétariat. Le camarade Ernest Mandel fait preuve d'une si grande volonté démocratique qu'il écrit :

« Toute alternative, toute variante du système à parti unique, qu'il s'agisse de la plus « modérée », comme celle en cours entre 1921 et 1923 en Union soviétique, entretient inévitablement la passivité grandissante des masses comme la restriction tout aussi grande de la démocratie ouvrière (jusqu'à l'intérieur même du parti révolutionnaire), et provoque un recours accru au commandement et à la règle administratifs, en d'autres termes, la croissance de la bureaucratie et de son pouvoir. (Cela ne veut pas dire que le système à parti unique dans la période 1921-1923 en Union soviétique fut la cause fondamentale de la passivité des travailleurs. Cette passivité était le résultat avant tout des sacrifices et des efforts énormes consentis par le prolétariat durant la guerre civile. Mais elle fut accentuée et maintenue par la faillite à revenir à la démocratie soviétique par la suite.) »

Ce ne fut pas la « *cause fondamentale* » mais une cause quand même : laissons au camarade Ernest Mandel la responsabilité de cette opinion.

De toute façon, cela n'est pas nouveau. Les soviets sont apparus pour la première fois en 1905 en Russie. Ils ont surgi à nouveau en Russie en 1917. Les conseils ouvriers ont surgi en 1918 en Allemagne. Au cours de toutes les grandes explosions révolutionnaires entre 1917 et 1938, les soviets, les conseils ouvriers ont surgi, sous une forme ou sous une autre, de façon plus ou moins développée, de l'URSS de 1917 à l'Espagne de 1936. Au cours de la vague révolutionnaire d'après-guerre, les formes soviétiques qui surgirent furent beaucoup plus embryonnaires, bien qu'elles aient existé. A partir de 1953, elles ressurgissent en Allemagne de l'Est, en Pologne en 1956, et surtout avec une formidable ampleur en Hongrie au cours de la révolution des conseils. Au cours de la grève et des mouvements des ouvriers des chantiers navals polonais de la Baltique en 1970-1971, c'est une véritable organisation centralisée des conseils ouvriers qui surgit et qui dirigea le combat, et en de nombreuses entreprises de Pologne se formèrent également des conseils ouvriers. Ainsi, nullement par hasard, dans les pays où le capital a été exproprié, dès que les masses relancent ouvertement le combat contre les bureaucraties parasitaires, la tendance est au surgissement des formes d'organisation de type soviétique. En Bolivie sous la forme de l'Assemblée populaire, au Chili sous celle des « cordons », au Portugal sous celle des commissions ouvrières élues, et jusqu'à l'Irbid pour résister à l'armée jordanienne, les formes soviétiques plus ou moins nettement développées sont apparues au cours de ces dernières années. C'est une confirmation de ce que Lénine écrivait dès les premières lignes de *la maladie infantile du communisme* :

« C'est un fait que l'exemple russe montre à tous les pays quelque chose, (même de tout à fait essentiel) de leur avenir inévitable et non éloigné. Il y a beau temps que l'avant-garde ouvrière de tous les pays l'a compris et, le plus souvent, moins compris que saisi, pressenti avec son instinct de classe révolutionnaire. De là, la « portée internationale » au sens étroit du mot du pouvoir des soviets, et aussi des principes, de la théorie et de la tactique bolcheviques. »

En ce sens, le camarade Ernest Mandel a parfaitement raison d'insister sur l'importance des soviets, des conseils ouvriers, de la démocratie ouvrière. Pourtant, encore une fois, il n'y a là rien de nouveau, le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale insiste sur ce point en nombre de ses parties. On en pourrait conclure que l'omission de la fin de la Thèse 7 quant à la nécessité de la prise du pouvoir est réparée. Ce n'est pas certain, et la clarté n'est toujours pas faite sur le sens, le contenu de la partie de la Thèse 9, citée plus haut. Qu'y a-t-il de fondamentalement nouveau qui justifie, explique, concrétise ce qui y est écrit ?

## **Parlementarisme, soviets, indépendance de classe du prolétariat**

Peut-être est-il néanmoins possible de le discerner. Le camarade Ernest Mandel écrit au détour d'une thèse :

« ( ... ) Les illusions réformistes ou semi-réformistes des larges masses laborieuses, en d'autres termes l'identification largement répandue de leurs propres libertés démocratiques avec les institutions de l'État bourgeois démocratique. Aussi longtemps que cette identification n'est pas brisée, les tentatives bourgeoises pour surmonter l'affaiblissement

qualitatif de l'appareil d'État répressif, qui sont une caractéristique du début de toute crise révolutionnaire, par une campagne de restauration de « l'intégrité des institutions de l'État bourgeois » sous le masque de la « volonté populaire » et du « respect du suffrage universel », seront accueillies avec succès par la majorité des travailleurs. Et l'un des éléments essentiels pour comprendre cette identification est que les travailleurs *eux-mêmes fassent l'expérience* des formes supérieures de libertés démocratiques sur une grande échelle. » (Thèse 11.)

Voilà une bien curieuse façon de procéder. Que la démocratie soviétique soit supérieure du point de vue de la démocratie au parlementarisme bourgeois, que la démocratie prolétarienne soit qualitativement différente de la démocratie bourgeoise la plus avancée et que l'une ne soit pas le simple prolongement de l'autre est évident, et ne semble pas souffrir de discussion de la part des marxistes.

Mais il n'existe pas une concurrence « démocratique » entre la forme démocratique de l'État bourgeois et la démocratie soviétique. La forme de domination parlementaire démocratique a correspondu à une étape politique déterminée du développement capitaliste.

Aujourd'hui, elle est historiquement dépassée, en faillite. C'est une des manifestations du pourrissement du mode de production capitaliste. Seul le prolétariat peut prendre en charge la défense des libertés démocratiques, comme de toutes autres revendications et exigences progressives. Mais comme le phœnix renaît de ses cendres, une forme parlementaire démocratique peut ressurgir au moment où éclate la crise révolutionnaire dans un pays. La puissance du prolétariat, ses rapports entre les classes peuvent contraindre la bourgeoisie à y avoir recours. Elle peut se prolonger là où la puissance de la classe ouvrière empêche de la remettre en cause, ou encore là où les traditions nationales la prolongent au-delà de son terme historique. Au début de ce texte, une citation d'un article de Trotsky a été faite, qui situe les conditions de l'éclatement de la révolution prolétarienne, mais on peut se référer aussi à Lénine :

« Pour un marxiste, il est hors de doute que la révolution est impensable sans une situation révolutionnaire, mais toutes les situations révolutionnaires n'aboutissent pas à la révolution. Quels sont, dans un sens général, les indices de la situation ? Nous ne nous trompons certainement pas en indiquant les trois principaux indices que voici :

- 1) Impossibilité pour les classes dominantes de conserver leur domination sous une forme non modifiée telle ou telle crise du « sommet », crise de la politique de la classe dominante, qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se frayent un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas d'ordinaire que la base ne veuille plus « vivre comme auparavant », mais il importe que le « sommet ne le puisse plus ».
- 2) Aggravation plus qu'à l'ordinaire de la misère et de la détresse des classes opprimées.
- 3) Accentuation marquée, plus qu'à l'ordinaire, pour les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses qui, en période de « paix », se laissent piller tranquillement, mais qui, en période orageuse, sont appelées tant par l'ensemble de la crise que par le « sommet » lui-même vers une action historique indépendante.

« Sans ces changements objectifs, indépendants de la volonté non seulement de tels ou tels groupes et partis, mais encore de telle ou telle classe, la révolution est, en règle générale, impossible.

« La somme de ces changements objectifs s'appelle justement une situation révolutionnaire.

« Parce que la révolution ne surgit pas de toute situation révolutionnaire, mais seulement dans le cas où, à tous ces changements objectifs ci-dessus énumérés, s'ajoutent un changement subjectif, à savoir la capacité de la classe révolutionnaire de mener des actions révolutionnaires de masse assez vigoureuses pour briser (ou entraîner) l'ancien gouvernement qui ne tombera jamais, même à l'époque des crises, si on ne le fait choir. » (*La faillite de la II<sup>e</sup> Internationale*.)

Sans crise politique du système de domination de classe de la bourgeoisie, pas de crise révolutionnaire possible, ce qui signifie que là où la forme de domination de classe de la bourgeoisie est le parlementarisme démocratique bourgeois, il devient inadéquat au maintien de cette domination de classe.

En réalité, les libertés démocratiques mêmes limitées et appliquées dans le cadre d'une démocratie parlementaire sont contestées au prolétariat et aux masses exploitées, parce que la bourgeoisie est contrainte de s'attaquer aux conditions d'existence des masses et que celles-ci ne l'acceptent pas. L'action politique pour préparer les masses à la prise du pouvoir doit se développer sur tous les terrains, y compris le terrain parlementaire. La faillite du parlementarisme doit se démontrer également sur le terrain du parlementarisme. Les exemples où cette nécessité s'est faite sentir sont innombrables, depuis la révolution allemande de 1918 jusqu'à la révolution portugaise de 1974. En 1919, les gauchistes ont contribué à la défaite de la révolution allemande en s'opposant, au nom des conseils, à l'élection de l'Assemblée nationale. Les articles de Rosa Luxemburg qui posent la question « *Assemblée nationale ou conseils ouvriers* » sont parmi les plus éclairants qui soient en ce qui concerne les rapports entre le parlementarisme bourgeois, l'utilisation contre-révolutionnaire qui peut en être faite, et les conseils ouvriers. Cependant Rosa Luxemburg était pour la participation aux élections à l'Assemblée nationale en 1919. Autre exemple démonstratif très récent, le Portugal : les marxistes n'ont pas mis en avant le mot d'ordre de Constituante, mais à la Constituante, les partis ouvriers -le PSP et le PCP - disposaient de la majorité absolue ; opposer l'Assemblée constituante aux commissions ouvrières élues, aux formes pré-soviétiques qui existaient de façon embryonnaire était une aberration politique et un obstacle dressé contre le développement et la centralisation des formes pré-soviétiques.

Le camarade Ernest Mandel n'établit pas nettement le point d'où doivent partir les militants et les organisations qui se réclament de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il en résulte beaucoup de confusion. Le point de départ doit être : l'indépendance et l'unité de classe du prolétariat. Le Parlement bourgeois, peut-être tout aussi bien le terrain de la collaboration des classes qu'un lieu où s'exprime la rupture des partis ouvriers et des organisations et partis bourgeois. Inversement, les formes soviétiques n'ont pas de vertus magiques qui éviteraient qu'elles ne soient utilisées au profit d'une politique de subordination du prolétariat à la bourgeoisie. Il manque aux thèses du camarade Ernest Mandel rien de moins que l'essentiel : la politique qui peut mener le prolétariat à la

conquête du pouvoir politique, en partant de la lutte, sur tous les terrains politiques, classe contre classe. En vérité, la proximité des thèses en ce qui concerne les soviets, la démocratie soviétique, etc., noie le point essentiel : celui du *Programme de transition* qui mène le prolétariat à la prise du pouvoir politique ; la question décisive du combat pour le gouvernement ouvrier et paysan. Tout l'enseignement de Lénine, de Trotsky, qui n'était rien d'autre que l'expression consciente du mouvement du prolétariat se dirigeant vers la prise du pouvoir, disparaît. En ce sens, on est obligé de constater que malgré l'apparence le camarade Ernest Mandel ne pose pas plus en six thèses successives la question de la lutte pour le pouvoir politique du prolétariat qu'il ne la pose dans la partie citée de la Thèse 9. Écrire :

« La démocratie prolétarienne, en intégrant la libération économique et le pouvoir de décision des travailleurs, possède un contenu et une qualité différentes des formes fondamentalement différentes de la démocratie bourgeoise. »

ne sert pas à grand chose. Il nous fait savoir comment utiliser la démocratie bourgeoise pour aboutir au pouvoir de la classe ouvrière, au gouvernement ouvrier et paysan, à la dictature du prolétariat, à la démocratie ouvrière, lorsque la première surgit, renaît, ou se survit. Il faut être plus concret encore. Aux premiers stades de la crise révolutionnaire, la grande masse du prolétariat, de la jeunesse, des masses exploitées, se tourne vers les partis traditionnels, social-démocrates et stalinien. Ils les chargent de réaliser leurs aspirations, de satisfaire leurs revendications, leurs besoins, en utilisant tout à la fois les canaux de la démocratie bourgeoise, lorsqu'elle existe ou renaît, et en constituant éventuellement des organismes de caractère soviétique ou pré-soviétique. Les partis ouvriers traditionnels utilisent aussi bien la couverture parlementaire que le cadre des organismes de type soviétique pour pratiquer une politique de défense de l'État et de l'ordre bourgeois. Bien souvent, cette politique porte un nom : le front populaire. Quelquefois, elle va jusqu'à la participation à des gouvernements aux côtés non seulement des organisations et partis bourgeois, mais de cette essence de l'État bourgeois qu'est le corps des officiers, au Portugal par exemple. Faut-il « dénoncer » le parlementarisme bourgeois, en soi, abstraitement, ou utiliser tout ce qui le permet dans la situation politique concrète pour adresser aux partis social-démocrates et stalinien la revendication qui procède du mouvement des masses : rompez avec la bourgeoisie, formez un gouvernement des seuls partis ouvriers, sans ministre représentant des organisations et partis bourgeois, appuyez-vous sur le prolétariat, les masses exploitées ? N'est-ce pas ainsi que le parlementarisme bourgeois peut être dénoncé, et le développement des formes soviétiques, leur centralisation puissamment impulsés ? Qui plus est, les circonstances peuvent parfois permettre d'utiliser une majorité parlementaire des partis ouvriers au profit de cette politique. Ainsi au Portugal, le PSP et le PCP avaient la majorité parlementaire absolue ; fallait-il mettre en avant le mot d'ordre : gouvernement PCP-PSP responsable devant la Constituante et donner ainsi une perspective gouvernementale précise aux masses, et s'en servir ainsi qu'un levier en vue de développer et de centraliser les organismes à caractère soviétique et pré-soviétique ? Ou fallait-il opposer formellement les soviets à la Constituante et réclamer sa dissolution ? La politique de défense de la bourgeoisie, de défense de l'État exigeait que les organisations et partis les défendent - partis bourgeois, mais aussi PSP, PCP, gauchistes, MFA ne respectent pas la volonté des masses exprimée par la voie d'élections de type parlementaire, qu'ils déposent de tout pouvoir l'Assemblée constituante. Ils menaient ainsi le combat contre les masses, contre leur organisation sur leur propre plan de classe.

Le camarade Ernest Mandel pense que la :

« nouvelle montée du prolétariat européen, qui mûrissait depuis 1968, et qui se développe pleinement maintenant dans la péninsule ibérique s'étend au moins à l'Italie et à la France. »

Admettons. Mais dans les quatre pays en cause, le Portugal, l'Espagne, l'Italie, la France, il existe des rapports politiques concrets. Il faut en discuter, et d'autant plus que l'on estime que ces pays sont ceux où la révolution a ou va éclater rapidement, que ce sont, en quelque sorte, les lieux privilégiés de la révolution au moment actuel.

La situation au Portugal vient d'être évoquée. En ce qui concerne l'Espagne, l'Italie, la France, actuellement, les partis social-démocrates et stalinien barrent la route à la révolution prolétarienne en pratiquant une politique précise de subordination de la classe ouvrière à l'ordre politique bourgeois en place. Ils préparent au cas de crise révolutionnaire le front populaire, la formation de gouvernements de front populaire.

En France, l'« Union de la gauche » sans rivage à droite préfigure le front populaire. Elle annonce ce que sera la politique des partis social-démocrates et stalinien en Espagne et en Italie lorsque s'effondreront les formes politiques bourgeoises en place. Plus généralement, la politique des fronts populaires et les gouvernements du même nom sont, ainsi que l'écrit le *Programme de transition*, la dernière ressource de la bourgeoisie avec le fascisme.

C'est une question qui concerne la politique révolutionnaire à l'échelle internationale. Quelle politique opposer ? Des généralités sur les soviets ?

Pourquoi, pendant qu'on y est, ne pas utiliser le mot d'ordre « les soviets partout », « le pouvoir à un gouvernement des soviets », à la façon dont les stalinien l'utilisaient vers 1930. En des thèses sur « la révolution mondiale », on ne peut se taire ni à propos des fronts populaires ni sur la politique qu'il faut leur opposer. La seule politique consistante est celle qui oppose au front populaire et à ses dérivés le front unique de classe, un programme concret de revendications économiques, sociales et politiques ; l'exigence de la rupture des partis ouvriers d'avec les partis bourgeois ; un gouvernement des partis ouvriers sans ministres des organisations et partis bourgeois ; vers le gouvernement ouvrier et paysan. Non seulement une majorité parlementaire des partis ouvriers, qui est une possibilité demain en Espagne, en Italie, en France, ne gêne pas une telle politique, mais elle la renforce, et les trotskystes doivent être pour, sans subordonner leur politique à l'obtention de telles majorités parlementaires. C'est la voie pour que se constituent, se centralisent des organismes de type soviétique, que des gouvernements soviétiques prennent le pouvoir. Car après tout, qu'est-ce que les soviets : l'organisation permanente du front unique ouvrier. La supériorité, la nécessité des soviets, des conseils ouvriers s'imposent aux masses à partir des tâches politiques que la révolution impose et qu'elles ont à réaliser, et non en comparant abstraitement les vertus du parlementarisme, de la démocratie bourgeoise, et celle du système soviétique. Parlement et exécutif du prolétariat, organismes de la démocratie ouvrière, les soviets apparaissent comme indispensables aux masses parce qu'ils le sont pour réaliser leurs tâches politiques.

## ***Prise du pouvoir, centralisme ou "autogestion"***

Le camarade Ernest Mandel ne fait nulle référence à cette politique. Alors de quoi parle-t-il, lorsqu'il écrit :

« que les travailleurs fassent eux-mêmes l'expérience des formes supérieures de libertés démocratiques à grande échelle » ?

Ne s'agirait-il pas des « expériences exemplaires » du genre Lip, chères, en France, à la CFDT et au PSU, de la gestion « exemplaire » de telles ou telles entreprises ; en quelque sorte de « contre-sociétés » au sein de la société bourgeoise, chères aux gauchistes et aux utopistes ? Plus loin on lit :

« Ce que la démocratie des conseils ouvriers étend et « perfectionne » réellement, ce sont des « noyaux de démocratie prolétarienne au sein de la démocratie bourgeoise », au sein de laquelle la classe ouvrière oppose son activité et ses organisations propres aux organes d'État de la démocratie bourgeoise. » (Thèse 11.)

Voilà qui est très équivoque. Le « *développement des forces productives* », le haut niveau « *culturel et de qualification* » que le prolétariat aurait atteint, ouvriraient-ils des voies toutes nouvelles à la révolution ? Ne s'agirait-il pas de ces fameuses « *revendications qualitatives* » opposées aux « *revendications quantitatives* » d'où découleraient « *un niveau de force et de conscience de classe du prolétariat quantitativement supérieurs que lors de la vague de 1917-1923* » ? La référence à « l'autogestion » le laisse supposer.

Ces sophismes, contribution de la CFDT, du PSU, de l'aile gauche de la hiérarchie catholique qui porte le Christ à gauche, à l'« émancipation du prolétariat », sont radicalement opposés à la méthode du programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale. A ce propos, le *Programme de transition* est d'une netteté remarquable :

« Dès le moment de l'apparition des comités d'usine, il s'établit en fait une *dualité de pouvoir*. Par son essence même, elle est quelque chose de transitoire car elle renferme en soi deux régimes inconciliables : le régime capitaliste et le régime prolétarien. »

Comme toutes les revendications du *Programme*, le contrôle ouvrier aboutit rapidement à une seule et même conclusion : la nécessité de prendre le pouvoir politique.

Que veulent dire en regard ces phrases extraites de la Thèse 15 :

« Toute tentative pour remplacer l'autogestion ouvrière de l'économie et de la société par le pouvoir central d'un parti unique conduit inéluctablement aux deux maux de la centralisation bureaucratique ou au « socialisme de marché » qui mènent à leur tour au gâchis maximum, à l'inefficacité, au désordre et à la survivance d'habitudes et de motivations qui ont leur origine dans la société bourgeoise. Seule l'autogestion planifiée, c'est-à-dire le pouvoir des soviets, peut assurer une croissance optimum et le projet léniniste de la dictature du prolétariat en tant qu'« État qui commence à dépérir dès son origine ». »

A nouveau quel étrange mélange. « *Le pouvoir central d'un parti unique* » cache le vrai problème : parti unique ou pas, faut-il que le pouvoir du prolétariat soit centralisé ? « L'autogestion » de chaque usine, de chaque branche de l'économie signifie la dislocation de la planification. En outre, elle est obligatoirement anti-démocratique. Livrés à leur entreprise, à une branche de la production, les travailleurs sont le jeu des forces aveugles qu'ils ne peuvent maîtriser, qui les dominent et les écrasent. Seule la détention du pouvoir politique et son exercice central leur permettent de maîtriser la « *gestion de la société et de l'économie* ». Alors, mais alors seulement, les masses prolétariennes peuvent contrôler l'élaboration et l'application au niveau de leur entreprise, de leurs branches réciproques de production. Encore n'est-ce pas d'une belle simplicité : les exigences générales de la société et de l'économie entrent bien souvent en contradiction avec les intérêts particuliers de tel ou tel groupe social, de tel ou tel secteur de la société, y compris des prolétaires ; la planification n'exclut pas le jeu des lois du marché, mais exige leur utilisation conjointement au plan : les normes bourgeoises de répartition resteront longtemps en vigueur avant de mourir de leur belle mort. « L'autogestion » libérerait toutes ces contradictions disloquantes. La défense des intérêts des travailleurs, de telles ou telles catégories, de tels ou tels secteurs, y compris contre l'État ouvrier, exige l'indépendance des syndicats. A l'inverse, la planification de l'ensemble de l'économie, la possibilité d'utiliser les lois qui se manifestent sur le marché, les normes de répartition bourgeoises exigent un pouvoir politique de décision centralisé. A ce propos, écrivant *L'État et la révolution*, Lénine attaque violemment Kautsky en ces termes :

« L'opportunisme a si bien désappris à penser révolutionnairement et à réfléchir à la révolution qu'il voit du « fédéralisme » chez Marx ainsi confondu avec le fondateur de l'anarchisme Proudhon. Et Kautsky et Plekhanov, qui se prétendent des marxistes orthodoxes et veulent défendre la doctrine marxiste, se taisent là-dessus. On découvre ici cette extrême indigence de vue entre le marxisme et l'anarchisme, qui caractérise les kautskystes aussi bien que les opportunistes et dont nous aurons encore à parler. (...) Marx est en désaccord avec Proudhon et avec Bakounine précisément à propos du fédéralisme (sans parler de la dictature du prolétariat). Les principes du fédéralisme découlent des conceptions petites-bourgeoises et de l'anarchisme. Marx est centraliste et, dans les passages cités de lui, il n'existe pas la moindre dérogation au centralisme. Seuls les gens imbus d'une « foi superstitieuse », petite-bourgeoise, en l'État peuvent prendre la destruction de la machine bourgeoise pour la destruction du centralisme ! Mais si le prolétariat et la paysannerie pauvre prennent en main le pouvoir d'État, s'organisent en toute liberté au sein des communes et unissent l'action de toutes les communes pour frapper le capital, écraser la résistance des capitalistes, remettre à toute la nation, à toute la société, la propriété des chemins de fer, des fabriques, de la terre, etc., ne sera-ce pas le centralisme ? Ne sera-ce pas là du centralisme démocratique le plus conséquent, et, qui plus est, un centralisme prolétarien ? »

Les soviets, les conseils ouvriers, nationalement centralisés, organisent le prolétariat comme classe, ses différentes composantes et expressions politiques. Par la médiation de ses partis, le prolétariat détient et fait perfectionner le pouvoir politique, les soviets sont le parlement et l'exécutif du pouvoir prolétarien. « L'autogestion », inspirée de Proudhon, fait lâcher au prolétariat la proie pour l'ombre, le dessaisit du pouvoir politique, le disloque et le divise contre lui-même.

## ***Pouvoir politique, pouvoir économique du prolétariat***

Le camarade Ernest Mandel invente des formules cabalistiques afin de marier l'eau et le feu, de séduire le diable et de le tenir en

laisse. « *L'autogestion ouvrière de la société et de l'économie* » : ou c'est une formule vide, ou c'est un ralliement camouflé aux thèses des gauchistes, de la CFDT, du PSU puisées aux sources de l'anarchisme, du proudhonisme. Un tout petit membre de phrase de la Thèse 16 est très inquiétant :

« ( ... ) le système yougoslave « d'autogestion », hybride, imparfait, mais néanmoins plus progressiste ».

Le label de progressiste est ainsi donné à « l'autogestion » en Yougoslavie. Jamais, en Yougoslavie, le prolétariat comme tel n'a pris et exercé le pouvoir. Et quel exemple plus fulgurant existe-t-il de la dislocation de la classe ouvrière, de son refoulement, que celui de « l'autogestion » yougoslave ? « L'autogestion » a donné une puissante impulsion au développement des inégalités, sociales et nationales. Elle a remis en cause la planification. Une fois encore, l'exemple yougoslave démontre que la détention du pouvoir politique est l'essentiel pour que les masses gèrent la société et l'économie.

« L'autogestion » a été un des moyens utilisés pour barrer aux masses la voie de la lutte pour le pouvoir politique. Dans un pays qui ne compte guère que quelques millions d'habitants, elle occasionné plus d'un million de chômeurs. Plus de 500 000 d'entre eux ont dû s'expatrier pour trouver du travail. Le capital a été exproprié en Yougoslavie, et pourtant ce pays exporte et vend la force de travail de la même façon que les pays arriérés soumis à l'impérialisme. Miracle de « l'autogestion ». Ce membre de phrase est encore plus dangereux lorsqu'on se rappelle qu'en Hongrie en Pologne, en 1956, les conseils ouvriers ont été relégués à des tâches « d'autogestion » des entreprises, et qu'à ce titre l'accès au pouvoir, à l'exercice de l'action politique, leur a été interdit. Ce fut le premier acte de leur liquidation. Du même coup, nous sommes au centre des problèmes de la révolution politique contre la bureaucratie, problèmes qui rejoignent ceux de la révolution sociale contre la bourgeoisie.

La force des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires vient de ce qu'elles ont le monopole du pouvoir politique. Garder ce monopole est une condition absolue de leur maintien au pouvoir dont dépendent leurs privilèges sociaux. La théorie démontre - et l'expérience le prouve - que mener la lutte contre la bureaucratie du Kremlin signifie défendre les libertés politiques, la liberté en art, en littérature, dans les sciences, dans tous les domaines de l'activité humaine. Toute l'activité de défense des bureaucraties parasitaires repose sur la dislocation, la désintégration politique du prolétariat comme classe. C'est du pouvoir politique - qui a le pouvoir, qui dirige l'État ?, est la question directe, immédiate - dont tout dépend en URSS, en Europe de l'Est, en Chine. Le non-sens de « l'autogestion » dévie les masses de ce combat, la lutte contre la bureaucratie. Il n'a rien à voir avec le contrôle ouvrier sur la production, sur l'élaboration et la réalisation du plan, mais tente de limiter la vue des travailleurs à l'horizon borné de leurs entreprises, au mieux de leurs branches de production.

« L'élaboration d'un plan économique même le plus élémentaire - du point de vue des intérêts des travailleurs et non de ceux des exploités - est inconcevable sans contrôle ouvrier, sans l'intervention du regard ouvrier dans tous les ressorts apparents et cachés de l'économie capitaliste. (*La même chose est vraie de l'économie planifiée que gère actuellement les bureaucraties parasitaires.* NDLR). Les comités des diverses entreprises doivent élire à des conférences correspondantes des comités de trusts, des branches d'industries, de régions économiques, enfin de toute l'industrie nationale dans son ensemble. Ainsi, le contrôle ouvrier deviendra l'école de l'économie planifiée. Par l'expérience du contrôle, le prolétariat se préparera à diriger directement l'industrie nationalisée, quand l'heure en aura sonné. » (*Programme de transition.*)

La marche concrète à la révolution politique, son développement, de même que ceux de la révolution sociale, peut être telle qu'avant de s'emparer du pouvoir politique, les ouvriers contrôlent une entreprise, une branche de l'économie. Avancer, ce n'est pas pratiquer « l'autogestion », c'est agir de telle sorte que le plus rapidement possible se réunissent des conférences de trusts, de branches d'industries, de régions économiques, enfin de l'industrie nationale, dans son ensemble. Centralisme et non particularisme (« fédéralisme », aurait écrit Lénine). Bien sûr, d'innombrables éléments interféreront. Cette belle logique risque fort de ne pas être rigoureusement et formellement respectée. Mais tout le mouvement du prolétariat, que ce mouvement établisse le contrôle ouvrier sur la production ou qu'il parte et ait comme objectif d'autres revendications, conduit à une seule et même conclusion : la prise et l'exercice du pouvoir centralisé. D'ailleurs, sans centralisme, la démocratie prolétarienne n'existe pas. En Europe de l'Est, en URSS, en Chine, l'élaboration et l'application du plan avec la participation active des masses est une brûlante nécessité. Cette nécessité dicte : il faut chasser du pouvoir politique, les bureaucraties parasitaires, prendre le pouvoir politique et l'exercer ; les moyens de l'exercice et du pouvoir, ce sont les soviets, les comités ouvriers nationalement centralisés.

## ***L'Europe : une unité organique contradictoire***

Une autre difficulté surgit des thèses du camarade Ernest Mandel : sa vision particulière de l'actualité et de l'unité de la révolution européenne. Selon lui, la révolution est à l'ordre du jour « *dans la péninsule ibérique, en Italie, en Espagne* ». En somme, il s'agirait non de la révolution européenne mais de la révolution dans les pays latins d'Europe. Il y a longtemps que Marx a expliqué que le contenu de la révolution prolétarienne est international, mais que sa forme est nationale. Léon Trotsky écrivait :

« La définition stalinienne de l'originalité nationale comme simple « supplément » au type général se trouve en contradiction éclatante, mais non fortuite, avec la façon de comprendre (ou plutôt de ne pas comprendre) la loi du développement inégal du capitalisme. Comme on le sait, Staline l'avait proclamée loi fondamentale, primordiale, universelle. A l'aide de cette loi qu'il a transformée en abstraction, Staline essaie de résoudre tous les mystères de l'existence. Mais, chose étonnante, il ne perçoit pas que *l'originalité nationale représente le produit final et le plus général de l'inégalité du développement historique.* » (Préface française à *La Révolution permanente*).

Il ne fait aucun doute que la maturation des conditions économiques, sociales et politiques qui, en se nouant, aboutissent à la crise révolutionnaire, à l'ouverture de la révolution, diffèrent de pays à pays en Europe. Un examen rapide confirme que la crise révolutionnaire affleure en Espagne, en Italie, en France, tandis que la révolution prolétarienne a commencé au Portugal le 25 avril 1974. Le coup d'État militaire visait à modifier le régime vermoulu hérité de Salazar. Le mouvement des masses l'a balayé et disloqué l'État bourgeois. Sur cette liste, il faudrait vraisemblablement ajouter la Grèce où existe une situation pré-révolutionnaire. En Angleterre, en Allemagne fédérale, en Scandinavie, pour ne citer que les pays où le mode de production capitaliste survit, la crise révolutionnaire semble plus éloignée. Parmi les pays où les conditions d'une crise révolutionnaire sont les plus mûres, il convient encore de distinguer d'importantes différences. En Espagne et en France, la crise révolutionnaire est vraisemblablement

proche. L'effondrement ou le renversement du système politique en place est inévitable. Aussi bien le franquisme que la Ve République sont des régimes politiques moribonds. L'exemple du Portugal est significatif : les masses ont utilisé la brèche que le coup d'État a ouverte ; elles ont démantelé l'État bourgeois ; la révolution commençait. Pas plus le franquisme que le bonapartisme bâtard en France ne sont amendables. Ces régimes politiques ont modelé l'État bourgeois, et ils se confondent jusqu'à un certain point avec lui. Ils sont totalement inadaptés désormais aux rapports entre les classes et à l'intérieur de la bourgeoisie. Les masses sont en mouvement. L'issue proche, c'est la crise révolutionnaire.

En Italie, la crise économique est beaucoup plus avancée qu'elle ne l'est en France, mais le régime politique est une forme de parlementarisme qui donne plus de souplesse aux rapports entre les classes et à l'intérieur de la bourgeoisie. C'est ainsi que le PCI peut soutenir ouvertement le gouvernement Andreotti. L'explosion révolutionnaire en est retardée d'autant.

Mais l'analyse des potentialités, des originalités nationales n'a de sens, n'est possible, que si on les intègre à un ensemble plus vaste dont elles sont les parties organiques. Les nations européennes sont les parties organiques de l'ensemble organique - déchiré de contradictions - que l'histoire a engendré, élaboré : l'Europe. Des millénaires d'histoire de l'humanité, de développement de la civilisation ont fait de l'Europe une unité particulière, elle-même partie d'un ensemble plus vaste, le monde, mais distincte. L'Europe, c'est non seulement une détermination géographique, mais un ensemble de rapports économiques, politiques, culturels. La gestation de l'Europe n'est pas encore arrivée à son terme, mais tous les organes en existent déjà. Le capital est incapable d'« accoucher » d'une Europe unifiée, débarrassée de ses contradictions, de ses malfaçons, de ses déformations. La réalisation de cette tâche incombe à la révolution prolétarienne. C'est pourquoi on peut et on doit distinguer la révolution européenne, comme partie de la révolution mondiale, mais particulière, de même qu'en Europe chaque révolution a sa propre identité et sa propre spécificité.

La longue décadence des puissances impérialistes européennes est liée à l'impuissance du régime capitaliste à résoudre les contradictions européennes, à dépasser l'étroitesse des frontières nationales, sur ce continent. Les liens tissés au cours de la croissance du mode de production capitaliste avec l'ensemble du monde ont rendu, à échéance, plus cruciale la question de l'unification de l'Europe. Par deux fois, l'impérialisme le plus puissant du continent européen a tenté au moyen de la guerre de réaliser sous sa botte l'unification de l'Europe. C'était la condition du renforcement et de la croissance de ses positions mondiales. Deux fois il a échoué. De toute façon, la victoire de l'impérialisme allemand aurait signifié l'oppression et non l'unification de l'Europe.

L'impérialisme anglais a impulsé en Europe et dans le monde le développement du capitalisme. Longtemps, il a été le plus puissant des impérialismes. Au cours de la Première Guerre mondiale, aux côtés de l'impérialisme français et avec le concours de l'impérialisme US, il a empêché que l'impérialisme allemand domine l'Europe ; au cours de la Seconde Guerre mondiale, ce fut aux côtés et finalement à la suite de l'impérialisme US et grâce à l'action militaire décisive de l'URSS. L'impérialisme anglais et l'impérialisme français dominaient l'Europe en la divisant et en jouant sur ces divisions. Leur base trop étroite en Europe ne leur permettait pas de l'unifier. Il s'en est suivi leur irrémédiable dégringolade qui a commencé à la fin du siècle dernier.

## ***Les impérialismes décadents d'Europe***

Etrange situation que celle du capitalisme en Europe aujourd'hui. La longue décadence de l'impérialisme britannique parvient au seuil d'une transformation qualitative. La crise de la livre témoigne du point où cette décadence est arrivée. Certes, depuis la Première Guerre mondiale, l'impérialisme anglais a cédé aux USA la place de plus grande puissance impérialiste. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, ce n'est plus qu'une puissance de second ordre. Son empire s'est disloqué. Pourtant, le présent contient le passé et repose sur lui. La place occupée, le rôle joué par l'impérialisme anglais dans le développement du mode de production capitaliste lui donnent une place et une importance mondiales, qui ne se mesurent pas à sa puissance actuelle. Il reste une des pièces maîtresses, un des organes indispensables du système. Tous les rapports bourgeois, les « valeurs » bourgeoises seraient atteints, aux USA en particulier, mais plus directement encore en Europe, en cas d'effondrement du capitalisme anglais. La décadence du capitalisme anglais est l'une des expressions les plus avancées de la décadence générale du mode de production capitaliste. Elle illustre et concrétise plus particulièrement celle du capitalisme européen. Les grandes puissances capitalistes sont aux prises avec d'insurmontables contradictions qui les tenaillent. Elles portent néanmoins aide et assistance à l'impérialisme anglais jusqu'à l'extrême limite parce qu'elles savent les conséquences que l'effondrement du capital anglais aurait en raison de leurs propres contradictions.

Le cas de l'impérialisme allemand n'est pas identique, mais il s'inscrit dans le processus de dégénérescence du mode de production capitaliste en Europe. Il en est un autre cas particulier. Superficiellement, il semble qu'ayant reconquis la première place en Europe et une des premières places dans le monde, il est fort et stable. Il dispense d'importants crédits aux autres puissances capitalistes d'Europe, et également aux pays de l'Europe de l'Est et à l'URSS. Il étend ses réseaux commerciaux et financiers à travers le monde. Il a même apporté une contribution considérable au soutien du dollar. Il est une des locomotives du capitalisme en Europe. Mais cette locomotive s'essouffle rapidement.

Le capitalisme allemand a toujours eu quelque chose de monstrueux. A la suite des deux guerres mondiales, de la dernière en particulier, il est devenu plus monstrueux encore. Tard venu parmi les grandes puissances impérialistes, il n'a obtenu, avant la Première Guerre mondiale, qu'une portion congrue dans le partage du monde entre grandes puissances. Sa base a toujours été beaucoup trop étroite par rapport à sa puissance, à sa force d'expansion. C'était un besoin organique du capitalisme allemand de dominer l'Europe, d'en faire sa zone économique. Par deux fois, il a échoué. Sa défaite en 1945, la coupure de l'Allemagne, la perte de la Silésie, de la Prusse orientale ont terriblement aggravé ses tares héréditaires. La coupure de l'Europe en deux modes de production antagonistes lui est, plus qu'à tout autre pays capitaliste d'Europe, une mutilation. L'impulsion qu'a donnée l'impérialisme américain dans la reconstruction du capitalisme en Europe a puissamment aidé le capital allemand. Il est très étroitement lié au capital US. La baisse, quasi au niveau de son entretien physiologique, de la valeur de la force de travail en Allemagne au lendemain de la guerre, a permis au capitalisme allemand de réaliser d'énormes surprofits. Elle lui a donné une capacité concurrentielle fantastique sur le marché mondial, et lui a permis de réaliser des investissements considérables, de se doter des moyens de production qui lui assurent un haut degré de productivité. La constitution du Marché commun européen a facilité la pénétration des marchandises et des capitaux allemands en Europe de l'Ouest. Tout cela n'a fait que masquer, et



finale­ment renforcer ses faiblesses congé­ni­tales cata­stro­phiques, qu'une crise éco­no­mique inter­na­tionale pro­fonde révé­lera bru­ta­le­ment. Le capi­ta­lisme US dé­fail­lant, une tâche au-des­sus des moyens du capi­tal alle­mand lui revient : de­venir le ban­quier de l'Eu­rope, être le mo­teur qui en­traîne la ma­chine éco­no­mique.

Faire de longs com­men­taires en ce qui con­cerne l'im­pé­ria­lisme fran­çais n'est pas né­ces­saire. Sa dé­ca­dence a été beau­coup plus ra­pide que celle de l'im­pé­ria­lisme an­glais. La vic­toire de 1918 lui a donné une po­si­tion eu­ro­péenne dis­pro­por­tionnée à sa force, à ses res­sources, déjà pro­fon­dé­ment en­ta­mées par la guerre. Il ne dis­posait plus que de beaux restes. La Deuxième Guerre mondiale a achevé ce que la première avait com­men­cé. Le capi­ta­lisme fran­çais ex­sangue, cram­ponné à son em­pire, était to­ta­le­ment in­ca­pable d'oc­cu­per en Eu­rope la place que l'Alle­magne lais­sait mo­men­ta­né­ment vide. Les in­jec­tions de cré­dits amé­ri­cains lui ont per­mis de sur­vivre, et de s'ac­cro­cher au « boom » des dé­cen­nies d'après-guerre. La li­quida­tion de l'em­pire s'est ac­com­pagnée d'une plus pro­fonde in­ser­tion du capi­tal finan­cier fran­çais, que l'État aidait, à la di­vi­sion du travail eu­ro­péenne et in­ter­na­tionale. L'ac­cu­mu­lation du capi­tal à l'échelle in­ter­na­tionale a profité au capi­ta­lisme fran­çais, mais loin de s'ac­croître, son poids re­latif dans le monde et en Eu­rope s'est au con­traire ré­duit. En France, le pa­ra­si­tisme a at­teint un ni­veau im­pres­sion­nant. La struc­ture so­ciale de la France s'est mo­di­fiée de façon im­por­tante, mais le capi­ta­lisme n'y a pas non plus sur­monté ses faiblesses congé­ni­tales. Au con­traire, elles se sont ag­gra­vées. Le capi­ta­lisme fran­çais est un des an­neaux les plus faibles du capi­ta­lisme en Eu­rope, après peut-être le capi­ta­lisme ita­lien.

La croiss­ance éco­no­mique en Italie n'a pu faire de ce pays un pays capi­ta­liste puis­sant. Pas plus qu'au­cun autre, le capi­ta­lisme ita­lien n'a sur­monté ses tares hé­ré­di­taires. Le puis­sant essor de cer­taines in­dus­tries dans le Nord doit beau­coup à la pos­si­bi­lité de dis­poser d'une main-d'œuvre nom­breuse à bon marché ve­nant du Sud, lequel reste tout aussi ar­ri­éré. Si bien que la struc­ture éco­no­mique et so­ciale de l'Italie est plus dif­forme et désé­qui­brée en­core que par le passé. La crise finan­cière et éco­no­mique ac­tuelle ne fait qu'annon­cer vers quels abîmes roule le capi­ta­lisme ita­lien.

Mais que n'a-t-on pas dit et écrit, non seule­ment à propos des mi­racles éco­no­miques alle­mand, ita­lien, mais espagnol. La re­la­tive in­dus­triali­sa­tion de l'Es­pagne a une très grande im­por­tance pour la lutte des classes. Elle n'en est pas moins subor­donnée au capi­tal finan­cier des grandes puis­sances eu­ro­péennes, et des USA.

## ***Au bord du précipice***

L'aide éco­no­mique amé­ri­caine, la puis­sante im­pul­sion éco­no­mique ve­nue des USA, dont les dé­penses mi­li­itaires et le pa­ra­si­tisme sont très ra­pi­de­ment de­venus le vol­ant d'en­traîne­ment, les in­ves­tis­se­ments US en Eu­rope ont sau­vé, après la guerre, le capi­tal eu­ro­péen du désastre. Le degré de pour­ris­se­ment de l'éco­no­mie et de la so­ciété amé­ri­caine pro­vient en partie de là.

Les USA ont im­posé la con­sti­tu­tion du Marché com­mun eu­ro­péen aux puis­sances capi­ta­listes d'Eu­rope ré­ti­centes. La CEE a per­mis de mul­ti­plier les échan­ges des pays qui y par­ti­ci­paient, d'al­lé­ger les cré­dits amé­ri­cains, de les re­m­pla­cer par des in­ves­tis­se­ments US croiss­ants et de les ren­ta­bi­li­ser.

Mais de plus en plus, le capi­tal amé­ri­cain doit main­te­nant re­jeter sur le dos des capi­ta­lismes eu­ro­péens et ja­ponais les con­tra­dic­tions qui l'ac­cablent. Le 15 août 1971, Nixon a an­non­cé à grand fracas la po­li­tique qu'il en­ten­dait suivre : il sus­pen­dait la libre con­ver­ti­bi­lité du dollar (ul­té­rieu­re­ment, il était dé­valué deux fois). Nixon dé­clarait que les puis­sances eu­ro­péennes et le Japon de­vaient désor­mais sup­por­ter leur part du far­deau com­mun. Il af­firmait que les USA ne con­ti­nu­eraient plus à lutter sur le marché mondial « *ainsi qu'un homme qui aurait un bras attaché derrière le dos* ». Il dé­clarait à sa ma­nière que l'Amé­rique était con­trainte de ré­duire l'Eu­rope à la por­tion con­grue. La pres­sion amé­ri­caine sur l'Eu­rope s'est donc for­te­ment ac­crue : les USA ne sont pas étran­gers, par exemple, à la hausse des prix du pétrole. Cette pres­sion n'est pas ce­pen­dant allée jus­qu'au point où elle écra­serait le capi­ta­lisme d'Eu­rope et du Japon. Bien plus, pour main­te­nir les échan­ges in­ter­na­tionaux, en­di­guer et re­fou­ler la crise éco­no­mique mena­çante, les USA, les im­pé­ria­lismes eu­ro­péens, le Japon ont passé com­pro­mis sur com­pro­mis, ra­pi­de­ment remis en cause, in­stables, suivis d'autres com­pro­mis tout aussi in­stables et remis en cause. En utilisant le FMI, à coup de cré­dits, avec l'aide de dé­penses mi­li­itaires croiss­antes aux USA, d'une in­fla­tion in­ter­na­tionale sans pré­cé­dent, ils ont ali­menté la ma­chine éco­no­mique. En fin de compte, ils minent plus en­core les fon­de­ments du régime capi­ta­liste et pré­parent une chute sans exemple.

Les effets de cette cata­stro­phe seront dé­vas­ta­teurs pour les pays capi­ta­listes d'Eu­rope. Le Marché com­mun a con­tri­bué à la mul­ti­pli­ca­tion des échan­ges eu­ro­péens. Il sou­ligne la né­ces­si­té his­to­rique de l'unifi­cation éco­no­mique de l'Eu­rope. Et il dé­montre que le capi­tal en est in­ca­pable. L'in­té­gra­tion au ni­veau de la pro­duc­tion entre les part­enaires du Marché com­mun est restée à l'état de fumeux projets. Le capi­tal finan­cier de chaque pays dé­fend ses po­si­tions, essaie d'en con­quérir de nou­velles, en s'abritant et en utilisant son État et son gou­ver­nement bour­geois. Un grou­pe­ment de si­dérurgistes vient de se con­sti­tu­er sous le con­trôle, l'im­pul­sion et la di­rec­tion du capi­tal finan­cier alle­mand, qui se fixe ou­ver­te­ment comme ob­jec­tif d'é­cra­ser à l'in­té­rieur du Marché com­mun les autres grou­pe­ments si­dérurgistes de la CEE, pour mieux com­bat­tre sur le marché mondial. C'est un exemple d'au­tant plus sig­ni­fi­ca­tif que la Com­mu­nauté eu­ro­péenne du charbon et de l'acier existe depuis plus de vingt ans. Elle n'a pu in­té­grer la si­dérurgie en Eu­rope. La con­jonc­ture éco­no­mique l'exigeant, la bataille entre les différents groupes capi­ta­listes na­tionaux se fait plus fé­roce. Elle annonce la rup­ture du Marché com­mun. A la re­la­tive libre cir­cu­la­tion des mar­chan­dis­es et des ca­pi­taux der­rière les bar­rières du Marché com­mun, suc­cé­deront la ré­sur­gence des bar­rières na­tionales, la guerre éco­no­mique et finan­cière. L'en­trée de la Grande-Bre­tagne au sein de la CEE in­di­que quelles voies cherche à s'ou­vrir le capi­tal an­glais. Elle ne fait qu'ajou­ter à la fragi­lité du Marché com­mun eu­ro­péen. Con­sci­ents de la gra­vité excep­tion­nelle que la dis­loca­tion du Marché com­mun aurait pour le régime capi­ta­liste, les gou­ver­nements bour­geois s'efforcent de dif­fé­rer l'échéance, comme ils dif­fé­rent celle de la dis­loca­tion du marché mondial et de la di­vi­sion in­ter­na­tionale du travail.

Le Marché com­mun eu­ro­péen n'em­pêche pas, bien au con­traire, que chaque pays capi­ta­liste d'Eu­rope dé­vel­oppe ses propres re­la­tions avec le marché mondial. Chaque groupe du capi­tal finan­cier tente d'ac­quérir la base la plus large en Eu­rope, de se renforcer ainsi pour mieux ré­pon­dre à la concurrence sur le marché mondial, aug­men­ter sa ca­pa­cité à la péné­trer et à s'y renforcer. Sur le marché mondial, les différents groupes capi­ta­listes se retrouvent en concurrence avec leurs part­enaires et rivaux du Marché com­mun. Les capi­ta­lismes eu­ro­péens, conjointement aux capi­ta­lismes des USA et du Japon, font pres­sion sur l'URSS et les pays d'Eu­rope de l'Est afin que la porte de ces pays s'ou­vre à la libre péné­tra­tion des mar­chan­dis­es et des ca­pi­taux. En même temps, chaque pays capi­ta­liste d'Eu­rope tente que les portes de ces marchés po­ten­tiels s'ou­vrent pré­fé­ren­tiel­le­ment pour lui plutôt que pour ses rivaux. Là aussi, la po­si­tion oc­cu­pée à l'in­té­rieur du Marché com­mun aide con­sidé­ra­ble­ment à la réa­li­sa­tion de

cette politique. Dans ce domaine encore, le capital allemand occupe la première place pour le meilleur... et pour le pire.

## **Nécessité objective, nécessité politique**

Comment est-il possible qu'en des thèses portant sur la révolution mondiale cette analyse ne soit pas faite ? Pire, on lit avec surprise :

« L'extension internationale de la révolution socialiste européenne sera très probablement déterminée par la dynamique de la lutte des classes internationale, et par les effets produits par la tentative du capital international d'écraser le premier ou les premiers États ouvriers en Europe occidentale. Compte tenu du rapport de forces actuel, il est probable que cette tentative prendra la forme d'un blocus économique plutôt qu'une intervention militaire immédiate. Il en découle que le mot d'ordre d'États-Unis socialistes d'Europe a une fonction transitoire immédiate contre ces tentatives : pour mobiliser le prolétariat des pays capitalistes européens afin de bloquer ces entreprises contre-révolutionnaires et rejoindre le processus révolutionnaire en cours. » (Début Thèse 16.)

Que « *l'extension de la révolution socialiste européenne soit probablement déterminée par la dynamique de la lutte des classes internationale* », cela semble assez « probable ». La suite est moins évidente. La justification du mot d'ordre des États-Unis socialistes d'Europe n'est absolument pas défensive. Formulé de cette façon, ce mot d'ordre perd tout contenu. Ce mot d'ordre est fondé sur la réalité objective, la nécessité d'unifier l'Europe en respectant les particularités nationales, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Seule la révolution prolétarienne y parviendra. Ce mot d'ordre dégage, exprime consciemment l'unité de la lutte des classes du prolétariat en Europe, parce qu'il a ce fondement objectif, et pour la même raison lui ouvre la voie. Il exprime la dynamique de la lutte des classes du prolétariat d'Europe. Autrement, il devrait être rejeté. Ce n'est pas un mot d'ordre de pression, une forme de chantage des prolétariats d'un ou plusieurs pays ayant pris le pouvoir sur les bourgeoisies des autres pays, mais l'expression d'une nécessité économique et politique qui s'impose à ces prolétariats ayant pris le pouvoir et à ceux des prolétariats qui n'ont pas encore pris le pouvoir. Pour l'instant, aucun prolétariat n'a encore pris le pouvoir en Europe, et ce mot d'ordre, cette perspective sont indispensables.

Revenons à la crise actuelle. Force est de constater que si la crise révolutionnaire, l'ouverture de la révolution semblent plus proche en France, en Espagne, en Italie, alors que la révolution a déjà commencé au Portugal, la profondeur de la crise économique, sociale, politique dans ces pays vient de ce qu'elle est partie constituante de la crise de tous les rapports bourgeois, plus ou moins avancée, mais qui opère dans tous les pays capitalistes européens. L'Angleterre est non seulement minée par la crise financière et économique endémique, mais les rapports politiques le sont également. Le gouvernement Callaghan n'est pas égal aux gouvernements du Labour Party d'après-guerre, ou même de ceux de Wilson. Il se heurte directement à la résistance des masses, des différenciations sont en cours au sein des TUC, du Labour Party. La traditionnelle stabilité politique britannique s'use rapidement. La stabilité politique en Allemagne est aussi fragile que l'est la situation économique. Elle dépend essentiellement du fait que l'hypothèque du stalinisme sur l'Allemagne, la nation allemande, le prolétariat allemand soit levée. A l'intérieur de la SD, les processus de différenciations politiques déjà en cours s'accroissent. La lutte de classe du prolétariat allemand a déjà montré que ce prolétariat est prêt au combat.

La bourgeoisie allemande semble florissante. Elle est indélébilement marquée par ses défaites, par sa peur de la révolution. L'appareil d'État bourgeois allemand est un appareil d'État rafistolé, qui n'a pu l'être et qui ne tient, répétons-le, qu'en fonction de la division de l'Allemagne, et de l'hypothèque stalinienne sur l'Allemagne.

La révolution prolétarienne ne peut s'arrêter aux frontières de l'Italie, de l'Espagne, de la France, et encore moins aux frontières de ces trois pays outre le Portugal. L'histoire est l'histoire. Il suffit d'imaginer l'impact politique que l'explosion de la crise révolutionnaire, l'ouverture de la révolution en Espagne, les masses renversant et disloquant l'appareil d'État franquiste, auraient sur les prolétariats d'Europe pour s'en rendre compte. Tout un passé de défaites serait définitivement liquidé. La lutte de classe du prolétariat français, du prolétariat italien, un nouvel élan à la révolution portugaise en recevraient une fantastique impulsion. Tous les prolétariats d'Europe recevraient une fantastique impulsion, Europe de l'Est incluse. La chute de la Ve République, l'ouverture de la révolution prolétarienne en France n'auraient pas une moins grande répercussion sur toute l'Europe (y inclus la Belgique). La même chose est vraie de la révolution italienne. Bien évidemment, la révolution prolétarienne se développant conjointement en Espagne, au Portugal, en Italie, en France, tous les prolétariats européens seraient propulsés en avant avec une puissance jamais égalée. La dimension européenne de la révolution s'affirmerait.

En outre, il s'agit de la crise de tous les rapports bourgeois. Personne ne peut prévoir si la crise économique attendra pour se déchaîner que la révolution prolétarienne s'étende en Europe. Déjà l'aggravation de la situation économique qui s'exprime en Italie, en Angleterre, en Espagne, moins brutalement pour le moment en France, est un puissant facteur d'accroissement de la tension entre les classes. Les relations entre les classes, les rapports politiques étant ce qu'ils sont, les prolétariats de ces pays sont poussés au combat. La dislocation du marché mondial, de la division internationale semblent être un processus qui ne se développe que progressivement, qui paraît à certains moments être contenu et même reculer ; il peut brutalement se développer rapidement, et aboutir au point où la quantité se transforme en qualité. La lutte de classe des prolétariats en Europe, la marche à la révolution s'accroîtraient du même coup. Mais en réalité, il s'agit d'un processus combiné : l'aggravation de la situation économique impulse puissamment la lutte de classe du prolétariat ; elle débouche sur la crise révolutionnaire en certains pays d'Europe, ce qui à son tour accélère la crise économique, et aboutit à la transformation de la quantité en qualité ; la combinaison des crises politiques et économiques conduit à la révolution européenne dans toute son ampleur. C'est la perspective qui permet de parler de la révolution européenne. La façon défensive et tactique dont le camarade Ernest Mandel envisage le mot d'ordre des États-Unis socialistes d'Europe bouche cette perspective profondément réaliste, court-circuite les processus révolutionnaires.

## **Révolution européenne ou limitée aux pays latins ?**

Ce qui caractérise la nouvelle période de la révolution mondiale est éliminé. Le recul historique permet de se rendre compte que toutes les données de la révolution mondiale existent depuis 1914, mais à des degrés de concentration variables. Les détours

historiques n'étaient pas fatals. Ils résultent des difficultés à résoudre la question de la direction révolutionnaire, Objectivement, la révolution prolétarienne pouvait être victorieuse en Europe dès 1918-1923, et par suite dans le monde elle pouvait être victorieuse encore entre 1933-1938 elle pouvait l'être après 1943 ; elle pouvait l'être à différentes reprises depuis. Mais la nouvelle période qui s'est ouverte en 1968 a ceci de particulier, qui la caractérise : toutes les données de la révolution prolétarienne sont parvenues à un point de concentration jamais atteint précédemment, en particulier en Europe. La jonction de la lutte des classes des différents prolétariats devient directe, immédiate, cela découle de la situation objective et de la force, de la puissance sociale et politique du prolétariat. Or, le camarade Ernest Mandel dépêche la révolution européenne : il réduit la révolution prolétarienne en Europe à la révolution dans les pays latins de l'Europe ; il coupe la révolution à l'Ouest de la révolution à l'Est de l'Europe ; et la révolution européenne du processus d'ensemble de la révolution mondiale.

La suite de la Thèse 16 affirme :

« Toute proposition qui ajouterait des obstacles politiques ou idéologiques sur la voie de l'extension immédiate de la révolution (par exemple une proposition de liaison immédiate avec l'Union soviétique) serait contre-productive et doit être évitée.

« Au cours du processus de consolidation internationale du pouvoir ouvrier dans un ou plusieurs pays européens, la question de l'aide au développement de la révolution politique en URSS sera certainement soulevée. Des revendications peuvent être avancées pour aider au surgissement de la révolution politique. Elles se devraient d'inclure des propositions pour une planification économique commune avec les pays d'Europe orientale. Mais de tels mots d'ordre ne devraient prendre une importance centrale que lorsque la révolution politique sera une perspective immédiate. Dans toute autre circonstance, une telle propagande devra être subordonnée aux tâches pratiques immédiates et brûlantes de protection et de consolidation des premiers États ouvriers européens en mobilisant les masses dans d'autres pays européens et en les aidant sur la voie de la conquête du pouvoir. »

Ces quelques phrases confondent. Par où commencer pour clarifier les questions impliquées ?

Le camarade Ernest Mandel s'en tient à ce qui découle du début de sa Thèse 16 : la révolution prolétarienne est supposée être victorieuse en plusieurs, voire même un seul pays d'Europe. Il s'agit bien de sa victoire, puisqu'il est écrit : « *premier ou premiers États ouvriers en Europe occidentale* », et encore, du « *pouvoir ouvrier dans un ou plusieurs pays européens*. » Très vraisemblablement, le prolétariat prendra le pouvoir dans un pays d'Europe avant qu'il ne le prenne dans plusieurs, et finalement dans l'ensemble des pays d'Europe. De même que la crise révolutionnaire, la révolution prolétarienne s'ouvrira d'abord dans un pays d'Europe, ensuite dans plusieurs, avant qu'elle n'embrase l'Europe dans son ensemble. Elle s'est déjà ouverte au Portugal. Mais la révolution portugaise est le commencement de la révolution prolétarienne en Europe ; sa force lui vient de là. Vraisemblablement, elle sera suivie de la révolution prolétarienne en Espagne, en France, en Italie, peut-être en Grèce, lesquelles révolutions préluderont à la révolution dans les principaux pays d'Europe et lui donneront une formidable impulsion. Une autre question est celle de la victoire de la révolution prolétarienne dans un ou plusieurs pays d'Europe : la victoire de la révolution dans un pays d'Europe à l'époque actuelle exige que la révolution s'ouvre dans plusieurs pays d'Europe, et même vraisemblablement à l'échelle de l'Europe ; à plus forte raison, sa victoire en plusieurs pays d'Europe. Le point de vue du camarade Mandel revient à estimer qu'une période finalement assez longue d'équilibre peut exister, où le pouvoir bourgeois restera relativement stable en certains pays importants d'Europe, alors qu'en d'autres pays, le prolétariat prendra et gardera le pouvoir. C'est faire fi de la crise des rapports sociaux bourgeois tels que concrètement ils existent et ne manqueront pas de s'aggraver au cours de la période présente, surtout lorsque la révolution prolétarienne déferlera en plusieurs pays d'Europe. C'est aussi faire fi des rapports politiques concrets qui existent entre les classes et à l'intérieur des classes.

La révolution, la prise du pouvoir par le prolétariat, ce ne sont pas des abstractions ; il s'agit d'une lutte politique déterminée, concrète. Ainsi, alors que la révolution est aux portes d'au moins l'ensemble des pays latins européens, qu'elle a commencé au Portugal, dans aucun pays l'avant-garde révolutionnaire ne peut directement, ou même à court terme, poser sa candidature au pouvoir, à former un gouvernement ouvrier et paysan. Elle est obligée d'engager la bataille pour aider le prolétariat à progresser politiquement, vers l'action qui portera au pouvoir un gouvernement ouvrier et paysan. Elle se renforcera elle-même, au cours de cette activité politique, jusqu'à devenir un authentique parti révolutionnaire, dirigeant les masses. Une fois encore, le camarade Ernest Mandel a omis de mentionner cette ligne politique que concrétise le combat pour : le front unique des organisations et partis ouvriers ; un gouvernement des partis ouvriers sans ministre représentant les organisations et partis bourgeois : l'exigence que ce gouvernement une fois constitué satisfasse les revendications des masses et s'appuie sur le prolétariat organisé en comités, en soviets : qu'il prenne des mesures d'expropriation du capital et commence à détruire l'appareil d'État bourgeois, etc... Ce qui ne s'oppose pas, mais au contraire nourrit l'organisation et l'action propre des masses. L'action politique allant en ce sens est indispensable. Elle peut contraindre les partis ouvriers traditionnels d'aller beaucoup plus loin qu'ils ne le voudraient. Elle peut éventuellement les obliger à former des gouvernements sans ministres bourgeois, et même les contraindre à réaliser certaines mesures que contient le Programme de transition. Cependant, en Europe, les PS et les PC sont et resteront des partis ouvriers bourgeois. Ils défendront l'ordre et l'État bourgeois. Ils seront le dernier rempart qui se dressera contre la prise du pouvoir par le prolétariat. L'hypothèse théorique du Programme de transition a une extraordinaire confirmation en Yougoslavie, en Chine, au Vietnam, à Cuba : les PC de ces pays et l'organisation petite-bourgeoise de Castro sont allés plus loin qu'ils ne le voulaient sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie. On ne peut exclure que cette hypothèse théorique ait de nouvelles applications en certains pays dépendants de l'impérialisme. Mais elle reste l'exception et non la règle. Dans les métropoles impérialistes, là où se joue le sort de la révolution mondiale, ces partis sont intégrés jusqu'à la racine à l'ordre impérialiste que les bureaucraties parasitaires garantissent, car leur existence en dépend.

Or, la lutte des classes, donc la révolution et la contre-révolution, sont nationales dans leur forme, internationales dans leur contenu. Jamais de façon plus condensée ce ne fut aussi vrai qu'à la période actuelle. Déjà, la vague révolutionnaire qui s'est élevée en Italie, à la suite des défaites infligées à l'impérialisme allemand par l'URSS, n'a dans aucun pays abouti à la prise du pouvoir par le prolétariat, alors qu'elle a porté des coups extrêmement durs au capitalisme en Europe, et considérablement renforcé le prolétariat, mis en place les conditions qui ont en 1953 permis que révolution sociale et révolution politique apparaissent pour la première fois conjointement en Europe.

Pourquoi ? Parce que cette vague était européenne, tout en ayant en chaque pays ses caractéristiques nationales propres.

Mais les obstacles qui l'ont limitée et contenue étaient eux aussi nationaux dans leur forme et internationaux dans leur contenu. Ces obstacles, ce sont les partis social-démocrates et surtout la bureaucratie du Kremlin, et son appareil international.

Tout comme la bourgeoisie et le prolétariat, les partis social-démocrates et staliniens n'ont pas une existence simplement nationale. Ils n'existent qu'autant que parties d'ensembles internationaux. La révolution prolétarienne ne peut éclater en un pays qu'autant qu'en ce pays la crise générale de la bourgeoisie ait atteint un degré extrêmement élevé, pour des raisons spécifiques. Mais la crise de la bourgeoisie est étroitement liée à celle des partis ouvriers contre-révolutionnaires, notamment à la crise des bureaucraties parasitaires, à celle du Kremlin principalement, de son appareil international - les PC. La victoire de la révolution dans un pays implique que les appareils contre-révolutionnaires de ces partis soient brisés dans le pays considérés par l'action des masses, et ébranlé, en crise profonde, à l'échelle européenne. La victoire de la révolution prolétarienne en un ou plusieurs pays multipliera, portera à son paroxysme cette crise. La construction du parti révolutionnaire, du parti trotskyste en chaque pays d'Europe est indispensable pour que le prolétariat prenne le pouvoir. La capacité du parti révolutionnaire à diriger les masses jusqu'à la prise du pouvoir en un pays européen est dépendante et facteur de la crise des partis ouvriers contre-révolutionnaires, non seulement en un pays mais à l'échelle internationale, particulièrement des partis staliniens.

La coexistence pacifique entre la révolution prolétarienne victorieuse en un pays d'Europe occidentale, ou plusieurs d'entre eux, et les bourgeoisies des autres pays d'Europe est impossible. Elle l'est tout autant avec la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, les PC. La révolution européenne sera permanente au sens plein du terme, jusqu'à sa victoire ou sa défaite finale. Le combat ne se situera pas entre un groupe de pays où la révolution est victorieuse et un autre groupe de pays où la bourgeoisie et les bureaucraties parasitaires garderaient le pouvoir « pacifiquement - (bloc contre bloc). La révolution sera vraiment européenne - avec de multiples phases dans chaque pays, une longue suite de flux et de reflux - avant que le prolétariat ne prenne le pouvoir d'abord dans un pays, ensuite en un groupe de pays, enfin dans l'ensemble de l'Europe. La prise du pouvoir en un pays, en plusieurs pays, ne sera qu'une phase transitoire : les forces de la révolution et de la contre-révolution continueront à s'affronter jusqu'à la victoire ou la défaite finale de la révolution européenne.

## ***De regrettables absences***

Nous abordons ainsi des questions décisives de la révolution prolétarienne en Europe : celle de la Révolution politique. L'opinion du camarade Ernest Mandel est précise : « *La révolution politique n'est pas une perspective immédiate.* » Il consacre sa Thèse 20 à l'exposé : des raisons qui, selon lui, feraient que ce ne serait pas une perspective immédiate. Il est nécessaire de citer entièrement cette thèse et de l'analyser.

« Il est hautement probable que la victoire de la révolution prolétarienne en Europe occidentale précèdera la victoire de la révolution politique en Chine et en URSS. Hormis des tournants imprévisibles de la situation mondiale, telle est la variante sur laquelle nous devons nous fonder. La raison de cela ne réside pas dans la « nécessité » objective ou une « fonction de la bureaucratie dans les États ouvriers bureaucratisés, ni dans une base de masse large au sein de la population laborieuse qui aurait été supposément acquise par ces bureaucraties. Au contraire, toutes les preuves sont là pour confirmer que la réaction et l'opposition au gâchis, à l'oppression, à l'indifférence aux désirs des travailleurs d'administrer la production, et l'étranglement délibéré des droits démocratiques élémentaires des masses sont plus que jamais répandus.

« Les plus grands obstacles sur la voie de la révolution politique sont essentiellement de nature *subjective et politique* et non de nature objective et sociale. Ce sont :

« a - La conviction répandue dans les pays de l'Europe de l'Est et parmi les nationalités opprimées en URSS que toute contestation directe et ouverte de la domination du Kremlin dans ces pays, qui ne coïncide pas avec une contestation de même ordre au cœur même de la Russie ou qui ne l'entraîne pas rapidement, sera très vite écrasée comme en Hongrie en 1956 ou en Tchécoslovaquie en 1968.

« b - Le manque de conscience et de perspectives politiques chez le prolétariat soviétique en l'absence d'une alternative politique crédible et réaliste au capitalisme comme à la domination de la bureaucratie (la profondeur de la déception historique du prolétariat russe).

« c - La perte par l'opposition marxiste-révolutionnaire de toute continuité, du fait de la destruction de ses cadres et de la continuité de l'organisation, conséquemment à la terreur stalinienne, puis de la répression « atténuée » sous Khrouchtchev et spécialement sous Brejnev.

« d - L'augmentation lente mais régulière du niveau de vie des ouvriers en URSS au cours des vingt-cinq dernières années (interrompue durant une courte période au début des années 60) qui a fourni la base matérielle pour le « désir de consommer » et pour n'adresser que des revendications de nature « réformiste » au gouvernement, ceci reflétant le manque de perspectives politiques. Il est vrai que toute interruption répétée de cette augmentation du niveau de vie (résultant par exemple d'une nouvelle crise dans l'approvisionnement ou la distribution de l'alimentation) ou de toute nouvelle tension du côté des nationalités opprimées pourrait redonner naissance à des luttes de masses explosives, mais caractérisées par une dispersion et un manque de liens trop grands pour contester directement le pouvoir de la bureaucratie.

« L'incapacité de la « nouvelle » opposition à aller au-delà des aspirations de l'intelligentsia et à développer un projet politique et organisationnel la reliant à la classe ouvrière et à la jeunesse rebelle a contribué incontestablement à renforcer cette tendance.

« Le rôle clé joué par la montée et la victoire de la révolution socialiste en Europe occidentale pour surmonter ces obstacles a déjà été souligné. Il a été confirmé de manière embryonnaire par l'expérience limitée du Printemps de Prague et par la panique que cela provoqua chez les bureaucrates qui craignaient qu'un mouvement universel en faveur de l'autogestion et de la démocratie socialiste en Europe de l'Est et en Union soviétique ne soit enclenché par « l'expérience tchèque ». Les effets d'un exemple encore plus avancé en Europe de l'Ouest excluant l'intervention

militaire du Kremlin seraient beaucoup plus profonds, même s'ils étaient moins rapides que ceux du Printemps de Prague. »

Ni cette thèse, ni aucune partie des textes ne font référence aux données objectives qui nourrissent le mouvement du prolétariat, la révolution politique, et qui les poussent à renverser la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites. Tout au plus, la démocratie soviétique serait-elle un supplément positif à la planification et au développement des forces productives :

« L'augmentation lente mais régulière du niveau de vie des ouvriers en URSS au cours de ces vingt dernières années ( ... ) a fourni la base matérielle pour le « désir de consommer » et pour n'adresser que des revendications de nature « réformiste » au gouvernement. Ceci reflétant le manque de perspectives politiques, etc. »

La contradiction objective entre la gestion de l'économie par les bureaucraties parasitaires et le développement des forces productives - contradiction d'autant plus aiguë qu'elles se développent - est complètement gommée. Les contradictions entre l'oppression nationale, le joug que le Kremlin fait peser sur les pays de l'Europe de l'Est et les nationalités de l'URSS, la spoliation de ces pays en fonction des besoins du Kremlin, la division de l'Europe, de l'Allemagne, et la nécessité de la libre détermination des peuples de l'URSS et de l'Europe de l'Est de l'intégration de l'économie de ces pays à une division internationale correspondante au développement des forces productives n'apparaissent pas. Disparaît en conséquence la nécessité de surmonter l'étroitesse nationale, la nécessité de l'unité de l'Allemagne et de l'Europe. L'urgence du renversement conjoint des bureaucraties parasitaires et des bourgeoisies européennes est évidemment absent. Pourtant, plus croissent les forces productives, plus se renforcent en nombre et en culture les prolétariats de l'URSS et de l'Europe de l'Est, plus pressante devient l'exigence de renverser les bureaucraties parasitaires et d'unifier l'Europe dans le respect de l'unité et de l'indépendance des nations, sur la base de la propriété collective des moyens de production, et les masses le ressentent profondément. Du même coup disparaît des thèses du camarade Ernest Mandel la crise multiforme qui déchire la bureaucratie, la bureaucratie du Kremlin et chacune des bureaucraties parasitaires, qui oppose chacune d'entre elles aux autres. Le fait que l'ensemble de ces antagonismes distordent tous les rapports économiques et sociaux, amène l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est à de brusques catastrophes n'apparaît pas, ou de façon très fortuite dans la phrase suivante du point d) de cette thèse.

Qui plus est, selon le camarade Ernest Mandel :

« ( ... ) les luttes de masses explosives (seraient) par une dispersion et un manque de liens trop grands pour contester directement le pouvoir de la bureaucratie. »

Voilà pourquoi, selon lui, la révolution politique n'est pas d'actualité. Bien sûr, plus tard, bien plus tard,

« ( ... ) une fois que les fers de cette dictature auront été brisés, il est vraisemblable que les prolétariats soviétique, tchécoslovaque, yougoslave, polonais, hongrois et d'Allemagne de l'Est s'élèveront à un niveau de conscience sociale et politique. Sur la base de leurs riches expériences politiques, ils contribueront puissamment à la lutte générale pour un monde socialiste. » (Thèse 21.)

En attendant, « leurs riches expériences politiques » se réduisent à la pauvreté d'un réformisme alimentaire. On comprend donc que les « revendications pouvant aider au surgissement de la révolution politique ( ... ) ne devront prendre une importance centrale que lorsque la révolution politique sera une perspective centrale. »

## ***Croissance des forces productives en U.R.S.S., en Europe de l'Est et croissance des contradictions économiques***

Les contradictions entre la croissance des forces productives en Europe de l'Est, en URSS (et en Chine), et l'exercice du pouvoir par les bureaucraties parasitaires, leur existence dont principalement la bureaucratie du Kremlin, celles qui surgissent de l'étroitesse des frontières nationales, de l'oppression nationale, de la coupure de l'Europe et de l'Allemagne, ont un caractère objectif. Elles alimentent la nécessité de la révolution politique et l'exigence de sa jonction avec la révolution sociale à l'Ouest de l'Europe.

Il est donc indispensable d'en parler rapidement. Au contraire de ce qui se passe pour le mode de production capitaliste, les forces productives se sont développées en URSS, en Europe de l'Est, et en Chine. Les formidables dépenses d'armement, le parasitisme sont une charge écrasante qui épuise et déforme l'économie de ces pays, alors qu'elles sont indispensables au fonctionnement du mode de production capitaliste à l'époque de l'impérialisme. La raison en est qu'en Europe de l'Est, en URSS, en Chine, la production et la réalisation de la plus-value ne sont pas le moteur de la production. Le moteur de l'économie, c'est la satisfaction des besoins (que ce soit d'abord les besoins des bureaucraties est une autre question). Sur la base de la propriété étatique des principaux moyens de production, la planification développe les forces productives, même si la bureaucratie les dirige.

Mais plus se développent les forces productives, moins la bureaucratie est capable de diriger l'économie. Ce que Trotsky analysait déjà et prévoyait s'est amplement confirmé : plus l'économie devient complexe et se diversifie, plus se multiplient et se raffinent les besoins, plus s'accroît le niveau de vie et de culture des larges masses, moins il est possible à la bureaucratie de planifier harmonieusement l'économie, de respecter la proportionnalité des différents secteurs, de faire progresser la qualité, et plus elle se heurte à la résistance, au moins passive, des masses.

A cette première cause fondamentale s'en ajoutent d'autres : la bureaucratie est par nature opposée à l'extension de la révolution prolétarienne ; l'économie des pays de l'Europe de l'Est, de l'URSS, de la Chine est coupée artificiellement de la division internationale du travail. La politique contre-révolutionnaire des bureaucraties parasitaires, par ses effets dans les pays sous son contrôle, par ceux qu'elle a mondialement, rend la pression et l'isolement économique de ces pays, que l'impérialisme exerce de façon calculée et mesurée, extrêmement durs à supporter. La coupure est plus nette et douloureuse en Europe entre l'Est et l'Ouest, et totalement insupportable entre l'Allemagne de l'Ouest et de l'Est. Le rétablissement des échanges économiques, pour ne parler des autres (pour l'instant), est une exigence toujours plus pressante, que la croissance des forces productives ne cesse d'accroître.

L'économie de l'Allemagne de l'Est, de l'Europe de l'Est, de plus en plus celle de l'URSS, et finalement celle de la Chine, doivent à

tout prix être totalement et pleinement intégrées à la division mondiale du travail. Sur quelle base, dans le cadre de quel mode de production sociale ? Là est la question. Les rapports de production sont tels que, à l'étape actuelle, renoncer au monopole du commerce extérieur revient à laisser envahir l'Europe de l'Est, l'URSS, la Chine, par les marchandises et les capitaux des grandes puissances impérialistes ; à détruire la planification ; à liquider la propriété étatique des moyens de production ; à assujettir les forces productives de ces pays à celles de l'impérialisme ; ne subsisteraient que celles qui sont complémentaires aux forces productives de l'impérialisme. En pratique, ce serait la ruine, la misère, la famine, la mort pour des millions de travailleurs, d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels de l'Europe de l'Est, de l'URSS, de la Chine. (L'autogestion en Yougoslavie donne seulement un aperçu de ce que signifierait la pénétration du capital en ces pays, le libre jeu des lois qui l'expriment sur le marché.)

La bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties parasitaires n'ont pas le choix, d'autant plus que le prolétariat se renforce, que les problèmes se font plus brûlants : elles tentent de résoudre les contradictions en les comprimant, en renforçant leur joug, en accroissant les différenciations sociales, en accentuant la spoliation, l'oppression nationale (la bureaucratie du Kremlin en URSS et sur les pays de l'Europe de l'Est, mais il en va de même en Chine). C'est-à-dire en renforçant plus encore les causes de ces contradictions, donc celles-ci. Elles ne reculent que par crainte de provoquer des explosions sociales et politiques comme celles qui se sont produites en Europe de l'Est depuis 1953.

Les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires subissent et font subir aux pays qu'elles contrôlent toute l'énorme pression que l'impérialisme exerce. Elles ne peuvent riposter à la course aux armements qu'en s'y engageant. Le coût est effarant pour les économies de leurs pays. Combien lourdement la production d'un armement atomique et de fusées balistiques grève-t-elle l'économie chinoise !

Finalement les bureaucraties parasitaires n'ont d'autres ressources que de sonner à la porte des grandes puissances impérialistes, d'obtenir d'elles marchandises, moyens de production, brevets, crédits, en échange de quoi elle n'ont que peu à offrir qui intéresse les puissances capitalistes, sinon de l'or et l'entrebaillement de leurs frontières à la pénétration capitaliste. Incapable de mettre sur pied un développement économique planifié harmonieux des différentes branches de l'économie et de chacune d'entre elles, les bureaucraties parasitaires ébauchent et développent des réformes économiques, dont la tendance est plus ou moins de laisser jouer les lois du marché pour réguler une économie qu'elles sont incapables de maîtriser. Là aussi, la crainte salutaire des masses les retient sur cette pente et les oblige souvent à reculer.

Plus les contradictions du mode de production capitaliste s'accroissent, plus l'impérialisme a un pressant besoin de lever les obstacles qui s'opposent à la libre pénétration des marchandises et des capitaux en URSS, en Europe de l'Est, en Chine, et plus la pression impérialiste militaire (course aux armements), économique, politique, s'accroît sur les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires. Les bureaucraties parasitaires sont anxieuses des répercussions de la crise financière sur l'économie de l'URSS, de l'Europe de l'Est, voire de Chine, et de la marche à la crise économique tout court de l'économie capitaliste, tellement leur politique et leur gestion font dépendre l'économie planifiée de l'économie capitaliste. Le temps n'est plus où Staline affirmait à la veille de sa mort qu'il y avait désormais deux économies mondiales, deux divisions internationales du travail, que l'URSS était en mesure d'en finir avec les catégories de l'économie bourgeoise, et allait engager les grands travaux du communisme, construire des agro-villes, modifier la nature, supprimer la division du travail entre ville et campagne, la division entre travail manuel et travail intellectuel. Le temps s'éloigne où Khrouchtchev (et quelques autres) estimaient que dans les 10 à 15 ans à venir (c'était en 1955-1960), les marchandises de l'URSS et des pays de l'Europe de l'Est envahiraient le marché mondial et y concurrenceraient victorieusement celles des pays capitalistes développés. L'unité contradictoire de l'économie mondiale s'affirme ; la dépendance par rapport à l'économie capitaliste de l'économie des pays de l'Europe de l'Est, de l'URSS, devient écrasante.

## **La croissance des forces productives dans ces pays et la révolution politique**

Mais ce ne sont pas là de pures données économiques. Sous cette forme s'expriment des rapports sociaux et politiques, des rapports de classes. La mort de Staline, l'émergence de la révolution politique ont fait apparaître au grand jour la place que la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites, et en dernière analyse celle de Chine, occupent dans la lutte des classes mondiale : formations sociales de nature petite-bourgeoise, elles sont les agents de la réaction bourgeoise dans les pays où le capital a été exproprié et qu'elles contrôlent. Au lendemain de la guerre, la puissance politique de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international lui permettait, tout en se mettant au service de l'ordre bourgeois international, de discuter de puissance à puissance avec l'impérialisme américain. Le prolétariat de l'URSS épuisé par la guerre, les prolétariats de l'Europe de l'Est étroitement contrôlés et soumis, elle n'était pas directement menacée. Elle et les PC jouissaient d'un énorme capital de confiance aux yeux de parties décisives du prolétariat d'Europe. Elle était en mesure de négocier son action contre-révolutionnaire, de finir d'exproprier le capital en Europe de l'Est pour mettre en correspondance les rapports de production en URSS et dans ces pays. L'émergence de la révolution politique a modifié profondément les rapports entre l'impérialisme, l'impérialisme américain en particulier, et la bureaucratie du Kremlin et son appareil international. Désormais, l'impérialisme dicte ses volontés à la bureaucratie du Kremlin. La révolution politique menace directement la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites. Elles ont un besoin absolu du concours économique des principaux pays capitalistes. L'impérialisme pose ses conditions et juge de la nécessité ou non d'accorder son concours. Il est indispensable d'aller plus loin.

Les rapports politiques traduisent les rapports fondamentaux économiques et sociaux, leur modification, et l'exigence de leur transformation. La révolution prolétarienne résulte de la nécessité d'en finir avec la propriété privée des moyens de production et l'étroitesse des frontières nationales. La révolution prolétarienne a commencé en 1917 en Russie. Elle a exproprié le capital sur le territoire de l'URSS. En conséquence de la vague révolutionnaire qui a déferlé en Europe à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le capital a été exproprié en Europe de l'Est.

Le retard et les défaites de la révolution prolétarienne ont isolé la révolution russe. L'URSS isolée, le prolétariat de l'URSS épuisé, une bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire a germé sur le terrain que la révolution russe avait labouré. Plus tard, cette bureaucratie assujettissait les pays de l'Europe de l'Est, finissait d'y exproprier le capital pour mettre en correspondance les rapports de production de ces pays et ceux de l'URSS. Les rapports politiques qui existent en URSS et en Europe de l'Est sont la

négarion des rapports de production, les contredisent. La planification sur la base de la propriété collective des moyens de production exige la pleine participation des producteurs à l'élaboration et à la réalisation de cette planification. C'est-à-dire le plein exercice par les masses, et d'abord par le prolétariat, du pouvoir politique, la démocratie prolétarienne la plus profonde et la plus étendue, le total exercice des libertés en tous les domaines de la vie quotidienne, de la science, de l'art, de la culture.

Ces rapports de production exigent non moins impérativement l'égalité économique, sociale et politique entre les peuples, leur coopération, c'est-à-dire la fin de toute discrimination et oppression nationale.

## **Révolution sociale et révolution politique : même base objective**

Mais en outre, rappelons ce que Trotsky écrivait :

« Le marxisme procède de l'économie mondiale considérée non comme la simple addition de ses unités nationales mais comme une puissante réalité indépendante créée par la division internationale du travail et par le marché mondial qui, à notre époque, domine tous les marchés nationaux. Les forces productives de la société capitaliste ont depuis longtemps dépassé les frontières nationales. La guerre impérialiste ne fut qu'une manifestation de ce fait. La société socialiste devrait représenter, au point de vue production et technique, un stade plus élevé que le capitalisme ; si l'on se propose de construire la société *à l'intérieur de limites nationales*, cela signifie qu'en dépit de succès temporaires on freine les forces productives, même par rapport au capitalisme. » (Préface à *La Révolution permanente*.)

« *La guerre impérialiste ne fut qu'une manifestation de ce fait* », manifestation négative. Une autre manifestation de ce fait, manifestation positive, c'est la révolution prolétarienne. Les rapports de production issus de la révolution d'Octobre, les forces productives qui se sont développées dans le cadre de ces rapports étouffent dans les limites de l'URSS et des pays d'Europe de l'Est. En Europe de l'Est, les limites qui leur sont imposées approfondissent toutes les difficultés, non seulement en raison de l'étroitesse de la base économique de chaque pays, de la coupure de leurs liens antérieurs, que l'essor des forces productives rend plus sensible, mais encore par suite des spoliations de la bureaucratie du Kremlin. Le découpage de l'Europe en deux rend intolérables ces contradictions. Ces pays ont été coupés des relations millénaires du processus vivant avec les autres pays d'Europe, dont s'est nourrie leur identité nationale. Le métabolisme économique, social, politique, culturel entre l'Europe de l'Ouest et de l'Est est profondément lésé.

« Les traits spécifiques de l'économie nationale, si importants qu'ils soient, constituent à un degré croissant les éléments d'une plus haute unité qui s'appelle l'économie mondiale. » (*idem*.)

Le cas extrême est évidemment l'Allemagne dont la chair a été déchirée vive.

En URSS, en Europe de l'Est, les bureaucraties parasitaires distordent, pillent, gaspillent les forces productives. Le carcan de la bureaucratie est d'autant plus intolérable que celles-ci se développent néanmoins. Les forces productives se révoltent contre la bureaucratie. Le prolétariat croît et se renforce à tous les points de vue. Il constitue la principale des forces productives. La révolte positive des forces productives se déroule sur le plan politique : elle s'appelle la révolution politique.

La marche de l'histoire ne s'accommode pas de logique formelle : d'un côté, en Europe de l'Est, en URSS, la révolution politique est une brûlante nécessité *parce que les forces productives croissent* ; de l'autre, la révolution sociale est une brûlante nécessité *parce que le capital n'est plus capable de développer les forces productives*. En réalité, il s'agit d'un seul et même processus. La révolution politique est nécessaire en Europe de l'Est et en URSS parce que l'acquis de la révolution sociale se heurte à la réaction bourgeoise que les bureaucraties parasitaires incarnent. La révolution sociale en Europe de l'Ouest reprendra et achèvera, conjointement à la révolution politique, ce que la révolution d'Octobre avait commencé. Ainsi seront brisés tous les carcans qui s'opposent au développement des forces productives, ou les limitent, ou les déforment. Ainsi, les conditions politiques et sociales de la constitution des États-Unis socialistes d'Europe se réaliseront. Le besoin de l'unité européenne est un des plus puissants leviers de la révolution sociale et de la révolution politique qui constituent la révolution européenne.

L'éclatement de la révolution sociale, sa victoire en Europe de l'Ouest est un pressant besoin pour les masses de l'Europe de l'Est et de l'URSS. La révolution politique et sa victoire sont un besoin non moins pressant pour les prolétariats des pays capitalistes européens. L'impérialisme et les bureaucraties parasitaires collaborent étroitement pour maintenir l'ordre européen établi à Yalta et à Potsdam. La bureaucratie du Kremlin, parfaitement au fait du lien organique entre la révolution sociale et la révolution politique, défend inconditionnellement l'ordre bourgeois, les formes mêmes de domination politique de la bourgeoisie qui existent en chacun des pays capitalistes européens. L'impérialisme mène son attaque contre les masses de l'URSS, de l'Europe de l'Est, par la médiation des bureaucraties parasitaires. Il les aide et les aidera à contenir et à réprimer la révolution politique. Outre la perspective historique, sur le plan politique immédiat, et ceci est fonction de cela, les prolétariats de l'ensemble de l'Europe ont les mêmes ennemis : l'impérialisme, les bureaucraties parasitaires. la bureaucratie du Kremlin qui en constitue le centre, son appareil international, les PC. Révolution sociale et révolution politique sont donc à tous égards intimement liées, l'objectif des États-Unis socialistes d'Europe leur est commun.

## **La révolution prolétarienne et l'unité de la nation, du peuple, du prolétariat allemands**

Le plus frappant peut-être de ces thèses consacrées à la révolution mondiale est l'absence totale de référence à l'Allemagne, au peuple allemand, au prolétariat allemand, à la révolution allemande.

Pourtant, la victoire de la révolution prolétarienne en Allemagne, ce sera la quasi-certitude de la victoire de la révolution prolétarienne en Europe, sinon son point final, et un pas immense vers la victoire de la révolution prolétarienne mondiale. Les grandes puissances impérialistes le savent, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites le savent.

En 1943-1945 ils ont décidé de poursuivre la guerre jusqu'à l'occupation militaire complète de l'Allemagne pour parer à l'éventualité de la révolution en Allemagne. Ils craignaient que l'effondrement de l'appareil militaire, l'appareil d'État nazi ouvre toutes grandes

les vannes au déferlement de la révolution prolétarienne en Allemagne, si une puissante force répressive n'était pas mise en place. Malgré cela, le prolétariat allemand à la fin de la guerre n'est pas resté passif : des comités ouvriers ont surgi, le prolétariat à l'Est et à l'Ouest a commencé à exproprier le capital, à gérer les usines. Le phénomène a été plus particulièrement marqué dans la zone d'occupation russe, les capitalistes et les hobereaux ayant en majorité fui à l'Ouest. La répression s'est lourdement abattue, surtout à l'Est, contre les masses allemandes, en même temps que les usines étaient en grande partie démantelées, les richesses pillées. Des parties entières du peuple allemand ont été déportées et ont dû fuir de leurs provinces natales, chassées par la bureaucratie du Kremlin : de Prusse orientale, de Silésie, des Sudètes. Ainsi, les puissances impérialistes et la bureaucratie du Kremlin, celle-ci jouant le rôle principal, ont empêché qu'en 1944-1945 la révolution allemande se produise. L'expropriation des capitalistes allemands à l'Est est un sous-produit des initiatives du prolétariat allemand. Elle est peu de chose en regard du sauvetage de l'ensemble du capitalisme allemand qui a été possible en raison de la division de l'Allemagne, de la politique contre-révolutionnaire d'écrasement et de spoliation des masses allemandes.

La division en deux de l'Allemagne, de la nation allemande, du prolétariat allemand, la politique de la bureaucratie du Kremlin sont indispensables à la bourgeoisie allemande, compte tenu des rapports entre les classes, pour maintenir la stabilité sociale et politique en Allemagne. En même temps, l'impérialisme allemand a un besoin organique d'investir et de récupérer économiquement l'Est de l'Allemagne, et que soit ouverte à la libre circulation des marchandises et des capitaux l'Europe de l'Est. Intrinsèquement, la bourgeoisie allemande est politiquement faible, très faible. Sa force politique lui vient de la conjonction de la politique de la bureaucratie du Kremlin et du soutien de l'impérialisme US. C'est la politique du Kremlin de division de l'Allemagne, la crainte du stalinisme qui entravent politiquement le prolétariat allemand.

La force politique de la bourgeoisie anglaise reste considérable. Elle lui vient d'un enracinement séculaire, d'une stabilité de ses institutions politiques également séculaire. Etayée par le Labour Party et l'appareil des TUC, elle a été en mesure de supporter le poids d'une longue décadence, en maintenant un relatif équilibre entre les classes. Pourtant, la combinaison de l'effondrement de l'économie capitaliste anglaise et de la montée de la révolution en Europe ouvrirait en Angleterre une crise révolutionnaire. Déjà les rapports sociaux et politiques en Angleterre deviennent plus difficiles. Ils s'orientent vers une instabilité croissante au travers de laquelle la révolution prolétarienne s'ouvrira une voie. La bourgeoisie allemande n'a jamais eu d'institutions politiques stables qu'elle dirigeait directement. Tard venue, elle n'a pas réalisé elle-même l'unité allemande et les tâches démocratiques bourgeoises. Elle a été entre 1918 et 1933 sous la menace quasi constante de la révolution prolétarienne. Pour éviter la révolution, surmonter la crise économique en préparant la guerre, tenter une deuxième fois de s'assurer l'hégémonie en Europe, elle a abandonné le pouvoir politique, confié l'État bourgeois aux bandes hitlériennes, qu'elle a été incapable de chasser du pouvoir, pour éviter le désastre, par crainte du démon de la révolution prolétarienne. L'État bourgeois allemand fusionné aux bandes hitlériennes s'est effondré à la fin de la guerre. En 1945, il était en miettes. Il n'a pu être reconstruit morceau par morceau que grâce à la politique stalinienne, sous la tutelle et la protection des armées d'occupation impérialistes, le support et l'aide directe de l'impérialisme US.

L'accélération de la marche à la crise, la dislocation du marché européen et mondial, conjugués à la révolution prolétarienne ouverte en Espagne, en Italie, en France, révélera cette faiblesse politique de la bourgeoisie allemande et de son État. Par contre, elle montrera la puissance du prolétariat allemand et sa capacité à renouer avec sa glorieuse tradition révolutionnaire. Déjà le parti bourgeois le plus important depuis la fin de la guerre, le CDU-CSU est en crise. Le parti libéral n'est plus qu'une ombre. Les bases d'un nouvel hitlérisme n'existent plus en Allemagne occidentale : l'impérialisme allemand n'a pas la vigueur nécessaire. Ce n'est qu'au terme d'un long processus politique fait d'une succession de très dures défaites du prolétariat, non seulement en Allemagne occidentale mais en Europe, qu'un néo-fascisme pourrait renaître et postuler au pouvoir. La seule solution politique que la bourgeoisie a pour contenir le prolétariat allemand, alors que la tension économique et sociale est encore limitée, est de laisser la social-démocratie et le spectre du stalinisme au gouvernement. L'impérialisme US l'a parfaitement compris : il a « mouillé » Strauss dans le scandale « Lookheed » à la veille des élections, et ainsi a voté social-démocrate.

Mais l'Allemagne ne s'arrête pas au mur de Berlin, ou sur l'Elbe. Il n'y a pas deux nations allemandes, deux peuples allemands.

A la vérité, il n'y a pas même deux États allemands. Quelles que soient ses faiblesses, bien qu'il ait été brisé en 1945, l'État bourgeois allemand a tout de même des origines historiques, et représente une certaine continuité. Il est l'État d'une classe de la nation allemande : la bourgeoisie. C'est donc bien un État allemand. L'État qui campe, qui corsète la partie Est de l'Allemagne, n'a aucune racine dans le peuple allemand. Il est l'instrument d'oppression que la bureaucratie du Kremlin a construit en Allemagne de l'Est. C'est un corps étranger au peuple allemand, et que celui-ci rejette. Que la bureaucratie du Kremlin n'ait plus la mainmise sur l'Est de l'Allemagne, et cet « État » s'évanouirait. L'expropriation du capital à l'Est de l'Allemagne, à laquelle le prolétariat allemand est attaché, resterait, et cela effraie la bourgeoisie allemande, l'impérialisme, la social-démocratie. Les récents événements montrent que la levée de l'hypothèque stalinienne ne peut qu'accélérer la marche à la révolution en Allemagne.

En Allemagne, la révolution sociale et la révolution politique se rejoignent directement. Au poids traditionnel du prolétariat allemand, au rôle décisif classique qu'il a à jouer dans le processus de la révolution prolétarienne, s'ajoute ce rapport particulier. Il est donc inconcevable que des thèses consacrées à « la révolution mondiale » soient muettes sur la révolution allemande.

Le prolétariat allemand s'engagera d'autant plus dans le processus révolutionnaire européen, et y jouera le rôle majeur, que la révolution sociale et la révolution politique sont conjointement à l'ordre du jour en Europe, et que leur point de jonction est l'Allemagne.

## **Actualité de la révolution politique**

La Thèse 20 est formellement l'inverse de celles concernant la révolution sociale dans les pays capitalistes avancés d'Europe, elle n'en est pas pour autant plus juste : la révolution politique en Europe de l'Est, la lutte contre l'oppression nationale en ces pays ne serait pas possible tant qu'elles ne seraient pas mûres et sur le point d'éclater en URSS. A suivre la logique du camarade Ernest Mandel, qu'il abrite derrière les sentiments prêtés aux masses des pays de l'Europe de l'Est, il faudrait même qu'elles commencent en URSS. Hélas, du double point de vue subjectif et objectif, on en serait loin : « *le manque de conscience et de perspectives politiques chez le prolétariat soviétique* » ( ... ) « *l'augmentation lente mais régulière du niveau de vie des ouvriers en URSS* » s'y opposent.



L'omission à propos de l'impasse économique, sociale et politique de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites n'est pas une omission : cette impasse n'existe pas, nous laisse supposer le camarade Ernest Mandel. Il ne voit pas les causes objectives qui poussent à la révolution politique en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est.

Insistons à nouveau : une des caractéristiques de la nouvelle période de la révolution qui s'est ouverte est la conjonction, la fusion de la révolution sociale et de la révolution politique, leurs liens puissants et étroits d'une très grande vitalité. Les événements qui se déroulent en Pologne depuis 1970 le confirment. La flamme de la révolution brille en Pologne. Son feu couve en Europe de l'Est et en URSS.

La bureaucratie du Kremlin le sait et le craint plus que quiconque. Pour tenter de détendre les contradictions économiques, sociales et politiques en Pologne, elle vient d'accorder 1 milliard de roubles de prêt à la bureaucratie polonaise. Les grandes puissances impérialistes le savent et le craignent également ; la bureaucratie polonaise leur doit déjà 8 milliards de dollars, elles lui accorderont d'autres crédits. La Pologne est la partie la plus visible, en raison de l'activité révolutionnaire ouverte du prolétariat - les contradictions insolubles de la bureaucratie polonaise y sont exposées au grand jour - d'une situation qui affecte tous les pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS. L'économie de tous ces pays dépend des crédits que l'impérialisme leur accorde. Partout les mêmes antagonismes sociaux et politiques se tendent.

Il faut totalement inverser la proposition du point a) de la Thèse 20 et écrire :

« L'attitude de plus en plus prudente de la bureaucratie du Kremlin vis-à-vis du prolétariat polonais est la preuve que dans les pays de l'Europe de l'Est les mêmes processus sociaux et politiques sont à l'œuvre et peuvent, brutalement surpris, se manifester au grand jour. La possibilité d'isoler la révolution politique à tel ou tel pays et de l'écraser devient incertaine. La bureaucratie du Kremlin est particulièrement alarmée parce qu'en URSS le prolétariat oppose sa force d'inertie à sa politique. Très rapidement, sous l'effet du souffle de la révolution politique se développant en Allemagne de l'Est, en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, la résistance du prolétariat peut se transformer en lutte active contre la bureaucratie de l'URSS. De même, la résistance des nationalités de l'URSS, de l'Ukraine notamment, mais aussi des autres nationalités opprimées, peut également s'activer rapidement. Ce sont là des causes fondamentales de crise et de déchirement de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties satellites, et entre elles. »

La dictature de fer de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties satellites, le monopole du pouvoir et des moyens politiques qu'elles exercent, obligent à cheminer souterrainement les processus politiques. Par conséquent, il est plus difficile d'en rendre compte que dans les pays capitalistes d'Europe où ils s'expriment au grand jour. Cela ne veut pas dire qu'ils n'existent pas. Ce sont les bureaucraties qui, par leur politique, par les contradictions qu'elles laissent apparaître, en rendent compte. Mais une fois les premières brèches ouvertes, les premiers craquements au sein des bureaucraties, l'expérience prouve que les masses déferlent rapidement.

Lorsque le camarade Ernest Mandel invoque l'Europe de l'Ouest, il cantonne la révolution prolétarienne à quelques pays, et cela pour une période apparemment relativement longue. Mais pour lui, en Europe de l'Est, la révolution politique doit être globale ou ne pas être, sans quoi elle serait écrasée. Dans les deux cas, on ne peut être d'accord. La révolution prolétarienne commencera en un pays déterminé aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. Elle interférera avec la lutte des classes dans les autres pays ; elle s'étendra plus ou moins rapidement aux autres pays. En outre, la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites, l'appareil international du Kremlin subissent une crise profonde qui provient de leur incapacité à définir une politique efficace contre la révolution montante en Europe. Cette crise ne peut que s'accroître au feu de la révolution sociale et politique, déchirer plus profondément les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires, les PC, rendre plus difficile (à répression brutale. L'attitude du Kremlin vis-à-vis de la Pologne le prouve. Naturellement, rien n'est joué d'avance : l'affrontement des forces vivantes décidera. De plus, il n'est pas exclu que la révolution politique ne commence dans un pays de l'Europe de l'Est et s'étende, avant que la révolution sociale ne commence en Espagne, en Italie, en France. Il se peut que simultanément la révolution sociale et la révolution politique explosent dans un pays de l'Europe de l'Ouest et un pays de l'Europe de l'Est.

De nombreuses combinaisons et rapports sont possibles. Il ne sert à rien de spéculer. L'important est de savoir qu'il s'agit en tous les cas de la révolution européenne.

Cet ensemble de raisons font que le prolétariat allemand dans son ensemble se trouve au cœur de la révolution prolétarienne en Europe. Le mot d'ordre des États-Unis socialistes d'Europe est d'actualité parce qu'il traduit très strictement la nature de la révolution européenne qui s'avance, les tâches qu'elle a à réaliser, son unité organique.

Faut-il rappeler que Trotsky écrit quelque part :

« Le mot d'ordre des États-Unis socialistes d'Europe est un mot d'ordre transitoire, de la même façon que celui du gouvernement ouvrier-paysan ».

En d'autres termes, ce mot d'ordre est central, capital, tout comme celui du GOP. Le rapport entre le mot d'ordre du GOP et celui des États-Unis socialistes d'Europe que Trotsky établit rend compte du caractère national et international de la révolution européenne.

## ***Faut-il opposer le tout à la partie ?***

Le camarade Ernest Mandel trouve des raisons morales inspirées du plus pur internationalisme pour, « *d'un point de vue programmatique* » rejeter le mot d'ordre des États-Unis socialistes d'Europe, qu'à la Thèse 16 il accepte d'un point de vue tactique mais limité à l'Europe occidentale.

« 24 - D'un point de vue programmatique, le mot d'ordre d'États-Unis socialiste d'Europe a été maintenant dépassé par la nécessité de lutter pour les États-Unis socialiste du monde. Les problèmes clés de la politique et de l'économie mondiales, le sous-développement, la faim, la nécessité d'éviter un anéantissement nucléaire. la nécessité d'éviter la destruction des ressources naturelles, etc., ne peuvent être résolus que par une *économie mondiale planifiée*. L'accroissement du nombre d'États ouvriers et le besoin de surmonter tout rapport d'égoïsme nationaliste entre eux

conduit à la même conclusion. Toute notion qui, d'un point de vue programmatique, accorde la priorité à une planification commune avec les États ouvriers « riches », l'URSS et l'Europe de l'Est, contre les « pauvres » d'Asie serait monstrueuse. Toute stratégie mondiale pour le socialisme qui ne tient pas compte des problèmes spécifiques et de la sensibilité des pays sous-développés conduira au désastre.

« En tant que parti mondial de la révolution socialiste, la IV<sup>e</sup> internationale doit exprimer consciemment la nécessité de cette planification mondiale et doit construire une direction mondiale gardant présent à l'esprit cet objectif. Toutes priorités continentales ou régionales doivent être subordonnées à cette priorité stratégique.

La Thèse 24 laisse perplexe : opposer une « *économie mondiale planifiée* », les « *États-Unis socialistes du Monde* » aux « *États-Unis socialistes d'Europe* » revient à opposer à la révolution en France la révolution européenne. Alors même que la révolution aura vaincu à l'échelle mondiale, les nations, les rapports économiques, sociaux, politiques sur un continent, sur tel ou tel espace géographique, ne disparaîtront pas. On peut prévoir que des États-Unis socialistes se constitueront en Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie. La nécessité de tels mots d'ordre découle des exigences de la lutte politique pour la révolution prolétarienne. Ils concrétisent le contenu internationaliste de la révolution prolétarienne et répondent à des exigences économiques, sociales, politiques, voire culturelles. Dresser, contre le mot d'ordre des États-Unis socialistes d'Europe, celui des États-Unis socialistes du Monde est purement artificiel et superficiel. La « *solidarité avec les sections clés du monde (?) colonial et semi-colonial* » n'est pas mise en cause, bien au contraire, nous y reviendrons.

Cet artifice empêche de donner les réponses qui conviennent à l'actualité de la révolution sociale et de la révolution politique à laquelle répond la perspective des États-Unis socialistes d'Europe. Il faut donner un contenu à ce mot d'ordre pour en faire une perspective concrète. Or, ce qui lui donne ce contenu nous ramène précisément à l'Allemagne, au peuple allemand, à la révolution allemande. Les États-Unis socialistes d'Europe sont évidemment incompatibles avec le maintien de la division de l'Allemagne, de la nation allemande, du peuple allemand. Ils ne respectent pas le tabou de la neutralisation du prolétariat allemand, du maintien du mur de Berlin et des réseaux de fil de fer électrifiés qui divisent l'Allemagne. Il faut annuler l'acte réactionnaire que la division de l'Allemagne a été et reste. La perspective des États-Unis socialistes d'Europe exige de se prononcer pour l'unité inconditionnelle de l'Allemagne, de la nation allemande, du peuple allemand, donc du prolétariat allemand. Pour réaliser la dictature du prolétariat, constituer la république allemande des conseils, le prolétariat allemand a besoin de l'unité allemande. C'est un des objectifs premiers de sa lutte de classe.

De même, donner un contenu concret au mot d'ordre des États-Unis d'Europe exige que soient intégrées au programme de la révolution prolétarienne des tâches démocratiques, de l'unité et de l'indépendance nationales, que la décadence du mode de production capitaliste a remises en cause ; ou bien que la bourgeoisie n'a pas été capable d'accomplir jusqu'au bout ; ou que le partage de l'Europe a faites resurgir ; ou, enfin, qui résultent de l'oppression que la bureaucratie du Kremlin exerce sur l'Europe de l'Est et en URSS. Elles sont brûlantes. L'Allemagne soulève de tels problèmes. Mais en Europe de l'Est et en URSS, la question des libertés dans tous les domaines de la vie sociale, en politique, dans les arts et la littérature est une des plus importantes questions de la lutte pour la révolution politique. Celle de l'unité et de l'indépendance nationale, jusqu'au droit de séparation (cf. Trotsky sur l'Ukraine) ne l'est pas moins. Donner un contenu au mot d'ordre des États-Unis socialistes d'Europe exige de dénoncer tous les accords et les pactes impérialistes : OTAN, pacte Atlantique, CEE, etc., d'exiger le retrait des troupes étrangères impérialistes en quelque lieu qu'elles se trouvent (en Allemagne par exemple) mais aussi la dénonciation du pacte de Varsovie, du COMECON, et tous les accords imposés par le Kremlin ou conclus entre les bureaucraties parasites, d'exiger le retrait inconditionnel des troupes du Kremlin d'Allemagne de l'Est et de tous les pays de l'Europe de l'Est. La défense de l'URSS et des rapports de production qui existent en Europe de l'Est passe par la révolution politique.

Le camarade Ernest Mandel, après avoir considéré que « *la révolution politique n'était pas une perspective immédiate* », écrit à la fin de la Thèse 20 :

« Le rôle clé joué par la montée et la victoire de la révolution socialiste en Europe occidentale pour surmonter ces obstacles a déjà été souligné. Il a été confirmé de manière embryonnaire par l'expérience limitée du Printemps de Prague et par la panique que cela provoqua chez les bureaucrates qui craignaient qu'un mouvement *universel en* faveur de l'autogestion et de la démocratie socialiste en Europe de l'Est et en Union soviétique ne soit enclenché par « l'expérience tchèque ». Les effets d'un exemple encore plus avancé en Europe de l'Ouest excluant l'intervention militaire du Kremlin seraient beaucoup plus profonds, même s'ils étaient moins rapides que ceux du Printemps de Prague. »

Il ne s'agit pas « d'autogestion », mais de rétablir ou d'établir le pouvoir des soviets, la dictature du prolétariat qui conditionne la possibilité pour les masses de contrôler l'élaboration et la réalisation du plan, et de contrôler toute l'activité sociale et politique. Il s'agit de mettre en place la démocratie soviétique qui donnera les moyens d'un développement sans exemple de la culture. Il s'agit de reprendre et d'achever ce que la révolution russe avait commencé. Telles sont les tâches de la révolution européenne, qui inclut la révolution politique.

## **Confirmation d'une hypothèse théorique**

La façon dont le camarade Ernest Mandel traite de la révolution dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux, plus ou moins directement soumis à l'impérialisme, n'est pas non plus satisfaisante :

« La raison fondamentale de cette longue chaîne de défaites de la révolution coloniale réside dans l'adhésion de sa direction à la conception de la révolution par étapes, pour des raisons avant tout sociales (dans les cas où la direction est principalement bourgeoise ou petite-bourgeoise). »

Les termes de « révolution coloniale » ne peuvent qu'introduire la confusion. La bourgeoisie et la petite-bourgeoisie sont incapables de mener à bien la lutte anti-impérialiste, en conséquence de leur appartenance au mode de production capitaliste qui, au stade de l'impérialisme, dépend de ces grandes puissances. Les relations entre les classes aux échelles internationale et nationale mettent à l'époque actuelle à l'ordre du jour la révolution prolétarienne. La révolution dans les pays coloniaux a des tâches spécifiques à accomplir. Les relations de classes sont particulières, mais elle est partie de la révolution mondiale. Il n'est

pas plus exact que ce soit « pour des raisons principalement idéologiques (dans les cas où elle est à prédominance stalinienne pro-Moscou ou pro-Pékin) ».

L'idéologie n'a rien à y voir. La bureaucratie du Kremlin et celle de Pékin sont pour la coexistence pacifique, contre l'extension de la révolution prolétarienne dans le monde. De plus en plus, elles agissent directement au service de l'impérialisme américain. Il suffit de rappeler ce qui vient de se passer au Moyen-Orient et au Liban. Nous ne pouvons analyser ici le cours des événements, l'intervention de la Syrie, les accords de Ryad. Mais quelle terrible illustration de ce que signifie la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire à laquelle ont coopéré les États féodaux bourgeois de la prétendue « nation arabe ». « L'idéologie », ni du côté du Kremlin, ni du côté des dirigeants des États arabes, n'a rien à voir avec tout cela : c'est la lutte contre la révolution au moment où vient de s'ouvrir la nouvelle période de la révolution mondiale. Chacun rejoint nettement le camp de classe auquel il appartient.

La dernière partie de cette thèse affirme :

« Ce qui a été confirmé négativement par ces défaites (et positivement confirme par les victoires chinoise, cubaine et vietnamienne), ce sont les conceptions fondamentales correctes de la théorie de la révolution permanente, c'est-à-dire que sous la pression d'un soulèvement révolutionnaire de masse des ouvriers et des paysans dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, la bourgeoisie de ces pays est obligée de passer massivement dans le camp de la « bourgeoisie nationale ». Toute attache du prolétariat à sa direction politique, à l'appareil d'État bourgeois, à l'armée, désarme inévitablement le prolétariat face à l'assaut de la contre-révolution. »

La « bourgeoisie nationale » est en effet obligatoirement liée et finalement subordonnée à l'impérialisme. L'indépendance de classe du prolétariat est indispensable, car seul le prolétariat peut résoudre des tâches démocratiques bourgeoises, réaliser l'unité et l'indépendance nationale qui font obligatoirement partie de son propre programme. En ce sens, il est le chef national que la bourgeoisie, même « nationale », ne peut plus être, et dirige la révolution. Dirigeant la révolution, appuyé sur toutes les couches exploitées de la ville et de la campagne, il prend le pouvoir pour son propre compte et commence à réaliser des tâches révolutionnaires qui lui sont propres, conjointement aux tâches démocratiques. Écrire « les victoires chinoise, cubaine et vietnamienne confirment positivement la théorie de la révolution permanente » est un peu rapide. Elles confirment surtout une possibilité théorique incluse dans le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale :

« Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie. »

Les révolutions chinoise, vietnamienne, cubaine, s'expliquent en raison de circonstances exceptionnelles qui relèvent du pourrissement généralisé du système impérialiste, de conditions spécifiques aux pays, de la lutte des classes mondiale.

Mais la nature des directions chinoise, vietnamienne et cubaine n'a pas été modifiée du fait qu'elles ont été plus loin qu'elles ne le voulaient sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie. Elles restent des directions bureaucratiques et petites-bourgeoises. On oublie trop souvent de citer jusqu'au bout ce passage du programme de la IV<sup>e</sup> internationale :

« En tout état de cause, une chose est hors de doute : si cette variante, peu vraisemblable, se réalisait quelque part, et qu'un « gouvernement ouvrier paysan », dans le sens indiqué plus haut, s'établissait en fait, il ne représenterait qu'un court épisode sur la voie de la véritable dictature du prolétariat. »

La transition est plus longue qu'il n'était prévisible. Mais ce n'est quand même qu'un épisode. Si loin que le Parti communiste chinois, le Parti communiste vietnamien, le mouvement du 26 juillet soient allés sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie, ils ne sont pas allés jusqu'au bout : jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la révolution prolétarienne mondiale. Le dilemme suivant reste posé : ou bien la réaction bourgeoise finira par l'emporter dans ces pays, ou bien s'établira la dictature du prolétariat, et cela en relation avec la révolution mondiale.

La politique de la bureaucratie chinoise le confirme pleinement, tant en Chine qu'internationalement. Celle de Castro l'a amené à soutenir contre les masses l'intervention de la bureaucratie du Kremlin en Tchécoslovaquie, de Gaulle en mai 1968, la junte militaire péruvienne, l'Unité populaire au Chili ; à substituer le foquisme à la lutte des classes en Amérique latine. Ni en Chine, ni au Vietnam, ni à Cuba, les conquêtes de la révolution ne sont assurées. La révolution n'est pas achevée. Contre les bureaucraties au pouvoir, contre la clique petite-bourgeoise de Castro, le prolétariat doit faire une nouvelle révolution : prendre le pouvoir, instaurer la dictature du prolétariat. La victoire finale dépend de cette nouvelle révolution, de la construction du parti révolutionnaire fondé sur le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, de la jonction avec la révolution prolétarienne dans les pays économiquement développés.

Pourtant, la possibilité théorique que le *Programme de transition* formulait reste très actuelle. La crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, la décomposition du système impérialiste peuvent créer, surtout dans les pays économiquement arriérés où les racines de la bourgeoisie sont faibles, des situations du type de celles qui se sont produites après la Deuxième Guerre mondiale.

A ce sujet, il y aurait beaucoup à dire à propos de la croissance du prolétariat en de nombreux pays économiquement arriérés. Mais passons.

## **La bureaucratie chinoise, celle du Kremlin, la révolution mondiale**

Les Thèses 22 et 23 sont assez remarquables. Ainsi :

« Les racines idéologiques du nationalisme petit-bourgeois réactionnaire qui domine la dynamique de ce conflit à Moscou comme à Pékin, trouvent leurs origines dans la théorie du « socialisme dans un seul pays », il n'en reste pas moins que l'autonomie qui a été prise par ce conflit à un niveau étatique, son impact réactionnaire sur la lutte des classes internationales et la révolution coloniale, et la manière selon laquelle l'impérialisme a été capable d'en tirer

avantage, dépasse de loin son aspect idéologique initial. »

Donc, il se serait agi, au départ au moins, de « *d'un conflit idéologique* ». « *L'idéologie* » a bon dos : ce sont des intérêts matériels contradictoires des bureaucraties de l'URSS et de la bureaucratie chinoise qui sont à l'origine du conflit. De même, la pseudo-« théorie » de la « *construction du socialisme dans un seul pays* » n'est qu'un vulgaire habillage, un camouflage des intérêts conservateurs des bureaucraties parasitaires, et d'abord des intérêts de celle du Kremlin. De tout temps, la bureaucratie du Kremlin a tenté d'étrangler la révolution chinoise. Au cours des années 1960, elle s'est efforcée de faire de la Chine un objet de marchandage entre elle et l'impérialisme américain. La bureaucratie chinoise se tenait sur le terrain de la défense de ses privilèges. Elle cherchait à ce que s'établisse entre elle et l'impérialisme une « coexistence pacifique » qui respecte ses intérêts particuliers de caste privilégiée. La base d'un accord ne pouvait être trouvée qu'au détriment de ceux du prolétariat mondial, contre la révolution, et éventuellement sur le dos du Kremlin. L'impérialisme ne pouvait que « *en tirer avantage* ».

Le décompte entre des aspects « positifs » et « négatifs » des politiques réciproques des bureaucraties chinoise et du Kremlin n'est pas très convaincant.

« Durant la première phase du conflit, principalement au cours des années 60, le Kremlin a tenu incontestablement le rôle le plus réactionnaire. Il s'allie avec l'Inde bourgeoise contre l'État ouvrier chinois, il soutient des *gouvernements réactionnaires* dans plusieurs pays semi-coloniaux, contre les partis communistes locaux, et refusa toute aide militaire et politique à la République populaire de Chine alors qu'elle se trouvait dans une crise sérieuse. De façon plus générale, il introduisit dans les rangs des partis communistes, en particulier dans les partis communistes des États ouvriers eux-mêmes, des préjugés (*il y a certainement une faute de frappe ; il faut sans doute lire « préjugés »* - NDLR.) absolument réactionnaires, comme la « nécessité de défendre la civilisation occidentale contre le péril jaune » ou le mépris chauvin à l'égard des « paysans qui veulent construire le communisme à partir d'un bol de riz ». Il n'est pas étonnant que le courant maoïste ou les tendances semi-maoïstes aient été capables, au cours de cette période, de gagner un soutien large parmi les couches opprimées en révolte dans les pays semi-coloniaux, et même dans les pays impérialistes, contre de telles idéologies fondamentalement réactionnaires et contre-révolutionnaires.

« Durant la seconde phase de ce conflit, essentiellement depuis la fin des années 60 et le début de la décennie suivante, les termes du débat se sont renversés de manière radicale. Aujourd'hui, la bureaucratie maoïste développe une idéologie et une politique de loin plus réactionnaire que celle du Kremlin ou des partis communistes officiels. En commençant, avec la conception des « deux superpuissances » considérées comme également nuisibles, une rationalisation idéologique par Pékin des manœuvres diplomatiques en URSS et dans certains pays d'Europe de l'Est, Mao a glissé graduellement vers la conception du « social-impérialisme » présenté comme le danger principal. Ceci a conduit à la reconnaissance de l'OTAN et du réarmement nucléaire de l'impérialisme européen, à la défense de la « patrie » capitaliste en Europe occidentale contre les « menaces militaires de Moscou », à des interventions ouvertement contre-révolutionnaires en regard des révolutions angolaise et portugaise, et à des alliances avec des forces ouvertement pro-capitalistes, non seulement contre des partis communistes, mais même contre des mouvements de masse indépendants du prolétariat. »

Mettre tout dans le même sac est toujours une erreur qui peut avoir d'importantes conséquences politiques négatives : confondre le PCC et le PCUS, la bureaucratie chinoise et la bureaucratie du Kremlin participe de ce genre d'erreur. Distinguer ce qui leur est spécifique est indispensable. Le PC chinois, pour prendre le pouvoir, a dû rompre avec la bureaucratie du Kremlin : en ce sens, ce n'est pas un parti stalinien. Il est le parti d'une bureaucratie dont l'embryon a pris directement le pouvoir, et qui s'est constituée, renforcée sans avoir à détruire les soviets - ils n'existaient pas -, sans avoir à détruire un parti bolchevique qui n'existait pas, et à le transformer en parti de la bureaucratie victorieuse : ce parti existait déjà, c'était le PCC lui-même.

Pour arriver au pouvoir, conforter ce pouvoir, la bureaucratie chinoise n'a donc pas eu recours aux terribles et immenses purges auxquelles celle du Kremlin a dû avoir recours. Mais depuis qu'elle a pris le pouvoir, la bureaucratie chinoise va de crise en crise. Ce n'est pas nécessaire de les rappeler ici.

Prise comme en tenailles entre la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme américain, subissant les conséquences à long terme de la politique aventuriste du « grand bond en avant », la bureaucratie chinoise s'est profondément divisée. Une de ses ailes enracinée dans le parti, l'économie, l'État, était prête à capituler devant le Kremlin et Washington et à en revenir plus ou moins aux lois du marché comme régulateur de l'économie. Regroupée derrière Mao Tsé Toung, une autre aile de la bureaucratie a combattu cette capitulation. Elle dut faire appel à une mobilisation contrôlée et déformée des masses contre l'aile prête à s'aligner sur le Kremlin et Washington, et dut briser l'appareil d'État, du parti et de l'économie. Ce fut la « révolution culturelle ». Sans doute il y avait-il des groupes intermédiaires. Les positions des uns et des autres n'étaient pas claires. La bataille se déroulait à partir de thèmes totalement « idéologiques » et souvent ahurissants masquant les vrais problèmes. Les trotskystes ne pouvaient être neutres : contre la capitulation devant le Kremlin et Washington, c'est-à-dire la remise en cause des conquêtes de la révolution, ils devaient soutenir inconditionnellement la défense de ces conquêtes. Inconditionnellement, c'est-à-dire sans poser à Mao la condition qu'il adopte le programme de la révolution politique. Demander à l'aile maoïste d'adopter le programme de la révolution politique signifiait que Mao pouvait devenir trotskyste, partisan de la IV<sup>e</sup> Internationale, en bref cela signifiait nier la nécessité de la révolution politique, ou utiliser une simple rouerie pour rester « neutres ». Au cours de « la révolution culturelle », les maoïstes continuaient à défendre la couche bureaucratique privilégiée et ses intérêts. Ils ont violemment réagi contre les tentatives de dépasser les limites de la « révolution culturelle », tendance naturelle des masses. Dès que la menace de la révolution politique s'est profilée derrière la « révolution culturelle », ils ont brutalement réprimé le mouvement et tout mis en œuvre pour reconstruire l'appareil bureaucratique disloqué. Au cours même de la « révolution culturelle », la politique internationale de l'aile maoïste n'a cessé d'être une politique visant à la « coexistence pacifique » à la chinoise. Elle restait réactionnaire. Les thèmes que Lin Biao développait, l'encerclement des villes par la campagne, de l'impérialisme par les pays économiquement arriérés, visaient à trouver des alliés au sein des « bourgeoisies nationales » pour faire pression sur l'impérialisme, tout en combattant la révolution prolétarienne aussi bien dans les métropoles impérialistes que dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Il faut tout de même se souvenir à quels drames a abouti cette politique : le Parti communiste indonésien, que Pékin inspirait directement, a paralysé les masses, il a soutenu sans faille Soekarno, la clique militaire. Ainsi a-t-il permis que se prépare le coup d'État militaire, et le massacre de centaines de milliers d'ouvriers, de paysans, de militants.

« Durant la seconde phase de ce conflit, essentiellement depuis la fin des années 60 et le début de la décennie suivante, les termes du débat se sont renversés de manière radicale, *affirme le camarade Ernest Mandel*, la bureaucratie maoïste développe une idéologie et une politique de loin plus réactionnaire que celle du Kremlin ou des partis communistes "officiels". »

En quoi les termes du débat se sont-ils renversés ? La défense des intérêts de la bureaucratie chinoise ne pouvait qu'amener à réprimer les masses en Chine et à rechercher un accord avec l'impérialisme américain contre la révolution prolétarienne menaçante dans le monde. Sa participation à la nouvelle alliance contre-révolutionnaire ne fait que confirmer le caractère profondément réactionnaire de la bureaucratie chinoise. En aucun cas, il ne s'agit de « débat » entre le Kremlin et Pékin. En quoi et pourquoi la bureaucratie chinoise serait-elle devenue « *plus réactionnaire que celle du Kremlin et des partis communistes "officiels"* » ?

Sous l'égide de l'impérialisme américain, les bureaucraties chinoise et du Kremlin ont été d'accord pour imposer au peuple vietnamien les accords de Paris en janvier 1973. Si ces accords se sont effondrés, elle le regrettent profondément, et cela ne va pas sans leur poser quelques problèmes. Elles sont d'accord pour être les agents de la politique de l'impérialisme US au Moyen-Orient. Elles sont d'accord pour barrer la voie à la révolution prolétarienne en Europe : les fronts populaires que pratiquent les PC à l'instigation du Kremlin équivalent à la politique de la bureaucratie chinoise de soutien aux bourgeoisies européennes, de l'OTAN, etc. « *L'accord sur la sécurité et la coopération en Europe* », que les impérialismes européens, l'impérialisme US, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties de l'Europe de l'Est ont signé à Helsinki, en juillet 1975, défend l'ordre européen actuel qui intègre le pacte Atlantique, la présence US en Europe, ainsi que le pacte de Varsovie. C'est sur cette base que s'appuie la coopérative contre-révolutionnaire. Le PCI, qui soutient le gouvernement démocrate-chrétien, ne met pas en cause l'OTAN, ni le PCF, ni le PCE, ni le PCP. Les bureaucraties chinoise et du Kremlin sont des adversaires tout aussi résolus de la révolution politique en Europe de l'Est, et bien sûr en URSS. Il suffit de se souvenir de la brutale réaction de Pékin contre la révolution hongroise des conseils, les virulents reproches adressés au Kremlin accusé de « faiblesse ».

Il ne faut pas « tout mettre dans le même sac », mais il faut analyser les relations qui existent entre les phénomènes et les forces sociales et politiques. Le PCC a rompu avec le Kremlin, la bureaucratie chinoise n'est pas identifiable avec celle du Kremlin. Le PCC n'en est pas moins un produit de la dégénérescence du Komintern et de la révolution russe, l'existence de la bureaucratie chinoise dépend de l'existence de celle du Kremlin. Le rôle contre-révolutionnaire mondial de la bureaucratie du Kremlin n'a pu empêcher la révolution chinoise, mais il l'a déformée. Le PCC, formé aux méthodes stalinienne, l'a dirigée. A chaque crise de la bureaucratie chinoise qui la déchire, on voit sourdre la révolution politique. Cela souligne que cette bureaucratie dépend historiquement de celle du Kremlin, dans son origine comme dans son avenir. Son existence dépend d'un équilibre mondial dont le Kremlin est une clé de voûte. Le sort de la bureaucratie du Kremlin est lui aussi lié à celui de la bureaucratie de Pékin : la révolution politique s'étendant en Chine et la submergeant ne s'arrêterait pas à la frontière entre la Chine et l'URSS. L'interdépendance des bureaucraties parasitaires est une des plus importantes données des rapports mondiaux. Mais le centre historique de celles-ci reste la bureaucratie du Kremlin.

Ainsi n'est-il pas très bien venu de parler de la « *toute récente dégénérescence du maoïsme* ». Le « maoïsme » n'a pas plus dégénéré que le stalinisme. Il n'a pas plus de valeur théorique. Il est tout aussi étranger au marxisme. Il se sert d'oripeaux idéologiques qui n'ont d'autre fonction que de maquiller, d'habiller une pratique politique de défense des intérêts d'une bureaucratie parasitaire et réactionnaire.

## ***Dialectique de la révolution, de la contre-révolution, de la IV<sup>e</sup> Internationale***

L'absence en des thèses sur « la révolution mondiale » de référence et d'analyse de la nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire leur est préjudiciable. La nouvelle Sainte-Alliance est le versus de la nouvelle période de la révolution mondiale qui s'est ouverte en 1968. Washington en est le centre et la force motrice. Moscou et Pékin constituent les ailes. Les intérêts de l'impérialisme américain en particulier, et de l'impérialisme en général prévalent au sein de la nouvelle Sainte-Alliance. Toutes les forces sociales et politiques dans le monde qui redoutent la révolution prolétarienne tendent à s'aligner sur elle : les puissances impérialistes d'Europe, mais aussi les bureaucraties vietnamienne, de Corée, de Yougoslavie, Castro, les bourgeoisies des pays économiquement arriérés, les organisations et partis bourgeois et petits-bourgeois de ces pays. Il n'en résulte pas que la nouvelle Sainte-Alliance forme un tout homogène. Au contraire, elle est déchirée d'antagonismes. La lutte contre la révolution prolétarienne la cimente. Les contradictions internes peuvent la disloquer : par exemple, une crise économique qui disloque le marché mondial. A un certain point de son développement, la révolution la disloquera.

L'absence de référence à la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire fait pendant aux insuffisances et faiblesses de l'analyse du cheminement, de la progression contradictoire de la révolution prolétarienne mondiale depuis 1917, et aussi depuis 1943. Il devient alors impossible de rendre compte à quel point de concentration la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires, et avant tout celle du Kremlin est parvenue. La concentration de l'unité de la lutte des classes n'apparaît pas. La fusion de la révolution sociale et de la révolution politique est niée. La lutte des classes mondiale est réduite au mieux à une sorte de puzzle, dont les divers morceaux seraient séparés.

La révolution mondiale se développe de façon inégale. Mais cette inégalité est la forme que revêt son unité organique et historique. La marche à la révolution ne se développe pas à la même vitesse, la révolution n'est pas au même point de maturité dans des différents pays d'Europe, mais elle est une. La lutte des classes aux USA retarde sur celle qui se déroule en Europe. Mais la marche à la révolution inclut l'impasse actuelle de l'impérialisme américain, qui tente de faire supporter au prolétariat US les conséquences de son pourrissement ; l'exigence qui le conforte d'avoir à bouleverser les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, de liquider un système politique de domination de classe hérité du passé, et qui est devenu inadéquat à l'exercice de son rôle mondial ; le besoin de mettre sur pied un système politique concentrant les pouvoirs entre les mains de l'État fort et centralisé, et lui donnant les moyens de mobiliser toutes les ressources de l'impérialisme US. C'est-à-dire toute une période de gigantesques luttes des classes et de bouleversements politiques aux USA qui subira l'influence du développement mondial de la lutte des classes. La nouvelle période de la révolution mondiale comprend le développement d'une nouvelle phase de lutte et de révolutions contre la domination impérialiste, qui mettra fin aux jeux d'équilibre entre les classes et les forces politiques nationales et internationales de la « bourgeoisie nationale » et des organisations petites-bourgeoises, et ressortir l'hégémonie du prolétariat

dans la lutte contre l'impérialisme. Même si, ce qui est très possible, se concrétise à nouveau la fameuse hypothèse théorique du *Programme de transition*, citée plus haut, elle ne sera vraiment « *qu'un court épisode vers la véritable dictature du prolétariat.* »

Au cours de la nouvelle période de la révolution mondiale qui est déjà ouverte, la marche à la révolution et son développement ne seront certainement pas d'une rigoureuse ordonnance. A certains moments, l'Europe, le monde pourront sembler être des kaléidoscopes. Ils pourront apparaître comme complètement chaotiques. La marche à la révolution et son développement seront faits d'alternances, de flux et de reflux, qui s'étendront vraisemblablement sur une longue période. Il y aura des situations confuses. des formes confuses. Cela ne résulte pas de l'insuffisance de maturité des conditions objectives : au contraire, elles sont ultra-mûres, la puissance sociale et politique du prolétariat mondial, en conséquence du renversement en 1943 du cours de la lutte mondiale des classes, n'a jamais été aussi grande. C'est la conséquence de la contradiction entre la maturité des conditions objectives, et le retard accentué à la solution de la crise de l'humanité qui « *se réduit à celle de la direction révolutionnaire* ». Résoudre cette contradiction est la tâche des organisations qui se réclament de la IV<sup>e</sup> Internationale, de ses origines, de son programme. Pour y parvenir, encore faut-il qu'elles appréhendent la profonde unité de ce qui aujourd'hui est différencié et demain peut sembler chaotique.

Ainsi que l'écrit le camarade Ernest Mandel, il faut saisir « *de façon adéquate la dialectique des facteurs objectifs et subjectifs* » (Thèse 6). La nouvelle période qui vient de s'ouvrir met et va mettre à nu le rôle contre-révolutionnaire des bureaucraties parasitaires, au centre desquelles se situe celle du Kremlin, celui des PC, rouages de l'appareil international du Kremlin, des partis social-démocrates, des appareils des organisations syndicales, des directions petites-bourgeoises dans les pays dépendant de l'impérialisme. Elle va faire de cette phrase du *Programme de transition* : « *Les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques* », une réalité concrète de tous les jours. Mais les lois de l'histoire enseignent la nécessité des partis révolutionnaires et de l'Internationale qui les traduisent concrètement au cours de leur action politique. Cela fait partie des lois de l'histoire. Encore faut-il les appréhender et les comprendre. Au fond de cette discussion, il y a une question à laquelle il est indispensable de répondre : le *Programme de transition*, « *l'agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale* », programme sur lequel la IV<sup>e</sup> Internationale est fondée, est-il toujours d'actualité ?

Jamais il ne l'a été plus que maintenant, selon nous : il synthétise, sous forme de programme, c'est-à-dire de ligne stratégique de combat politique pour la révolution, l'expression consciente de toute la première période de la révolution prolétarienne qui s'étend de 1914 à 1938, où tous les problèmes de la révolution prolétarienne mondiale ont été soulevés ; la nouvelle période de la révolution qui s'est ouverte en 1968 concentre justement tous ces problèmes. Encore faut-il, pour affirmer sa validité, respecter son fondement, l'unité organique de la lutte des classes mondiale, de la révolution prolétarienne mondiale.

Nous en arrivons à l'aspect déterminant de l'activité des organisations qui se réclament de la IV<sup>e</sup> Internationale, de son programme, dont l'origine remonte à sa fondation : celui de l'activité pour la IV<sup>e</sup> Internationale, et de ses partis. Sur quelle base, à partir de quelle politique, de quel programme, faut-il les construire ou les reconstruire ? N'est-ce pas la seule façon de saisir « *de façon adéquate la dialectique des facteurs objectifs et subjectifs* », et surtout d'assumer activement et consciemment cette dialectique ?

• • •

Les 25 Thèses du camarade Ernest Mandel sur la « révolution mondiale » ont l'intérêt certain d'exiger une discussion approfondie de tous les problèmes de la révolution mondiale.

7 décembre 1976.